

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

2021

R a p p o r t d e g e s t i o n a u
C o m p t e f i n a n c i e r

SOMMAIRE

Introduction

1 - Les données issues de la comptabilité budgétaire

1.1 Les recettes budgétaires

1.1.1 Recettes globalisées

1.2.2 Recettes fléchées

1.2 Dépenses budgétaires

1.1.1. Dépenses de personnel

1.1.2. Dépenses de fonctionnement

1.1.3. Dépenses d'investissement

1.3 Solde budgétaire – variation de trésorerie

1.1.4. Résultat budgétaire

1.1.5. Variation de trésorerie et opérations en comptes de tiers

2 - Les données issues de la comptabilité générale

2.1 Résultat de l'exercice et principaux agrégats

2.1.1. Résultat comptable

2.1.2. Capacité d'autofinancement

2.1.3. Fonds de roulement

2.2 Produits de fonctionnement

2.3. Charges de fonctionnement

2.4. Immobilisations de l'établissement et financement de l'actif

Conclusion

3 - Focus

Focus 1 : évolution de la masse salariale entre 2020 et 2021

Focus 2 : recettes de l'hébergement étudiants en 2021

Focus 3 : activité restauration en 2021

Focus 4 : Bilan financier inscriptions rentrée 2021/22.2

Focus 5 : les projets immobiliers

Focus 6 : les restes à payer

Introduction

La mise en place de la réforme de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), introduite par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, s'est faite progressivement depuis 2017. Le temps désormais écoulé permet de mieux appréhender les évolutions de l'établissement comme les marges de progrès, au moyen de données financières fiabilisées. Le présent rapport de gestion s'efforce ainsi d'analyser « sur un temps long » sa situation financière, au moins dans les différents graphiques présentés par la suite.

Dans ces conditions, l'année 2021 est caractérisée à la fois par des tendances structurelles dessinées peu à peu et par des éléments plus ou moins conjoncturels, dont évidemment la crise sanitaire est une des composantes essentielles.

Du point de vue budgétaire, on soulignera tout d'abord le calendrier spécifique mis en place en 2021, conduisant en particulier à l'adoption d'un budget rectificatif n°3 dans les dernières semaines de l'année. Il s'agissait de faire face quasiment en « temps réel » aux incertitudes générées par la crise sanitaire tout en répondant aux attentes budgétaires exprimées par les différents porteurs de contrats de recherche. Malgré cette organisation, des écarts avec la prévision restent constatés, tant en recettes qu'en dépenses :

Ainsi est relevé un niveau élevé de la dotation ministérielle (+1,4 M€ par rapport au budget rectificatif n°3), qui se justifie à la fois par la mise en œuvre de la loi de programmation de la recherche (LPR) et par le soutien ministériel aux conséquences du COVID, en particulier en matière d'emplois. Les recettes propres de l'établissement, supérieures à la prévision et sont en hausse par rapport à 2020, traduisent une reprise d'activité, même partielle. Les recettes sur opérations fléchées, bien que, elles aussi, en hausse (+1,9 M€), montrent une surévaluation budgétaire significative (-6,6 M€), malgré la présentation d'un BR3/2021, conduisant à faire évoluer pour l'avenir ses méthodes de budgétisation sur contrats. En matière de dépenses la situation est aussi assez contrastée selon la nature des dépenses : dépenses de fonctionnement en baisse (-9,2 M€ en AE par rapport à 2020) et notamment au titre des CDSN (-1,7 M€ par rapport au BR3/2021) alors que les dépenses de personnel sont en hausse (+1,7 M€). La situation est plus contrastée en matière d'investissement selon l'origine des financements (CPER, contrats de recherche ou autofinancement, en AE comme en CP).

La situation comptable arrêtée à la fin 2021 reflète, elle aussi, certaines évolutions : de façon prudentielle et dans la continuité des exercices menés par le passé, un volume important de différentes provisions (1,2 M€) a été comptabilisé en 2021 afin de couvrir certains risques, éventuellement nouveaux. Si le travail de fiabilisation de l'actif et de ses financements externes n'a pu être achevé, la mise en service d'une partie significative des immobilisations (pour 3,5 M€) conduit aussi à une augmentation des amortissements de l'établissement (+425 K€). Plus encore, le chantier de détermination des produits de recherche à hauteur des charges, telle qu'attendue et contrôlée par les CAC, a conduit à une réévaluation significative des produits à recevoir, au point d'obliger à une correction importante de notre fonds de roulement (+19,5M€).

Tous ces éléments d'évolution, même en apparence source d'instabilité, rendent assurément à la fois plus complexe et plus riche l'analyse financière de l'établissement : ils montrent les progrès accomplis comme les marges de progrès restant encore à franchir. La bascule dans un nouveau système d'information financière (SIFAC) à compter du 1^{er} janvier 2023 devrait y contribuer, en simplifiant la gestion de certaines opérations sensibles (opérations de recherche, immobilisations...) tout en fiabilisant les modalités de restitution, comptables comme budgétaires. Cela obligera à un travail préparatoire important de l'ensemble des acteurs financiers (gestionnaires, porteurs de projets, directeurs d'unité, services d'appui de la DGS...) tout au long de l'année 2022. Cela participera aussi à un pilotage renforcé, et à terme partagé, de l'établissement.

1 - Les données issues de la comptabilité budgétaire

1.1 Recettes budgétaires

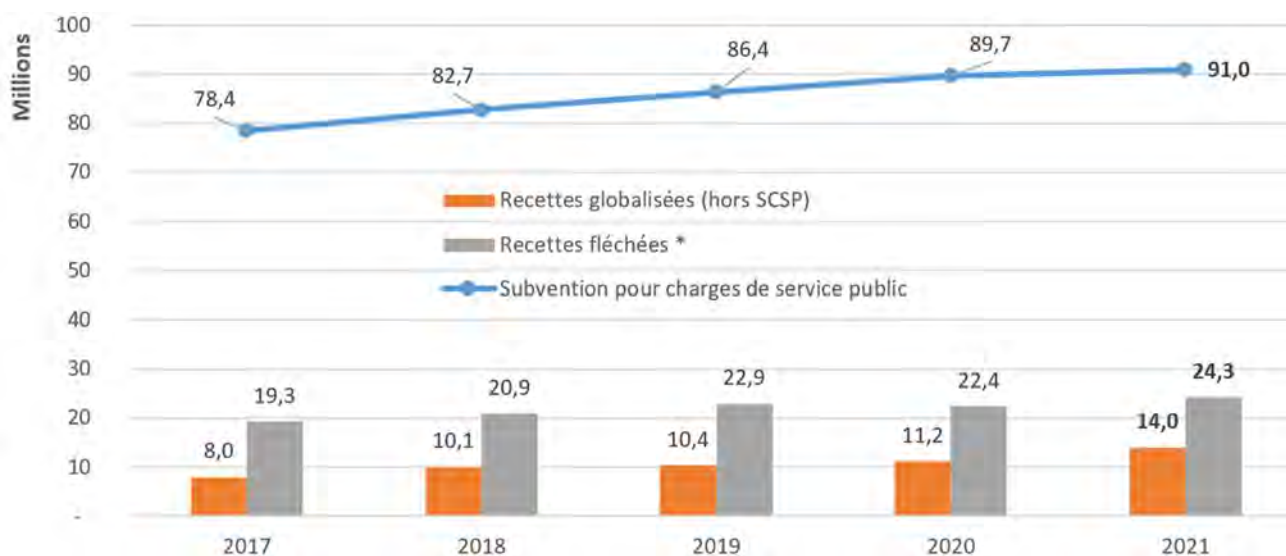
L'article 205 du décret du 7 novembre 2012 dit « GBCP » limite les recettes budgétaires aux recettes encaissées durant un exercice donné, excluant ainsi les opérations d'ordre (reprises d'amortissement, produits de cessions d'actifs). En revanche les avances de trésorerie pour des projets pluriannuels y sont intégrées.

Le tableau d'exécution des recettes 2021 montre un niveau des recettes de l'établissement globalement satisfaisant tant au regard de la tendance qu'au regard de sa prévision. Les recettes exécutées 2021 représentent ainsi un montant de 129,4 M€.

Recettes budgétaires 2021					
Compte financier 2020	Budget rectificatif N°3 de 2021	Exécution au 31/12/2021	Nature de la recette	Taux de réalisation	Variation 2020/2021
100 957 457	102 885 354	105 042 905	Recettes globalisées	102%	4 085 449
89 713 872	89 607 072	91 028 007	Subvention pour charges de service public	102%	1 314 135
22 500	53 550	31 000	Autres financements de l'Etat	58%	8 500
135 644	130 000	146 440	Fiscalité affectée	113%	10 796
4 502 406	4 649 408	4 337 667	Autres financements publics	93%	-164 739
6 583 035	8 445 324	9 499 792	Recettes propres	112%	2 916 757
22 400 147	30 903 606	24 307 965	Recettes fléchées	79%	1 907 818
3 871 763	2 099 935	2 752 683	Financements de l'Etat fléchés	131%	-1 119 080
13 384 844	20 073 250	16 600 404	Autres financements publics fléchés	83%	3 215 560
5 143 540	8 730 422	4 954 878	Recettes propres fléchées	57%	-188 662
123 357 603	133 788 960	129 350 870	TOTAL DES RECETTES	97%	5 993 267

On soulignera à la fois, la nette augmentation des recettes par rapport à 2020 (+6,0 M€) après celle déjà significative de 2019 (+4,1 M€) et le niveau d'exécution très élevé (97%) au regard des prévisions arrêtées en décembre 2021, faisant suite au très bon niveau constaté à la fin 2020 (97,5 %). On relèvera que ces variations concernent les recettes globalisées (+4,1 M€), comme les recettes fléchées (+1,9 M€).

L'observation des recettes sur un temps long, présenté dans le graphique ci-dessous, nous donne des informations quant à la progression très significative des recettes de l'établissement : +23% depuis 2017. Cette progression concerne tant la subvention pour charges de service public (SCSP - +16%), que les ressources propres globalisées (+75%) ou les recettes fléchées (+26%). Le soutien apporté par le ministère pendant la période Covid, en 2020 et 2021, nous permet d'accompagner cette progression, en dépit des moindres ressources propres perçues, notamment en 2020 et plus partiellement en 2021.

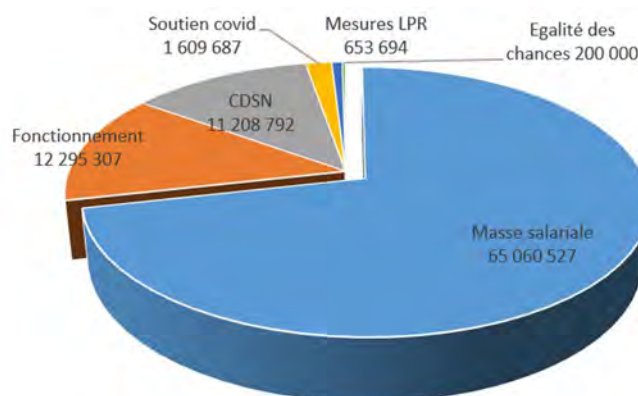


1.2.1. Les recettes globalisées

Elles représentent un montant de 105 M€ (contre 101 M€ en 2020 et 96 M€ en 2019) : ce sont elles qui expliquent majoritairement l'augmentation générale (+4,1 M€ sur +6,0 M€). Le taux d'exécution de 102% supérieur à celui de 2020 (99%) représente une exécution de 2,2 M€, supérieure à la prévision. Elles peuvent être analysées par nature et par origine de financement :

➤ La subvention pour charges de service public :

La SCSP explique une partie importante de ces variations. En effet la subvention attribuée est nettement supérieure à celle prévue au budget 2021 (+1,4 M€), principalement en raison d'une dotation exceptionnelle COVID de 1,6 M€ en fonctionnement (dont prolongation des contrats « Covid »). En outre, elle est nettement plus importante que celle notifiée en 2020 (+1,3 M€). Ceci s'explique par une hausse des notifications liée à la LPR (+653 K€), du soutien Covid (+426 K€) et à la mesure liée à l'égalité des chances (+200 K€).



➤ La fiscalité affectée et les autres financements de l'Etat :

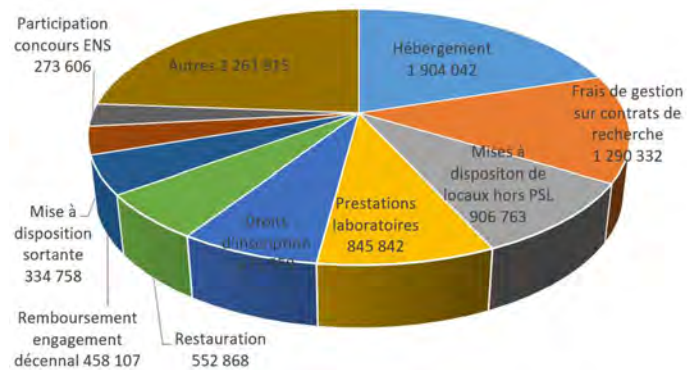
Le montant de 146 K€ au titre de la fiscalité affectée correspond à la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) perçue via le CROUS en fonction du nombre d'étudiants inscrits. Le montant est comparable à celui de 2020. 34 € par étudiant sont reversés à PSL pour financer les quatre services mutualisés supports en charge de la vie étudiante (Santé, Sport, Welcome Desk et Logement).

➤ Les autres financements publics :

Ces recettes ont été encaissées à hauteur de 4,3 M€ soit un niveau comparable à 2020. Nous avons une hausse significative de la prise en charge des contrats doctoraux PSL (+0,4 M€), une diminution équivalente sur le préciput ANR (-191 K€), ainsi que sur la part du surcoût d'infrastructure versé par le CNRS (-193 K€).

➤ Les recettes propres :

Les ressources propres ont été réalisées à hauteur de 9,5 M€, soit 112% (+1,1 M€) par rapport au niveau espéré et sont en forte hausse par rapport à 2020 (+2,9 M€). Ce constat s'explique par la réalisation des prévisions de recettes et un retour de l'activité : hébergement (+573 K€), restauration (+210 K€), frais de gestion des contrats de recherche (+171 K€), droits d'inscriptions (+181 K€). De plus, nous avons reçu des recettes ponctuelles : remboursement des charges 2018 à 2020 du site de Montrouge (+642 K€), mise à disposition sortante (+264 K€). En outre, il convient de noter qu'une partie des recettes de mécénat (de l'ordre de 700 K€) ont été intégrées à tort sur des recettes propres, au lieu des recettes propres fléchées.



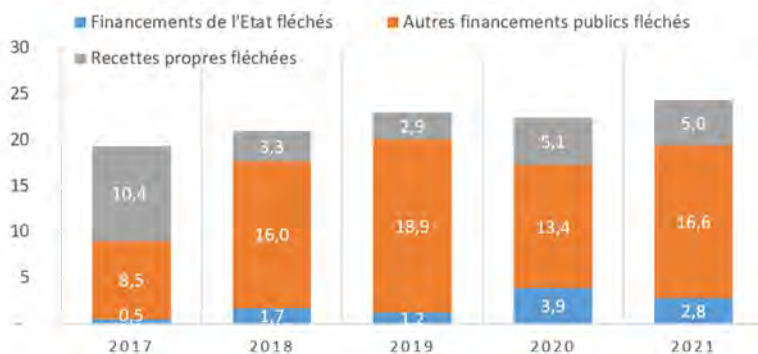
Afin de compléter la vision sur les ressources propres de l'École (autres financements publics et ressources propres), vous trouverez ci-contre un tableau présentant leurs variations entre 2020 et 2021 sur les quinze postes de recettes les plus significatifs.

Ressources Propres	2020	2021	Variation
Contrats doctoraux PSL	1 711 227	2 156 438	445 211
Hébergement	1 330 889	1 904 042	573 153
Frais de gestion sur contrats de recherche	1 119 716	1 290 332	170 616
Préciput ANR	1 140 845	949 465	-191 380
Mises à disposition de locaux hors PSL	264 210	906 763	642 553
Prestations laboratoires	803 581	845 842	42 261
Mécénat	313 848	692 053	378 205
Droits d'inscription	490 477	671 559	181 082
Restauration	342 517	552 868	210 350
Remboursement engagement décennal	428 219	458 107	29 889
CDSN entrants	627 250	445 443	-181 807
Mise à disposition sortante de personnel	70 743	334 758	264 014
Participation concours ENS	173 863	273 606	99 743
Indémnités (contentieux , assurance...)	470 745	264 928	-205 817
CNRS Part F_surcoût d'infrastructure	417 569	224 732	-192 837
Mises à disposition de locaux PSL	512 947	128 459	-384 489
Autres ressources propres	1 024 939	1 196 519	171 580
Recettes fléchées imputées sur les recettes globalisées		718 985	718 985
Total Ressources propres	11 243 585	14 014 898	2 771 313

1.2.1. Les recettes sur opérations fléchées

Les recettes fléchées s'établissent à 24,3 M€, soit une hausse de +1,9 M€ par rapport à l'exécution 2020. Si l'écart avec la prévision 2021 reste important (une exécution inférieure de -6,6 M€ à la prévision, en dépit d'un BR3/2021 qui avait réduit de près de -2 M€ ces recettes) entraînant un taux d'exécution de 79% (contre 92% en 2020). Ce taux reste néanmoins légèrement supérieur à celui des exercices 2017 à 2019 (entre 68 et 77%).

Evolution des recettes fléchées (en M€)



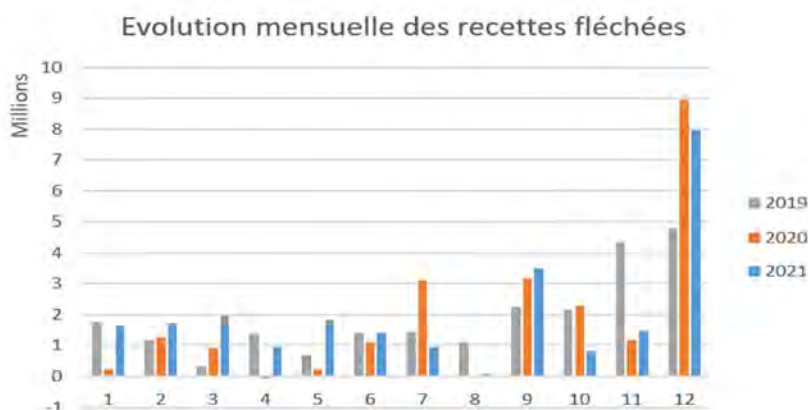
Les recettes fléchées présentent une grande diversité de sources de financement et leur évolution est souvent multifactorielle.

Ainsi, l'évolution à la baisse des financements de l'État fléchés est due majoritairement par un moindre financement par le rectorat du CPER Lhomond (ce financement est ajusté au niveau des dépenses réalisées).

La hausse de +3,2 M€ sur les autres financements publics fléchés résulte de nos bons résultats sur les financements européens (+1,7 M€) ainsi que sur l'ANR (+2,0 M€ dont +1,3 M€ sur les programmes « investissement d'avenir »). Cette dernière hausse est cependant sous-évaluée car nous n'avons pu procéder aux justifications pour 2021 pour l'EUR Translitterae, ce qui a un impact à la baisse de 1 M€ sur nos recettes (en comparaison avec 2020).

L'apparente stabilité des recettes propres fléchées résulte d'une hausse importante de la partie « contrats et prestations de recherche » (+1,3 M€), associée à une diminution concomitante sur la partie « autres subventions » (-1,5 M€).

Enfin, et comme l'exercice précédent, l'exercice de prévision des recettes fléchées est peu aisé en raison de facteurs là-aussi variés (degré important d'incertitudes en fonction des dispositions conventionnelles, de l'avancement scientifique du contrat, des financeurs engagés, ...), et notamment la caractéristique du calendrier annuel des versements auquel nous sommes soumis depuis 2020 comme le montre le graphique ci-contre.



Un tiers de nos recettes ont été versées sur le seul mois de décembre (40% en 2020), dont 6,7 M€ dans les 15 derniers jours de décembre 2021.

1.2 Dépenses budgétaires

L'article 180 du décret précité GBCP précise que :

- « les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pendant l'exercice, les paiements afférents pouvant intervenir les années ultérieures » ;
- « les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'exercice ».

Les tableaux suivants reprennent ainsi la partie « dépenses » du tableau des autorisations budgétaires et mettent en évidence l'exécution des différentes enveloppes en détaillant les principales composantes. Les opérations fléchées sont celles pour lesquelles des codes « opérations » ont été créés. Les données sont issues de l'application GFC Situation.

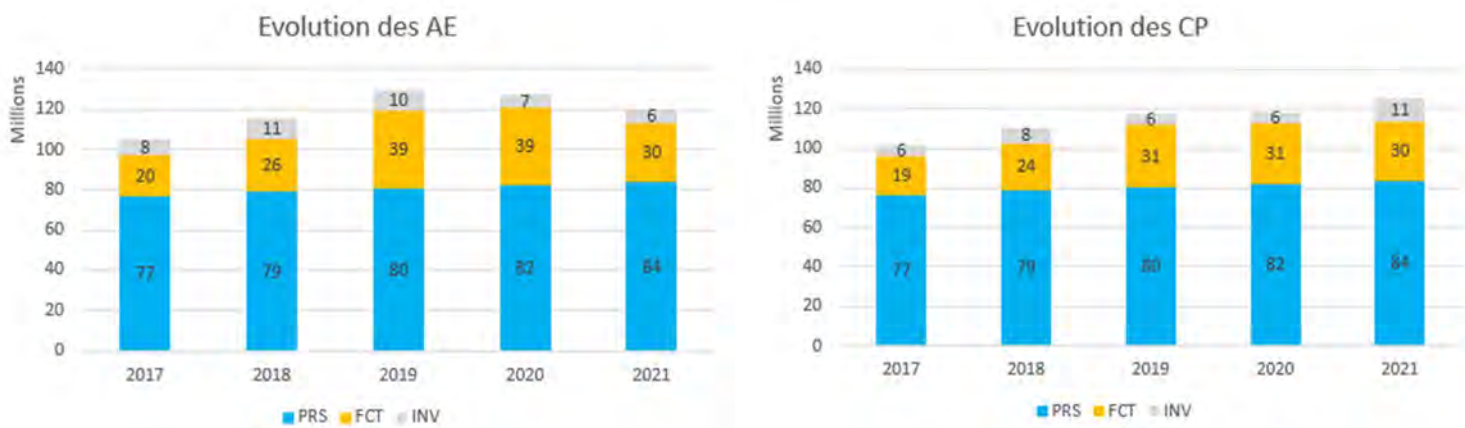
Elles font apparaître un niveau total de 119,8 M€ en autorisations d'engagement (AE) et de 125,1 M€ en crédits de paiement (CP), soit un taux de consommation de 92 %, dans la fourchette haute pour les AE et notre meilleur taux d'exécution pour les CP (nous étions entre 89% et 91% sur les quatre derniers exercices).

	Dépenses									
	Compte financier 2020		Budget rectificatif n°3 2021		Exécution au 31/12/2021		Taux de réalisation		Variation par rapport à 2020	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	82 010 095	82 003 171	86 631 006	86 631 006	83 748 239	83 744 989	97%	97%	1 738 144	1 741 818
<i>dont globalisé</i>	70 878 894	70 871 970	74 104 037	74 104 037	72 768 911	72 765 661	98%	98%	1 890 016	1 893 691
<i>dont opérations fléchées</i>	11 131 201	11 131 201	12 526 969	12 526 969	10 979 328	10 979 328	88%	88%	- 151 873	- 151 873
Fonctionnement	38 775 064	30 556 171	34 724 998	33 654 430	29 620 976	30 102 719	85%	89%	- 9 154 088	- 453 452
<i>dont globalisé et hors CDSN</i>	16 439 680	15 941 586	16 562 276	15 748 654	15 467 751	14 523 123	93%	92%	- 971 928	- 1 418 463
<i>dont opérations fléchées</i>	6 040 904	5 724 892	7 962 722	7 935 984	5 698 905	4 918 073	72%	62%	- 341 999	- 806 819
<i>dont CDSN (subventions à établissements)</i>	16 294 481	8 889 694	10 200 000	9 969 792	8 454 320	10 661 523	83%	107%	- 7 840 161	1 771 830
Investissement	6 688 649	5 610 061	8 838 899	15 666 018	6 402 715	11 222 397	72%	72%	- 285 934	5 612 336
<i>dont globalisé</i>	3 700 168	3 191 637	4 835 370	4 383 118	3 491 814	2 717 110	72%	62%	- 208 354	- 474 527
<i>dont opérations fléchées et hors CPER</i>	2 898 931	1 329 522	3 807 153	5 631 948	2 882 298	2 968 190	76%	53%	- 16 634	1 638 668
<i>dont CPER Campus Montagne (opération investissement fléchée)</i>	89 550	1 088 901	196 376	5 650 952	28 603	5 537 096	15%	98%	- 60 947	4 448 195
TOTAL DES DÉPENSES	127 473 809	118 169 403	130 194 903	135 951 454	119 771 930	125 070 105	92%	92%	- 7 701 879	6 900 702
<i>dont Total globalisé et hors CDSN</i>	91 018 742	90 005 193	95 501 683	94 235 809	91 728 477	90 005 894	96%	96%	709 734	701
<i>dont total sur Contrats de recherche</i>	20 071 036	18 185 614	24 296 844	26 094 900	19 560 530	18 865 591	81%	72%	- 510 506	679 977
<i>dont CPER Campus Montagne (opération investissement fléchée)</i>	89 550	1 088 901	196 376	5 650 952	28 603	5 537 096	15%	98%	- 60 947	4 448 195
<i>dont CDSN</i>	16 294 481	8 889 694	10 200 000	9 969 792	8 454 320	10 661 523	83%	107%	- 7 840 161	1 771 830

L'exécution 2021 apparaît en baisse importante en AE (-7,7 M€, soit -6%) mais une hausse importante sur les CP (+6,9 M€, soit +6%). La diminution des AE résulte de l'évolution des dépenses concernant les contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) en poste dans les établissements, après un rattrapage de gestion sur les exercices 2019 et 2020. La hausse des CP est portée par la hausse des investissements (+5,6 M€, dont +4,4 M€ pour le seul CPER Lhomond). Il convient aussi de relever la hausse des dépenses de personnel de 1,7 M€, conforme à la tendance annuelle observée depuis 2017.

Sur un temps long, l'évolution des dépenses est importante, à l'instar de celle constatée sur les recettes (+23% depuis 2017) : +14% sur les AE et +23% pour les CP, dont +9% pour les dépenses de personnels (depuis 2017).

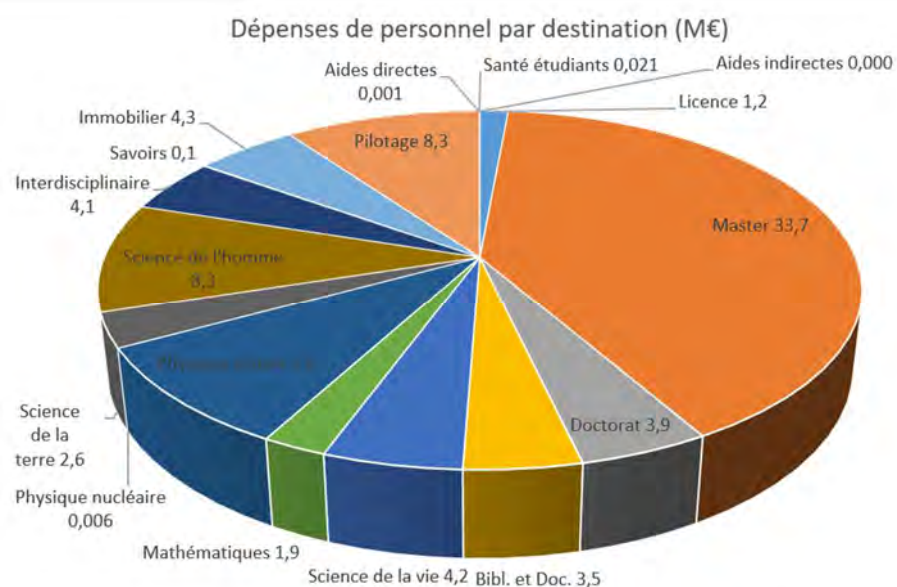
Les évolutions des dépenses par nature sont détaillées ci-dessous :



1.2.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel représentent en 2021 83,7 M€ en AE et CP, soit un taux d'exécution de 96,7%, en amélioration par rapport aux deux exercices précédents (96,2% en 2020 et 95,8% en 2019). Le montant des dépenses progresse de +1,7 M€ (+2,1%), pour +27 équivalents temps plein travaillés (ETPT). Cette évolution résulte d'une hausse de +1,9 M€ sur les dépenses globalisées (+2,7%) et d'une diminution de -0,2 M€ sur les crédits fléchés. Le « focus 1 - évolution de la masse salariale entre 2020 et 2021 », annexé à ce document, décrit précisément les variations et notamment l'impact financier du recrutement de +11,4 ETPT de permanents¹ (dont +10 ETPT de BIATSS²), ou le coût résultant des choix liés à la politique indemnitaire de l'établissement.

Le tableau 3 ci-contre présente la répartition des dépenses par destination dites LOLF. On relèvera la part du coût des dépenses de personnel afférentes à la formation master au sens large, incluant le DENS³, (à hauteur de 33,7 M€), en raison de l'impact de la masse salariale des élèves, les autres destinations étant celles d'appui (Immobilier et Pilotage cumulés pour 12,6 M) puis dans une moindre mesure, pour les destinations Science de l'homme (8,3 M€), Physique-Chimie (7,6 M€) ainsi que Sciences de la Vie (4,2 M€), Doctorat (3,9 M€) et « Bibliothèque et documentation » (3,5 M€).



¹ La notion de permanents regroupe les titulaires et les CDI.

² BIATSS : Bibliothèque Ingénieur Administratif Technique Sociaux et de Santé

³ Diplôme de l'École normale supérieure

Concernant les taux d'exécution, s'il se maintient au-dessus de 98% pour les crédits globalisés sur les trois derniers exercices (98,2% en 2021), il présente une progression significative sur les crédits fléchés à 87,5% en 2021 (82,5% en 2019). Il présente donc encore des marges de progression sur ce dernier périmètre.

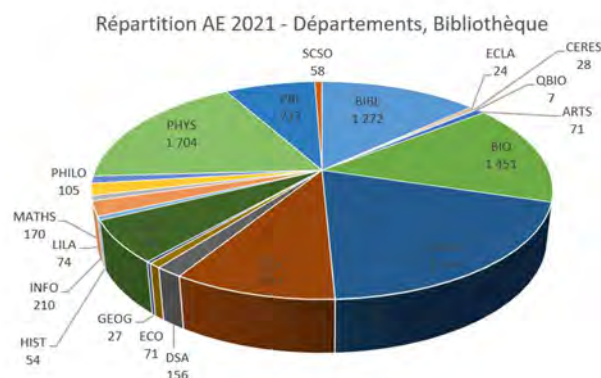
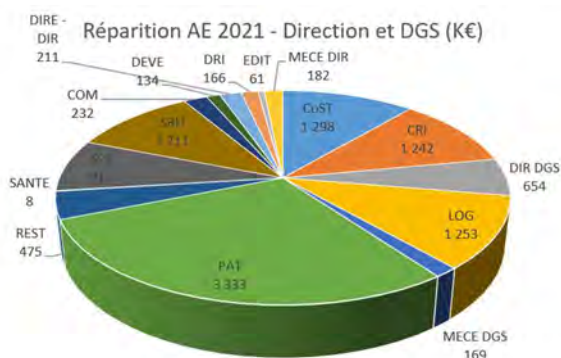
1.2.2. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement étaient en 2021 de 29,6 M€ en AE et 30,1 M€ en CP, soit 85 % de consommation en AE (en retrait de 3% par rapport à 2020) et 89 % en CP, le meilleur taux d'exécution (+9% par rapport à 2020). Le solde de crédits non utilisé est équivalent à ceux des deux exercices précédents en AE (5 M€), mais bien moindre en CP (3,6 M€ au lieu des 7 M€ constatés précédemment).

Le niveau global de dépenses de fonctionnement présente une chute importante des AE par rapport à 2020 : -9,2 M€, conforme à la prévision budgétaire, en raison de la baisse des dépenses relatives aux CDSN qui représente -7,8 M€. Hors CDSN, la diminution est de 6% pour les crédits globalisés (-1,0 M€), comme pour les crédits fléchés (-0,3 M).

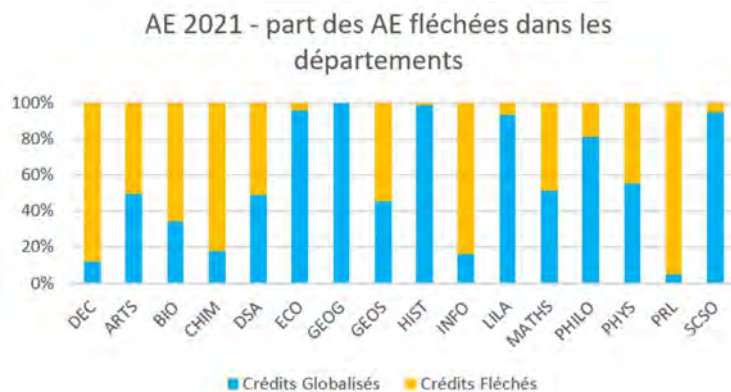
Concernant les CP, nous constatons une légère baisse de -0,5 M€, résultant d'une baisse des paiements sur les crédits globalisés de -1,4 M€ (-9%) et sur les crédits fléchés de -0,8 M€ (-14%), compensée par une hausse des paiements sur les CDSN de +1,8 M€ (+20%).

Sur un total de 29,6 M€ en AE et il nous a semblé intéressant de présenter la répartition des dépenses sur un périmètre direction et direction générale des services (11,5 M€), puis sur un périmètre département et bibliothèque⁴ (9,6 M€), hors CDSN (8,4 M€), au moyen des graphiques suivants :



⁴ Par mesure de simplification, les structures transversales telles qu'ECLA, le CERES, le PRL ou Qbio sont présentées au même niveau que les départements.

En outre, et afin d'avoir une meilleure représentation du poids des contrats de recherche (donc des crédits fléchés) au sein des départements (5,5 M€ sur un total de 8,3 M€ soit 66%), vous trouverez ci-dessous un graphique présentant le taux d'AE réalisé sur crédits globalisés ou crédits fléchés :



Sur le périmètre, quatre départements présentent un taux de crédits fléchés inférieur à 5% des dépenses (Économie, Géographie, Histoire et Sciences sociales) et quatre départements présentent un taux supérieur à 80% des dépenses (Chimie, DEC, Informatique, Pôle Ressources Lettres).

Si l'on observe l'exécution budgétaire des dépenses de fonctionnement globalisées (hors CDSN) et fléchées, nous constatons une exécution 2021 satisfaisante⁵ sur les crédits globalisés tant en AE (93%) qu'en CP (92%), mais une exécution insuffisante sur les crédits fléchés, avec une exécution à 72% sur les AE (en progression) et 62% sur les CP (inchangée depuis 2018). Des solutions seront proposées au cours de l'exercice 2022 pour améliorer notre consommation budgétaire, tout en continuant d'assurer au chercheur la disponibilité des crédits nécessaires à son activité et en gardant un haut niveau de sécurisation pour le processus de justification de crédits.

1.2.3. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement étaient en 2021 de 6,4 M€ d'AE et 11,2 M€ de CP soit 72 % des prévisions pour les AE et CP du BR3/2021. Si le taux d'exécution en AE est en légère régression (74% en 2020), il présente une progression significative pour les CP (60% en 2020, soit +12%). Néanmoins, ces taux présentent des marges de progrès, sachant que nous avons diminué nos crédits de -4,4 M€ en AE et de -6,8 M€ en CP lors du dernier budget rectificatif de 2021.

Les AE diminuent de -0,3 M€ par rapport à 2020, en raison d'une baisse des dépenses globalisées, les CP progressent de 5,6 M€, dont 4,4 M€ pour le CPER Lhomond et 1,6 M€ pour les contrats de recherche.

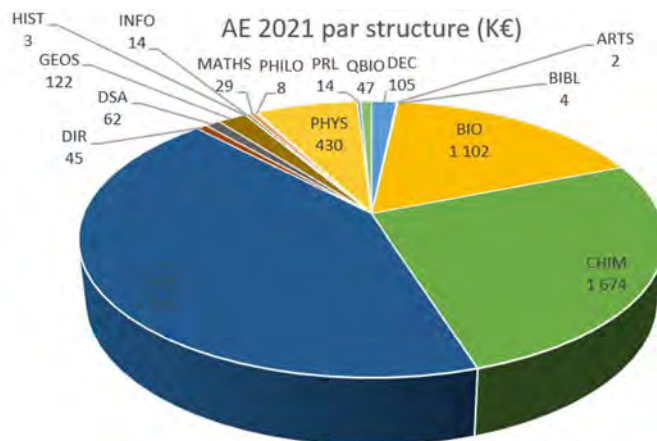
Le niveau des crédits globalisés s'établit à 3,5 M€ et 2,7 M€, en légère diminution (-0,2 M€ en AE et -0,5 M€ en CP). Il suit globalement l'évolution des projets immobiliers, qui fait l'objet d'un focus particulier (Focus 5 : les projets immobiliers) annexé au présent document.

Les crédits fléchés hors CPER s'élèvent à 2,9 M€ en AE et 3,0 M€ en CP, stable sur les AE et en progression de +1,6 M€ sur les CP, en raison de la hausse d'activité sur les programmes financés par la Région Île-de-France : +1 013 K€ sur les Domaines d'Intérêts Majeurs (DIM) et +410 K€ sur les SESAME - Équipements et plateformes scientifiques et technologiques.

Les crédits fléchés pour le CPER Lhomond s'établissent à 5,5 M€ en CP, soit un taux d'exécution de 98% au regard du budget ouvert.

⁵ La cible est de réaliser une exécution supérieure à 90%.

La répartition par structure est ici aussi intéressante, pour observer le poids des dépenses d'investissement au sein de l'École.



1.3 Solde budgétaire et variation de trésorerie

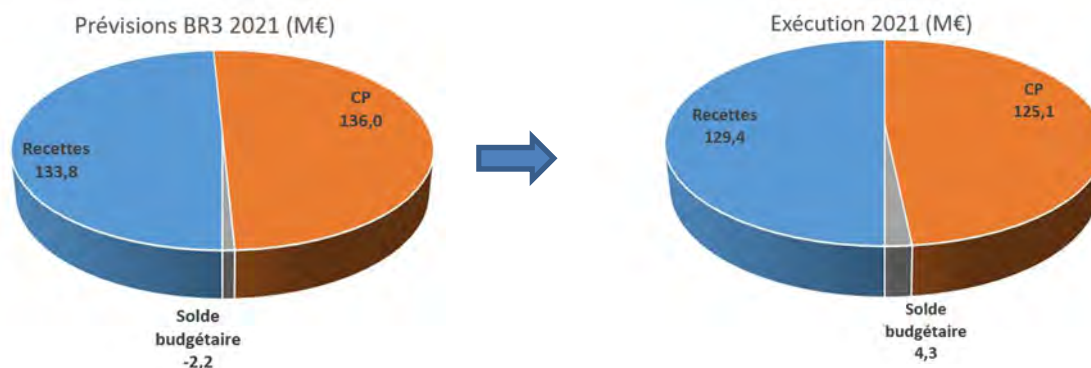
1.3.1. Résultat budgétaire

L'année 2021 s'achève par un résultat budgétaire largement excédentaire de +4,3 M€ (pour mémoire, il était de +5,2 M€ en 2020 et +1,6 M€ en 2019), dont 4,4 M€ d'excédent au titre des crédits globalisés. Il correspond à la différence entre les encaissements de l'année à hauteur de 129,4 M€ et les décaissements de l'année (en CP) de 125,1 M€.

On rappellera que le résultat budgétaire à l'issue du BR3/2021 était négatif à hauteur -2,2 M€, ce qui montre la difficulté, encore accentuée cette année, d'ajuster la prévision à la réalité. Cet écart entre la prévision et la réalisation (+6,4 M€) est moins important que l'exercice précédent (+10,8 M) et légèrement supérieur aux niveaux constatés lors des exercices 2019 (+5,8 M€) et 2018 (+5,5 M€). Il s'explique à la fois :

- ✓ pour les crédits globalisés : un dépassement des prévisions de recettes de +2,2 M€ (SCSP +1,4 M€ et autres recettes +0,7 M€) couplé à un moindre niveau de dépenses de -3,5 M€ (-1,6 M€ sur l'investissement et -1,3 M€ sur le personnel) explique une amélioration du solde budgétaire globalisé de 5,7 M€, ce dernier passant d'une prévision déficitaire de -1,3 M€ à une exécution bénéficiaire de +4,4 M€;
- ✓ pour les crédits fléchés : la diminution significative des recettes de -6,6 M€ est compensée par une baisse plus importante des dépenses de -7,3 M€, ce qui améliore le solde budgétaire fléché de 0,7 M€, celui-ci passant d'une prévision de -0,8 M€ à une exécution de -0,1 M€.

Ces variations sont représentées dans les deux graphiques suivants :



1.3.2. Variation de trésorerie et opérations sur comptes de tiers

Le solde budgétaire fin 2021 s'établit à +4,3 M€. Il est considéré comme un solde intermédiaire de trésorerie, car la variation de trésorerie constatée en 2021 est de +5,5 M€.

En effet, il est nécessaire d'ajouter au solde budgétaire trois types de variations pour obtenir la variation de trésorerie :

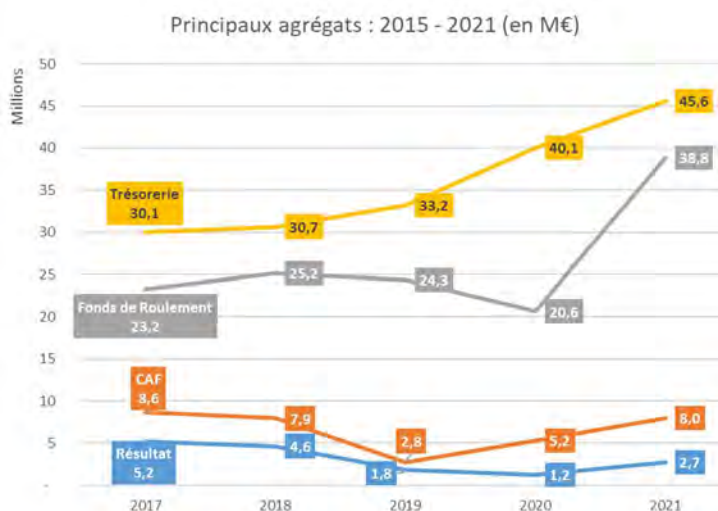
- les opérations en capital : -10 k€, il s'agit des contributions annuelles au programme d'action de la fondation Philippe Meyer (comme l'année précédente) ;
- les opérations au nom et pour le compte de tiers : quatre projets étant gérés par cette modalité de versement (HISCORE, AUGURY, facture EDF pour ECOTRON et IBRAIN) dont le détail est présent sur le tableau 5, pour un volume proche de 4 M€, en encaissement et en décaissement. L'impact à terme sera neutre sur le niveau de trésorerie de l'établissement. Cette année, il est de -57 K€ sur la variation de trésorerie de l'ENS ;
- les autres décaissements sur compte de tiers : il s'agit des opérations liées à la TVA (impact de -56 K€) et aux opérations réalisées au cours de l'année ayant un impact en trésorerie qui n'ont pu être dénouées budgétairement (+1 384 k€).

La trésorerie, ainsi abondée de 5,5 M€, est ainsi portée à la clôture 2021 à 45,5 M€, représentant 144 jours de fonctionnement réels. La trésorerie dite fléchée représente une part importante (53 %) de ce total mais on soulignera que cette proportion est en réduction (61 % à la clôture 2020) laissant ainsi une trésorerie non fléchée croissante de 21,3 M€ (soit 47 %).

2 - Les données issues de la comptabilité générale

Le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment les articles 56 et 57, fait référence à la comptabilité générale et indique notamment que « les règles de comptabilité générale applicables aux personnes morales mentionnées à l'article 1^{er} ne se distinguent de celles applicables aux entreprises qu'en raison des spécificités de l'action de ces personnes morales. Ces règles sont fixées » par le recueil des normes comptables pour les établissements publics dont la dernière version a été publiée par arrêté du 22 février 2018. Les modalités d'application de ces normes à l'ENS sont détaillées dans l'annexe au compte financier. L'impact de la bonne application de ces normes comptables est ici retracé et évalué.

Les agrégats de la comptabilité générale, que sont le résultat de l'exercice (produits moins charges), la capacité d'autofinancement (charges décaissables moins produits encaissables principalement), le fonds de roulement (excédent des ressources stables sur les emplois permanents) et la trésorerie (disponibilités) constituent les indicateurs financiers complémentaires aux données de la comptabilité budgétaire (supra § 1). Ces éléments de la situation financière à la fin 2021 et leur évolution depuis la mise en place de la GBCP sont retracés ci-contre et sont détaillés ci-dessous.

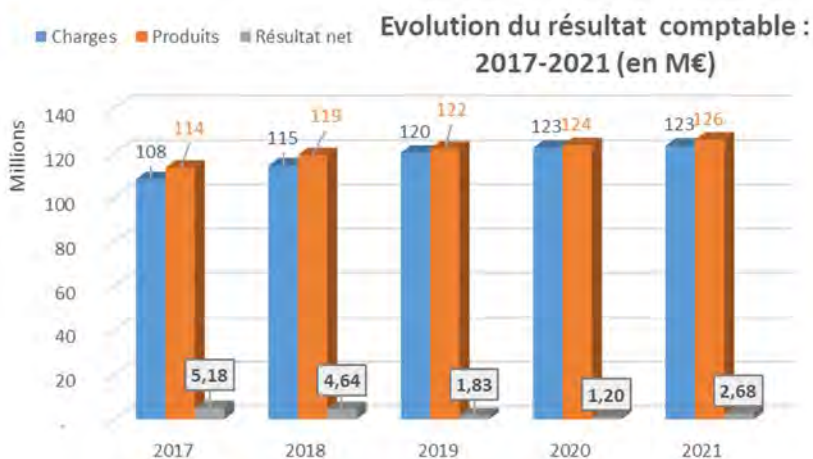


2.1 Résultat de l'exercice 2021 et principaux agrégats

2.1.1. Résultat comptable

Le résultat comptable correspond à la différence entre les produits et les charges rattachés à l'exercice. Le résultat comptable de l'établissement s'établit pour 2021 à +2,7 M€ (contre +1,2 M€ en 2020).

Ce résultat positif s'éloigne de celui prévu au BR3/2021 (+293 K€) : si les charges ont été nettement moindres que celles prévues au dernier budget (-6,5 M€), les produits constatés sont plus proches de la prévision au BR3/2021 (-4,1 M€), ce qui explique l'amélioration du résultat par rapport à la prévision 2021. L'écart constaté avec la prévision budgétaire s'explique principalement par une surestimation des charges de fonctionnement réel (-3,5 M€), elle-



même en nette baisse par rapport à l'exécuté 2020 (-1,7 M€) et, dans une moindre mesure, des charges des personnel (-2,6 M€ au regard du BR3/2021), elles, en nette croissance par rapport à 2020 (+1,4 M€). Les dotations en amortissement et provisions restent très légèrement inférieures à la prévision (-390 K€). Concernant les produits, ceux-ci présentent des écarts très différents selon leur nature : la subvention de l'Etat,

faute d'information ministérielle lors du vote du BR3/2021 (en décembre 2021), a été sous-estimée de 1,2 M€, alors que les autres produits réels ont été nettement inférieurs aux prévisions (-2,4 M€). Les reprises et quotes-parts relatives aux financements de l'actifs sont inférieures de -2,9 M€ aux prévisions, dans la mesure où le chantier de fiabilisation des financements externes n'a pu être mené à son terme dans les conditions d'exercice de l'année 2021.

Les principales variations avec la gestion 2020 peuvent être ainsi expliquées :

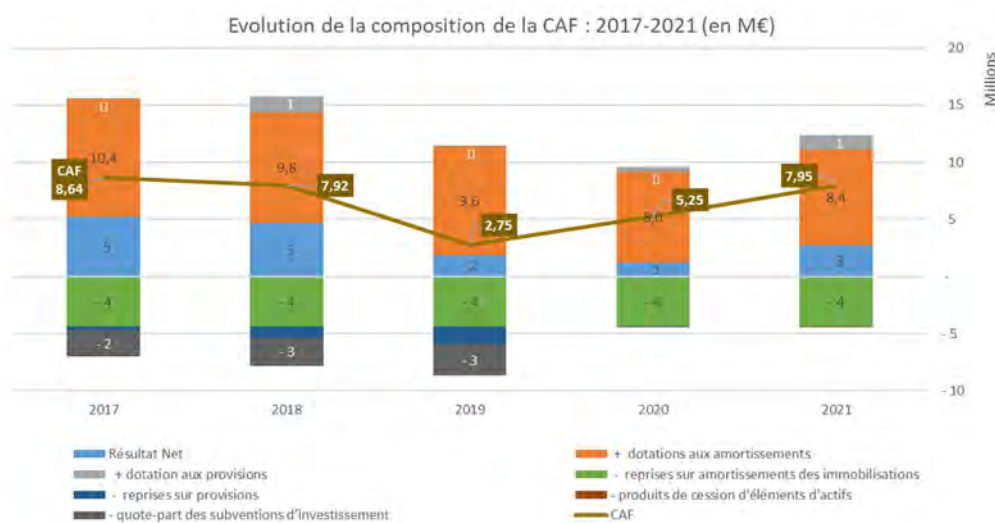
- en charges : en croissance de 937 K€, elles sont certes impactées par l'augmentation des charges de personnel (+1,5 M€) mais dans une proportion moindre que celles prévues au BR3/2021. Les dotations aux amortissements et provisions, bien qu'en nette augmentation (+1,3 M€), restent inférieures aux prévisions (-390 K€) inscrites au BR3/2021. Les autres dépenses de fonctionnement sont inférieures à celles constatées en 2020 (-1,7 M€) et à la prévision en BR3/2021 (-3,5 M€) ;
- en produits : ceux-ci connaissent une augmentation de +2,4 M€ par rapport à la gestion 2020, même en forte réduction par rapport à la prévision 2021 (-4,1 M€). Ceci s'explique, certes par une subvention pour charges de service public plus importante (+1,3 M€), mais surtout par un volume en forte augmentation tant des prestations de service que des ventes de biens.

2.1.2. La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement de l'établissement est de 7,9 M€, soit une nette amélioration de +2,7 M€ par rapport à celle constatée en 2020 et de +4,9 M€ par rapport à celle prévue au BR3/2021. Cette variation

s'explique, d'une part, par la progression précitée du résultat de l'établissement (+1,5 M€) ; d'autre part, par la croissance des dotations aux amortissements et provisions (+1,3 M€), les autres éléments de la CAF restant quasiment stables. Cette persistance d'une CAF est un élément extrêmement positif pour l'établissement puisqu'il permet à l'établissement de financer

70 % de ses investissements. Ceci conduit à ne solliciter son fonds de roulement que de façon résiduelle et pour les opérations les plus significatives.



2.1.3. Le fonds de roulement (FRNG) : prélèvement et corrections

Au regard du niveau élevé des investissements 2021 et du faible nombre de financements externes comptabilisés à ce jour (cf. § 2-4), un prélèvement sur fonds de roulement de 2,7 M€ est constaté, soit le quadruple de celui constaté à la fin 2020. Ceci est cependant à pondérer au regard de l'évolution du niveau d'investissement qui a, lui, doublé par rapport à 2020. Ce moindre impact est le résultat d'une capacité d'autofinancement en nette progression comme indiquée ci-contre qui couvre l'essentiel des investissements.

Au-delà de ce prélèvement de 2,7 M€ sur le fonds de roulement, les travaux menés par les commissaires aux comptes pour l'évaluation des produits liés aux contrats de recherche à hauteur des charges cumulés ont conduit à constater une correction de 19,5 M€ : cette sous-évaluation des résultats antérieurs, principalement sur la période 2016-2017, au regard de l'estimation des charges cumulés sur contrats de recherche doit être corrigée sous forme d'un volume complémentaire de 19,5 M€ de produits à recevoir. Ces produits supplémentaires améliorent mécaniquement le fonds de roulement de l'Ecole ainsi porté à 38,8 M€, soit 123 jours de fonctionnement réels.



2.2 Produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement ont un périmètre différent de celui des recettes budgétaires, puisqu'ils intègrent les opérations d'ordre ayant un impact uniquement comptable, notamment : les produits à recevoir et produits constatés d'avance mais aussi les reprises de provisions et quotes-parts sur subvention d'investissement. Ceci, en excluant les avances encaissées et sans prendre en compte les mouvements de trésorerie éventuellement constatés.



Il est précisé que les travaux de clôture, menés en lien avec commissaires aux comptes de l'établissement, ont conduit à constater un produit à recevoir de plus de 13,6 M€. Ce recensement, avec les outils de suivi détaillé des contrats de recherche, a permis d'ajuster les produits à hauteur des dépenses effectivement constatées pour chaque projet, mais les limites de ces outils, dans l'attente de la mise en place de SIFAC, compliquent la saisie dans les outils comptables et peuvent dégrader la qualité des imputations comptables en ressortant. Ces variations sont donc à examiner de façon détaillée et prudentielle.

Produits	2020	2021	Variation en %	Variation en €
Droits de scolarité	747 824	1 147 151	53%	399 327
Chiffre d'affaires et variation de stocks autres que droits de scolarité	5 828 037	9 615 434	65%	3 787 397
Subventions	108 518 119	107 121 632	-1%	(1 396 487)
Produits divers de gestion et produits financiers	4 269 111	3 854 862	-10%	(414 249)
Reprises sur provisions et quotes-parts de subvention	4 345 966	4 383 722	1%	37 756
Total	123 709 057	126 122 801	2%	2 413 744

Sous ces réserves, la gestion 2021 conduit à constater une augmentation significative de +2% représentant un montant contracté de +2,4 M€ par rapport à la gestion 2020. Celle-ci s'explique par des mouvements variables selon la nature des recettes ici visées :

➤ Droits de scolarité :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Droits de scolarité	747 824	1 147 151	399 327

L'augmentation significative des droits d'inscription (+399K€) est à proportion du nombre d'inscriptions (+7 %) (cf. infra Focus n°4).

➤ Ventes de produits et prestations de services (chiffre d'affaires) :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Produits de la recherche	1 255 260	3 023 307	1 768 048
Autres prestations de service	357 805	1 342 578	984 773
Locations diverses	98 188	33 510	-64 679
Mise à disp. personnel et rembst CDSN	2 623 559	2 766 091	142 533
Hébergement	1 107 666	1 897 136	789 471
Restauration	366 706	569 183	202 476
Variation des stocks de produits	18 853	-16 372	-35 225
Sous total Chiffre d'affaires	5 828 037	9 615 434	3 787 397

Le chiffre d'affaire, en forte augmentation (+3,8 M€), s'explique certes par une nette reprise des prestations de recherche (+1,7M) mais aussi par celle des produits issus de diverses prestations de services dont notamment le remboursement de la mise à disposition des locaux de Montrouge à l'université de Paris (591 K€).

Il est précisé que cette augmentation des produits de la recherche est aussi pour partie la conséquence des travaux d'évaluation des contrats de recherche menés avec les commissaires aux comptes, qui ont conduit à réduire nettement en 2021 le volume des produits constatés d'avance au regard des charges évaluées. S'y ajoute la reprise des produits de l'hébergement (+789 K€) ou de la restauration (+202 K€). Les mises à disposition de personnel et remboursement de CDSN connaissent une variation positive (+142 K€), partiellement expliquée par les reports de signature des conventions générés par la mise en place de la revalorisation des doctorants⁶.

⁶ La rémunération des doctorants, pour les contrats conclus à compter du 1^{er} septembre 2021, a été augmentée par arrêté du 11 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 29 août 2016 en application des dispositions de la LOI n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 (dite LPR).

➤ Subventions :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Subvention DGESIP	89 713 872	91 050 507	1 336 635
Subventions diverses	18 309 882	15 094 315	-3 215 567
Dons et legs	448 941	932 807	483 867
Taxe d'apprentissage	45 424	44 003	-1 421
Sous total Subventions	108 518 119	107 121 632	-1 396 487

Est constatée une baisse (-1,4 M€) des subventions en dépit de l'augmentation de la subvention pour charges de service public (+1,4 M€), notamment en raison du soutien à la trajectoire financière (+1 M€) et à l'égalité des chances (+200 K€) et en dépit de la réduction des mesures de soutien exceptionnel lié au COVID (-1 M€). Cette réduction des autres subventions s'explique par l'ajustement des produits à recevoir découlant des travaux validés par les Commissaires aux comptes : le volume des produits constatés d'avance pour 2021 a été fortement réduit et la détermination des produits à recevoir en matière de subvention a conduit à une réimputation vers d'autres types de produits (mécénat ou produits de gestion) : ces variations sont donc à analyser de façon plus fine dans le contexte particulier de ces travaux. On relèvera toutefois la réduction en 2021 du Preciput de l'ANR (-672 K€) ainsi que celle de la « part F » du CNRS (-192 K€).

Si la taxe d'apprentissage reste à un niveau stable, l'augmentation constatée (+483 K€) pour les dons et legs correspondant aux produits du mécénat s'explique par l'application à ces recettes des travaux initiés par les commissaires aux comptes quant à leur ajustement au niveau des charges.

➤ Produits de gestion et financiers :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
CVEC	135 644	146 440	10 796
Droits d'auteur	3 052	1 517	-1 536
Produits de cession d'éléments d'actif	0	3 833	3 833
Produits provenant de l'annulation de dépenses d'e	365 183	701 554	336 371
Autres	3 764 626	2 997 253	-767 373
Produits financiers	605	4 265	3 660
Sous total Produits de gestion et Financières	4 269 111	3 854 862	-414 249

L'augmentation des divers produits de gestion (+414 K€) s'explique par plusieurs éléments, notamment la hausse des frais de gestion (+153 K€), par une meilleure évaluation des produits à recevoir comptabilisés en 2021, par la perception d'indemnités d'assurance pour perte d'activité en matière de restauration et hébergement en raison du COVID (+264 K€) ou encore l'augmentation des volumes d'engagements décennaux et de trop perçus (+250 K€) au titre de produits provenant de l'annulation de dépenses sur exercices antérieurs.

➤ Reprises et quotes-parts de subvention :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Reprises sur amortissements	4 340 008	4 340 008	0
Reprises sur provisions	5 959	43 714	37 756
Sous total Reprises	4 345 966	4 383 722	37 756

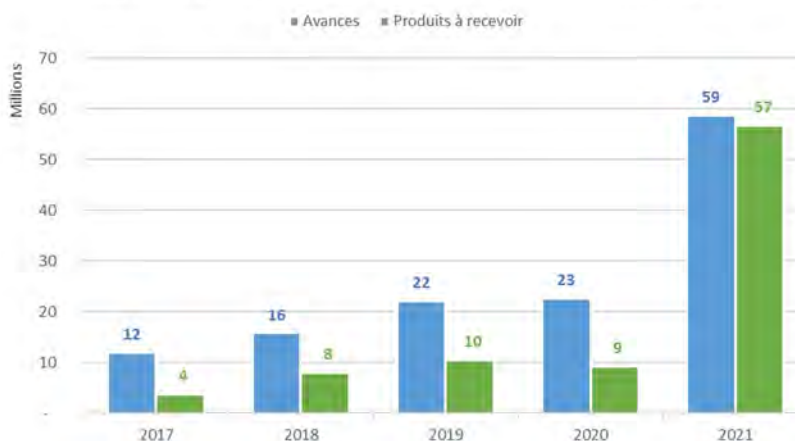
Les reprises sur financements de l'actif, dans l'attente de travaux de fiabilisation de l'actif, restent stables et limitées aux biens mis à disposition par l'Etat. A la marge, une reprise sur la provision pour allocation de retour à l'emploi (ARE) a été comptabilisée pour 43 K€ après ajustement de la provision à hauteur de la moyenne des dépenses à Pôle emploi au cours des 5 dernières années.

➤ Avances :

Les avances reçues ne constituent pas des produits : elles ont bien un impact sur le solde budgétaire mais sont sans effet sur le résultat comptable. Pour autant, elles figurent au bilan et leur suivi constitue un enjeu aussi bien budgétaire que comptable. Ceci a conduit en 2021 à une modification des modalités de comptabilisation des produits à recevoir évalués

au titre des contrats de recherche en cessant de les rapprocher des avances déjà reçues. Désormais ce n'est qu'une fois le produit définitivement acquis que l'avance doit être soldée. Ceci a conduit à modifier la présentation du bilan en réimputant en avances un montant de plus de 12,9 M€ figurant jusqu'alors en produits à recevoir. En outre, le montant des avances constatées à la clôture 2021 est de 23,4 M€, aboutissant ainsi à un montant cumulé de 58,7 M€. Un travail de recensement en lien avec les porteurs de projets ainsi qu'avec les différents services en charge de leur pilotage devra être poursuivi au cours des prochaines années afin de veiller à leur dénouement, une fois le projet achevé et le produit définitivement acquis.

Rééquilibrage des avances et produits à recevoir : 2017-2021



2.3. Charges de fonctionnement

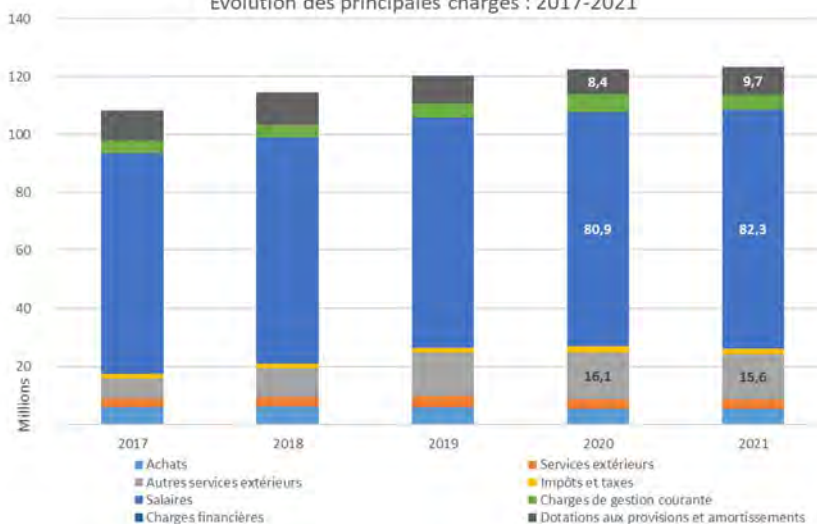
Les charges de fonctionnement ici recensées se distinguent des dépenses budgétaires de fonctionnement dans la mesure où elles intègrent un certain nombre d'opérations d'ordre.

Des charges à payer (CAP) y figurent : il s'agit des dépenses, non effectivement payées mais dont la certification du service fait en 2021 permet de justifier le rattachement à la gestion 2021. En accord avec les commissaires aux comptes de l'établissement, une série de charges, absentes du solde budgétaire précité, ont ainsi été recensées par l'établissement : au titre des conventions signées au titre des contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN), a

été identifié un montant de 884 K€ de charges à payer aux établissements partenaires faute de factures transmises. Au titre des passifs sociaux, un volume de congés non pris correspondant à 2.659 jours non pris, valorisés à hauteur de 353 K€, soit une nette réduction par rapport à celle constatée à la fin 2020 (-328 K€).

En sus de ces charges, plusieurs provisions ont été comptabilisées : outre celle ajustée au titre des comptes épargne temps (CET : +53 K€) et celle identifiée pour un litige qu'il apparaît prudent de couvrir (50 K€), un volume conséquent de conventions « CDSN » adressées aux partenaires pour la cohorte 2021 n'a pas été signé, sans doute pour partie dans l'attente du montant revalorisé par arrêté dans le cadre de la loi de programmation

Evolution des principales charges : 2017-2021



de la recherche. Ceci a conduit à comptabiliser une provision de 527 K€. A ceci, s'ajoute une provision de 117 K€ pour charges au titre de la prise en compte de la suspension des travaux d'aménagement d'un laboratoire dans l'attente de la détermination des changements de programme pour l'implantation des équipements concernés.

Enfin on précisera que la méthode de détermination de la provision pour dépréciation de comptes clients conduit à constater une charge de 508 K€ afin de couvrir l'ensemble des créances émises il y a plus de 2 ans non recouvrées à ce jour. Cela, désormais y compris pour les personnes publiques et même en cas de règlement étalé (notamment pour les remboursements d'engagements décennaux).

Pour mémoire un montant marginal de 114 K€ au titre de charges constatés d'avance (CCA) a aussi été comptabilisé (contre 250 K€ en 2020).

Charges	2020	2021	Variation en %	Variation en €
Achats	5 436 175	5 253 460	-3%	(182 716)
Services extérieurs	3 290 896	3 463 891	5%	172 994
Autres services extérieurs	16 123 278	15 550 518	-4%	(572 760)
Impôts et taxes	2 093 827	1 901 637	-9%	(192 190)
Salaires	80 914 693	82 272 441	2%	1 357 748
Charges de gestion	6 162 371	5 290 665	-14%	(871 706)
Charges financières	93 284	54 602	-41%	(38 682)
Dotations aux provisions et amortissements	8 396 201	9 660 172	15%	1 263 971
Total	122 510 726	123 447 386	1%	936 660

Ces différents éléments ajoutés aux charges réels de l'exercice conduisent à constater une augmentation de 1%, soit +936 K€. Cela, selon des mouvements variables :

➤ Achats :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Achat études et matériels	25 167	48 488	23 321
Achat restauration	266 363	408 300	141 937
Air comprimé et autres fournitures non	76 135	95 395	19 260
Carburants et lubrifiants	3 969	7 020	3 051
Chauffage sur réseau	689 653	816 778	127 125
Eau	166 914	185 206	18 292
Electricité	840 162	887 789	47 627
Fournitures	3 248 293	2 572 541	-675 752
Gaz	119 520	231 944	112 424
Sous total Achats	5 436 175	5 253 460	-182 716

Les achats constituent un poste en légère diminution (-183 K€) mais de façon très variable, les dépenses d'entretien et de petits équipements étant en réduction (-772 K€) quand celles liées aux fluides (+258 K€) et aux denrées alimentaires (+123 K€) augmentent en raison d'une reprise partielle d'activité.

➤ Services extérieurs :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Assurances	174 552	176 739	2 187
Contrats de nettoyage	851 934	885 721	33 786
Divers concours	361 018	352 761	-8 257
Diverses prestations de sécurité et de logistique	1 423 286	1 595 095	171 808
Documentation abonnements et ouvrages	1 289 269	1 460 606	171 337
Entretien, réparations et maintenance	1 639 755	1 646 081	6 326
Formation continue du personnel	276 173	257 637	-18 536
Frais de colloques	62 933	110 766	47 833
Frais de réception	115 543	122 976	7 433
Frais postaux et de télécommunications	173 371	247 693	74 322
Honoraires et annonces	421 132	539 141	118 009
Locations	158 841	110 158	-48 683
Personnel détaché et CDSN	10 982 298	10 057 600	-924 698
Personnel interimaire	105 045	80 991	-24 054
Publications et catalogues	412 028	651 920	239 892
Services bancaires et assimilés	3 432	9 512	6 079
Transports et missions	963 568	709 013	-254 555
Sous total Services extérieurs	19 414 178	19 014 409	-399 769

Les dépenses relatives aux services extérieurs connaissent une réduction significative de -400 K€, que la diminution des dépenses liées aux CDSN n'explique que partiellement (-924 K€) compte tenu de la charge à payer importante constatée en 2021 (et dans la mesure où aucune n'était constatée jusqu'en 2020). On relèvera aussi le faible niveau des missions et déplacements (-254 K€) qui s'explique toujours par le contexte de crise sanitaire. Cette réduction est compensée seulement partiellement par des hausses des postes dédiées aux publications (notamment en raison du projet EUR Translitterae), à la documentation, aux télécommunications ou des autres prestations extérieures (notamment celles, d'accueil au site Panthéon) qui montre la reprise d'activité sur site.

➤ Salaires :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Rémunérations principales	44 450 649	45 158 922	708 273
Rémunérations accessoires	1 243 644	1 599 443	355 799
Primes et indemnités	3 385 156	3 527 975	142 820
Cotisations totalisées	30 997 950	31 560 475	562 525
Prestations, œuvres sociales médecine trav et autre	1 023 745	755 091	-268 654
SFT	141 910	125 795	-16 116
Congés payés	-199 274	-322 245	-122 971
Abattement et reversement	-129 087	-133 015	-3 928
Sous total Salaires	80 914 693	82 272 441	1 357 748

Les charges de personnel sont, comme en 2020, en augmentation d'1,4 M€, au titre des rémunérations principales accessoires et cotisations (cf. focus n°1), ce que la diminution de diverses charges (-268 K€) et de la charge à payer afférente aux congés payés non pris (-122 K€) ne compense que très partiellement.

➤ Impôts et taxes :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Impôts divers	582 378	362 697	-219 680
Versement Transport et FNAL	1 511 449	1 538 940	27 491
Sous total Impôts et taxes diverses	2 093 827	1 901 637	-192 190

La variation constatée s'explique par la nette diminution de la cotisation annuelle au FIPHFP⁷ (-168 K€) dans la mesure où l'année 2020 avait été caractérisée par un redressement important sur années antérieures (194 K€).

⁷ Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

➤ Les charges de gestion

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Bourses et aides aux étudiants	2 360 607	2 854 347	493 740
Subventions diverses	2 286 466	1 309 089	-977 378
Charges de gestion provenant de l'annulation de tit	205 530	159 353	-46 176
Charges sur créances irrécouvrables	534	500	-34
Redevances brevets droits d'auteur	358 354	478 715	120 360
divers	950 880	488 661	-462 218
Charges financières	93 284	54 602	-38 682
Sous total Charges de gestion et Financières	6 255 656	5 345 267	-910 388

Les charges de gestion sont en réduction de -910 K€, s'expliquant par la diminution des subventions et dotations, gérées sur financement externes (-1,4 M€), alors même que les bourses et aides aux étudiants de l'établissement sont, elles, en augmentation (+430 K€).

La diminution des autres dépenses diverses s'explique par le remboursement ponctuel en 2020 à PSL de la participation au loyer versée à tort sur la SCSP de l'ENS (300 K€), et dans une moindre mesure par le versement au Collège de France de la contribution au Labex Memolife (306 K€).

Les charges financières, en réduction en 2021 (-38 K€) correspondent à des reversements ponctuels à certaines partenaires (Collège de France, CNRS...) dans le cadre de conventions dédiées, donnant lieu dès lors à des mouvements plus ou moins sporadiques.

➤ Les dotations aux amortissements et provisions :

Libellé	2020	2021	Variation 2020/2021
Dotations aux amortissements	7 983 579	8 409 316	425 737
Dotations aux provisions	412 622	1 250 857	838 234
Sous total Dotations	8 396 201	9 660 172	1 263 971

Les dotations sont ainsi en nette augmentation (+1,3 M€), en raison tant des amortissements des immobilisations (+425 K€) générés dans le cadre d'une fiabilisation progressive de l'actif de l'établissement que des provisions (+838 K€), aussi bien au titre de la dépréciation de comptes clients (+508 K€) que de celle concernant les CDSN dont les conventions n'ont pas été signées (+522 K€) à la fin 2021 ou encore relativement à certaines charges ou litiges (+150 K€), absents en 2020.

2.4. Immobilisations de l'établissement et financement de l'actif

On sait que la réserve des commissaires aux comptes concerne la fiabilité de l'actif de l'établissement tant dans sa réalité physique dans son évaluation. Le marché de réalisation d'un inventaire physique a été reporté à la gestion 2022, notamment en raison des conditions sanitaires rendant difficiles ces travaux. Pour autant les travaux de fiabilisation de l'actif se sont pour partie poursuivis au cours de la gestion de 2021. L'actif brut de l'établissement est comptabilisé à hauteur de 473 M€, soit une augmentation de 11,4 M€, selon le détail suivant :

- Les immobilisations incorporelles (notamment logiciels et licences) n'ont pas varié en 2021 (267 K€) : certains engagements ont bien été enregistrés sur cet exercice mais n'ont pas encore donné lieu à déploiement, partiel ou final (ex : SIFAC, PEGASE) ;
- Les constructions ont, elles, évolué de façon importante en 2021 (+3,5 M€), principalement suite à la mise en service d'immobilisations jusqu'alors suivies en « en cours » dans l'attente de leur achèvement. Ces dernières représentent un montant cumulé de 3,3 M€, correspondent à une série d'opérations, parfois lancées depuis plusieurs années : contrôle d'accès CRI et cartes multifonctions (523 K€), centre de sciences des données du couloir vert (489 K€), divers travaux de sécurité au 45 rue d'Ulm (460 K€) ou de rénovation du campus Montagne Sainte Geneviève (353 K€), de l'espace mutualisé de l'IBENS (199 K€), rénovation de la cage d'escalier dont désamiantage (34 K€), rénovation du théâtre 225 K€... Ces immobilisations sont désormais amorties.

- Les immobilisations en cours, compte tenu de celles désormais mises en service pour 3,3 M€, restent à un niveau élevé de 11,2 M€, qui s'expliquent principalement par les avances versées à l'EPAURIF pour 7,5 M€ à ce jour dans le cadre de l'opération CPER de la rue Lhomond. Le solde consiste en une série d'opérations se poursuivant au moins en 2022 notamment : la rénovation des espaces intérieurs du bâtiment Hypnos II (908 K€), l'équipement financé par le DIM Respire au département de Chimie (580 K€), la rénovation des tours B et C du Bâtiment-Montrouge (271 K€), réaménagement des laboratoires de l'équipe Strick (136 K€) etc.
- Les installations ont connu une augmentation importante de 1,3 M€, principalement pour du matériel d'enseignement (852 K€), notamment au bénéfice du département Biologie (en particulier 374 K€ pour le séquenceur génomique), auquel s'ajoutent d'autres équipements pour 493 K€ (dont 310 K€ pour le département Biologie et 159 K€ pour celui de physique).
- Les autres immobilisations corporelles ont augmenté de 1,4 M€, principalement en matériel informatique (481 K€, principalement pour le département Biologie et dans une moindre mesure pour la DGS) et divers matériels (797 K€), dont 300 K€ pour un appareil de neuro-imagerie au Département d'études cognitives et 93 K€ pour un chromatographe au Département de chimie.

Dans l'attente de l'identification au sein de l'actif des financements reçus pour les différentes immobilisations, les financements externes de l'actif ne sont pas comptabilisés et restent enregistrés en tant qu'avances. Ceci explique le montant relativement faible des dotations recensées, respectivement à hauteur de 300 K€ (de la Fondation CFM pour la Recherche pour le centre de sciences des données du couloir vert), 100 K€ (de la Fondation PSL pour la Plate-forme Neurosciences du LSP du DEC) et 353 K€ (de l'Etat au titre du CPER pour la rénovation de la montagne Sainte-Geneviève), soit un montant cumulé de 753 K€.

Conclusion

Les résultats, tant budgétaires que comptables, de l'établissement permettent de présenter une situation financière très saine de l'établissement. Sa capacité à dégager de son fonctionnement des marges de financement dédiés à de l'investissement constitue aussi un point fort de l'établissement, lui permettant d'envisager de nouveaux projets.

Les retraitements effectués en accord avec les Commissaires aux comptes de l'établissement conduisent à présenter une situation financière encore améliorée. Ses taux de consommation améliorée, le niveau de sa trésorerie comme de son fonds de roulement, l'importance des financements externes obtenus, le suivi amélioré de ses contrats de recherche [...] sont autant de signes favorables relatifs à la trajectoire financière de l'établissement.

Pour autant les chantiers, initiés en 2020 et poursuivis sur l'année 2021, doivent se poursuivre : inventaire de l'actif, fiabilisation des financements afférents, suivi budgétaire infra et pluriannuelle, gestion budgétaire des opérations fléchées... Cela, en lien permanent avec un dispositif de contrôle interne financier dont le périmètre doit peu à peu s'élargir. La bascule dans un nouveau système d'information financière est aussi un enjeu stratégique au cours des prochains mois qui auront un impact fort sur la gestion et les résultats des prochains exercices financiers.

Ainsi les chantiers qui dépassent la seule sphère financière, restant encore à mener et à ajuster au regard des contraintes générées, conditionnent fortement les résultats à venir.

Focus 1 : évolution de la masse salariale entre 2020 et 2021

Analyse comparative des dépenses de masse salariale et des ETPT entre 2020 et 2021.

1. ETPT exécutés en 2021

Le plafond d'emploi exécuté en 2021 s'élève à 1 700 ETPT (équivalent temps plein travaillé) contre 1 673 ETPT en 2020. Il s'inscrit dans une autorisation budgétaire de 1 761 ETPT dont 1 387 ETPT sur plafond État au budget rectificatif n°3 de 2021 (1 770 ETPT dont 1 387 ETPT sur plafond État en 2020).

Sur l'ensemble du périmètre de la subvention pour charges de service public (SCSP) et des ressources propres de l'École, on note une progression de 27 ETPT en exécution entre 2020 et 2021 (+36 ETPT entre 2019 et 2020). Ce chiffre inclut la hausse du nombre de doctorants recrutés par l'École (+16 ETPT).

Sur le périmètre de la SCSP (hors contrats doctoraux) et des ressources propres globalisées, la variation de +8,3 ETPT s'explique principalement par des évolutions sur deux populations distinctes.

En effet, on observe, un accroissement des recrutements de titulaires BIATSS (+10 ETPT) en cohérence avec la politique RH menée depuis plusieurs années. Cette hausse est compensée, pour partie, par une baisse des emplois de contractuels BIATSS (-6 ETPT). Cette dynamique illustre une dimension de la politique RH de l'établissement qui vise à titulariser les contractuels occupant des emplois pérennes.

La variation des emplois académiques est quant à elle assez faible. On constate une progression limitée des emplois d'enseignants chercheurs due avant tout à un faible nombre de départs (+4,2 ETPT dont 1,4 ETPT pour les titulaires).

Ce bilan concrétise la volonté de l'École de poursuivre, autant que possible, le développement de son potentiel d'enseignement et de fonctions soutien et support.

2. Dépenses de masse salariale

Le périmètre d'analyse de la masse salariale s'entend hors contrats doctoraux et élèves.

Dans un contexte marqué par la crise sanitaire et le déploiement des principales dispositions de la loi de programmation de la recherche, la dépense globale de masse salariale a progressé de 1,32 M€ entre 2020 et 2021. Hors contrats de recherche dont l'exécution accuse une baisse de 169 K€, l'enveloppe destinée à couvrir la masse salariale de l'École a augmenté d'environ 1,49 M€. 49,6% de cette enveloppe est consacrée aux enseignants chercheurs.

Les mesures salariales, dont la revalorisation progressive des carrières et des régimes indemnitaires des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur, impactent directement le niveau des dépenses de masse salariale sur les plafonds État et ressources propres de l'établissement.

1,49 M€ sont consacrés à la hausse des effectifs (+8,3 ETPT) et à l'évolution des rémunérations et des régimes indemnitaires des fonctionnaires et des contractuels (hors contrats de recherche). La rémunération principale représente 45% de cette dépense, les primes 15 % et les charges de l'employeur 40 %. Le seul coût des recrutements bénéficie principalement aux emplois pérennes à hauteur d'environ 39% de la dépense.

L'évolution de la structure d'emploi des BIATSS par le repyramidage des emplois au profit des catégories B et A ainsi que le GVT représente 142 K€. Pour la population des enseignants chercheur, le GVT s'établit à 166 K€.

En conclusion, les crédits alloués aux recrutements et à l'amélioration des carrières des fonctionnaires progressent sensiblement. Cette tendance s'est surtout accentuée sur la population BIATSS avec une augmentation significative des emplois de titulaires assortie d'une baisse des emplois contractuels due pour partie à l'effort de titularisation engagée par l'Ecole. Par le renforcement des dispositifs de reporting et la maîtrise de la masse salariale, l'Ecole poursuit son action pour dégager des marges de manœuvre et mettre en cohérence la politique de l'emploi et les objectifs stratégiques de l'établissement.

En matière de dépenses sur contrats de recherche, on observe une stabilité des ETPT (+2 ETPT) due aux effets de la crise sanitaire et au recul des dépenses à hauteur de 169 K€. Cette baisse provient d'une diminution de la rémunération principale moyenne (-122 K€) des enseignants chercheurs. Pour les BIATSS, la variation de +46 K€ de la masse salariale est principalement expliquée par une légère hausse des effectifs (+2,4 ETPT).

3. Analyse de la variation de la masse salariale 2020 - 2021 par la méthode des écarts successifs⁸

Variation de la masse salariale et des ETPT entre 2020 et 2021

Périmètres	2020	2021	Variations	
			MASSE SALARIALE	ETPT annuels
Total ENS	81 980 274	83 734 600	1 754 326	27
dont périmètre MES	44 729 128	46 051 460	1 322 332	10
dont élève	28 343 872	28 249 165	-94 707	1
dont contrats doctoraux	7 261 168	7 530 782	269 614	16
dont périmètre spécifique	1 646 106	1 903 192	257 087	

La variation de la masse salariale entre **2020** et **2021** est de **+ 1 754 K€**, pour **27 ETPT** supplémentaires.

L'étude développée ci-dessous concerne le périmètre de la MES (Méthode des Ecart Successifs) qui enregistre une hausse de la masse salariale de **+1 322 K€** pour **+10 ETPT**.

Par ailleurs, on observe:

- Sur le périmètre des élèves, une baisse de la masse salariale de **-95 K€** pour **+1 ETPT**.
- Sur le périmètre des contrats doctoraux, une augmentation de la masse salariale de **+270 K€** pour **+16 ETPT** due essentiellement à l'augmentation des CDSN ENS et Entrants 2021 (**+10,8 ETPT**).
- Sur le périmètre spécifique, une augmentation de la masse salariale de **+257 K€** en raison de la hausse des heures de cours complémentaires, des vacances et des rémunérations des jurys.

⁸ La méthode des écarts successifs vise à expliquer les principaux déterminants des variations relatives à la masse salariale. La majorité des éléments de rémunération composant la masse salariale varient en raison d'effets mécaniques, issus de la variation des effectifs (effet volume) et de la variation du coût des agents (effet prix). Toutefois, une partie de la variation de la masse salariale est indépendante (des plafonds d'emplois notamment) et varie de manière autonome : c'est le périmètre spécifique (heures de cours complémentaires, vacances, rémunérations des jurys et prestations sociales). Ce périmètre est donc exclu du périmètre d'analyse de la méthode des écarts successifs.

Tableau de synthèse de l'analyse de la Méthode des Ecarts Successifs									
PERIMETRES	POPULATIONS	Rémunération Principale		Primes		Charges Patronales	TOTAL	Variation ETPT	N°
		Impact évolution effectif	Impact évolution rémunérations	Impact évolution effectif	Impact évolution primes				
DEPENSES GLOBALISEES (Subventions ETAT + Ressources propres globalisées)	Enseignants Permanents (Titulaires + CDI)	76 136	165 929	7 257	42 053	195 162	486 538	1,4	1
	BIATSS Permanents (Titulaires + CDI)	270 206	142 273	61 168	119 149	347 082	939 879	10,0	2
	Enseignants non Permanents (CDD)	91 251	74 557	13 924	-27 921	97 464	249 275	2,8	3
	BIATSS non Permanents (CDD)	-165 547	12 422	-5 183	15 300	-41 582	-184 591	-6,0	4
Total		272 045	395 181	77 166	148 581	598 127	1 491 101	8,3	
CONTRAT DE RECHERCHE	Chercheurs non Permanents (CDD)	-15 653	-122 286	-493	-9 772	-66 371	-214 575	-0,4	5
	BIATSS non Permanents (CDD)	68 240	-31 202	637	-11 701	19 833	45 806	2,4	6
Total		52 587	-153 488	144	-21 473	-46 538	-168 769	2,0	
TOTAL		324 632	241 693	77 310	127 108	551 589	1 322 332	10,2	

N°	Commentaires
1	L'augmentation de 487 k€ de la masse salariale des enseignants permanents est due à une augmentation de la rémunération principale moyenne en raison de l'augmentation de +4 PR entre 2020 et 2021 (+166 k€). Cela aboutit à une hausse des charges patronales (+195 k€). Il convient de noter que la hausse de la PEDR représente 79 k€ et que la hausse de 1,4 ETPT observée est expliquée par +3,7 PR -1,2 MCF -0,7 PRAG.
2	L'augmentation de 940 k€ de la masse salariale des BIATSS permanents est expliquée par une hausse significative des ETPT (+10,0 ETPT) pour un coût de 270 K€. De plus, le repyramidage et le GVT représentent 142 k€. En outre, la hausse des primes moyenne de 119 k€ (RIFSEEP) s'explique par trois facteurs : le repyramidage, la hausse du complément indemnitaire annuel et le rehaussement de l'IFSE (catégorie C et bibliothèque). Enfin, l'impact de ces mesures sur les charges patronales s'établit à 347 K€.
3	L'augmentation de 249 k€ de la masse salariale des enseignants non permanents est expliquée d'une part par une hausse des ETPT (+2,9) dont le coût est de 91 k€ sur la rémunération principale et d'autre part par une rémunération plus importante des CDD chercheurs en 2021. Ces mesures expliquent l'augmentation des charges patronales de 97 k€.
4	La diminution de - 185 k€ de la masse salariale des BIATSS non permanents est due à une baisse importante des ETPT (-6,0) qui représente -166 K€ sur la rémunération principale.
5	La baisse observée de -215 k€ de la masse salariale des enseignants découle d'une diminution de la rémunération principale moyenne (-122 K€) proposée aux enseignants chercheurs en 2021.
6	La variation de +46 K€ de la masse salariale des BIATSS est essentiellement expliquée par la hausse des effectifs (+2,4 ETPT) représentant 68 K€ sur la rémunération principale. Cette hausse est partiellement compensée par une baisse de la rémunération principale moyenne (-31 K€) proposée aux nouveaux contrats signés en 2021.

En définitif, l'augmentation de la masse salariale de **+1,3 M€** bénéficie au personnel de l'établissement hors contrat de recherche pour **1,5 M€**, autant pour les enseignants que les BIATSS. La diminution observée pour les contrats de recherche de **-0,2 M€** provient d'une diminution des rémunérations moyennes proposées en 2021.

L'augmentation de **736 K€** pour les enseignants concerne principalement les permanents pour **487 K€**, en raison du repyramidage opéré au bénéfice des PR et, dans une moindre mesure, la hausse de la PEDR. Le recrutement d'enseignants non permanents (**+3 ETPT**) et l'augmentation des rémunérations moyennes expliquent la hausse de **249 K€**.

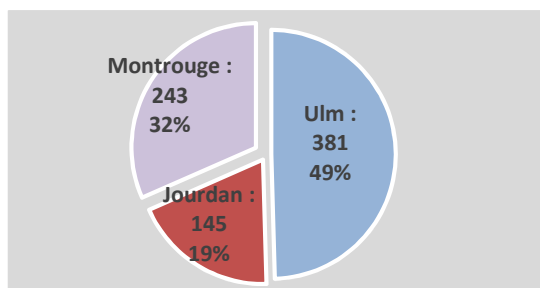
La hausse de **755 K€** pour les BIATSS concerne exclusivement les permanents (**+940 K€**), compensée par une diminution des non permanents (**-185 K€**), en raison de la baisse des effectifs de ces derniers. La hausse des BIATSS permanent traduit l'ensemble des mécanismes mis en place en 2021 : hausse des recrutements (**+10 ETPT**), hausse des rémunérations moyennes (repyramidage) et hausse des régimes indemnitaires (issu du repyramidage, hausse du complément indemnitaire annuel, revalorisation des primes - IFSE pour les catégorie C et bibliothèques).

Focus 2 : recettes de l'hébergement étudiants en 2021

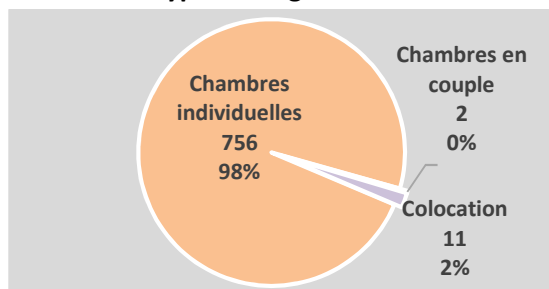
A- Le parc de logements en 2021

L'ENS dispose d'un parc de 769 logements étudiants répartis sur 3 sites. Il est constitué pour l'essentiel de chambres individuelles (98%).

Répartition sur les 3 sites



Les types de logements



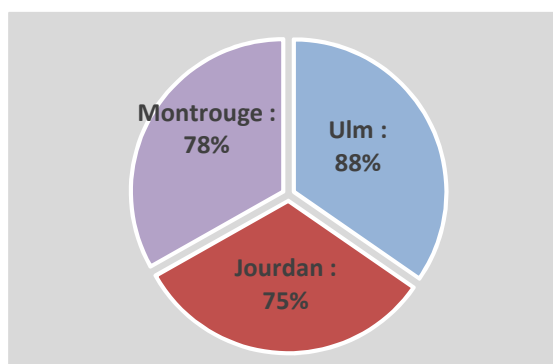
B- L'occupation des logements sur les 3 sites

Hors logements indisponibles, l'ENS a offert sur 11 mois (août exclu) **235 860 nuitées** (233 340 en 2020). **194 000** ont été réservées contre 117 900 en 2020 (213 600 en 2019).

Le taux d'occupation des logements en 2021 se rapproche fortement de celui de 2019 : 82% contre 86% (pour rappel : 50% en 2020).

La pandémie de Covid 19 n'a eu qu'un léger impact sur l'année, principalement au 1^{er} semestre, avant un retour proche de la normale en septembre.

Taux d'occupation par site sur 11 mois



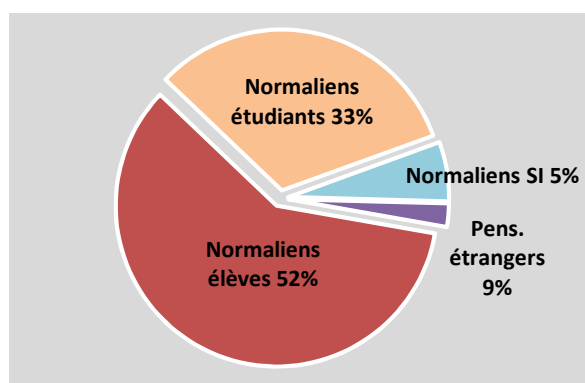
C- L'occupation des logements par statut

Les hébergements sont essentiellement ouverts aux normaliens (élèves, étudiants, sélection internationale) et aux pensionnaires étrangers (Erasmus, échanges).

En octobre 2021, 654 normaliens (380 élèves, 238 étudiants et 36 Sélection internationale) étaient logés, soit 44% de la population normale.

Pour un total de 730 étudiants logés, les normaliens représentaient 90 % des locataires et les pensionnaires étrangers 9 %.

Répartition des hébergements occupés par statut (Octobre 2021)



D- Recettes et recouvrement des loyers (logements enseignants invités compris)

En 2021, les recettes s'établissent à 1 868 k€, soit une **chute de 282 k€ (-13%) par rapport à 2019**. Pour rappel, la baisse était de 873 k€ en 2020 (- 41 %).

Sur les 11 premiers mois de l'année, le taux de recouvrement des factures est en hausse : 98.5% contre 91% en 2020.

La moyenne des montants restant à recouvrer sur 12 mois glissants baisse nettement : 40 k€ (68 k€ en 2020).

Focus 3 : activité restauration en 2021

Propos liminaires :

Compte tenu de la période de pandémie depuis 2020, et de la reprise d'activité partielle mais significative sur 2021, il nous a semblé pertinent de comparer l'activité 2021 du restaurant avec l'exercice 2019. Nous conserverons, pour mémoire, les données 2020 présentées lors du compte financier précédent.

Evolution du Chiffre d'affaires TTC

	2019	2020	2021	2021-2019	%
Chiffre d'affaires (K€)	1 649	802	1 355	-295	-18%
Nombre plateaux moyens journaliers ⁹	672	328	563	-109	-16%

source RestOffice

La baisse des recettes de 2021 s'explique essentiellement par une chute de la fréquentation et du chiffre d'affaires sur l'ensemble du premier semestre 2021. Le second semestre montre un quasi-retour à la normale, voire un retour à la normale sur le dernier quadrimestre.

Les mois d'octobre et décembre 2021 ont été excellents, au-delà de la référence 2019. Pour mémoire, le mois de décembre 2019 avait été marqué par les mouvements sociaux.

Evolution des dépenses (crédits de paiements)

K€	2019	2020	2021	2021-2019	%
Dépenses consolidées ¹⁰	1 259	1 211	1 344	+85	+7%
Dont personnel	614	675	690	+76	+12%
Dont investissement	0	62	29	+29	
Dont fonctionnement	645	536	625	-20	-3%

source GFC dépenses

Comme l'exercice précédent, l'évolution à la hausse des dépenses (+85 K€, soit +7%) n'est pas corrélée avec cette chute du CA (-295 K€ soit -18%) pour plusieurs raisons. En premier lieu, l'évolution du contexte sanitaire n'a eu aucun impact sur les dépenses liées aux agents du restaurant, qui représente une part importante des dépenses (51% en 2021). L'augmentation est due au recrutement d'un chef de cuisine en septembre 2019 et de deux apprentis en 2021.

Par ailleurs, nous avons continué d'investir en 2021, pour 29 k€ afin de renouveler du matériel obsolète et énergivore (renouvellement d'une sauteuse).

Ainsi, l'impact à la baisse de la fréquentation a entraîné une diminution des dépenses de fonctionnement, notamment sur les matières premières et l'intérim, mais la période de crise sanitaire a eu deux impacts entraînant une hausse significative des dépenses relatives aux dépenses non alimentaires et aux prestations internes, comme le montre le tableau suivant :

⁹ Seul le self est concerné car la cafétéria ne propose de plateaux aux convives.

¹⁰ Pour mémoire, seules les dépenses de fonctionnement et d'investissement sont rattachées au service de restauration, les dépenses de personnels sont rattachées au budget de l'établissement.

Evolution des dépenses de fonctionnement (crédits de paiements)

K€	2019	2020	2021	2021-2019	%
Fonctionnement	645	536	629	-15	-2%
Denrées alimentaires	481	276	380	-102	-21%
Intérim, formation	106	101	81	-25	-23%
Non alimentaire	77	56	123	+45	+59%
Maintenance	51	55	46	-6	-11%
Prestations internes	-71	-13	0	+71	-100%

source GFC dépenses

Ainsi, la baisse de fréquentation de -16%, comparable à la baisse du chiffre d'affaires de -18% ne se retrouve pas mécaniquement dans l'évolution des dépenses de fonctionnement, qui sont en très légère baisse de -2%.

La situation des dépenses de fonctionnement est due a un double mouvement :

- une baisse des dépenses de -127 K€ liées au denrées alimentaires et à l'intérim formation, dans une proportion proche de la baisse de fréquentation ou du chiffre d'affaires (autour de -20%), car ce sont des dépenses directement liées à l'activité
- une hausse des dépenses de +116 k€ en raison de la hausse :
 - o du non alimentaire de +45 k€, en raison de la hausse des coûts de « barquettage » à +70 K€
 - o de l'absence de prestations internes en 2021 dont la conséquence est une hausse des dépenses de +71 K€. En effet, la réalisation de prestations internes entraîne la prise en charge des dépenses sur les services demandeurs, diminuant d'autant les dépenses sur le budget du restaurant. Les prestations internes 2021 s'élèvent à 21 K€ et seront prises en charge sur 2022.

En comparaison de l'année 2019, le service restauration a fait le choix de privilégier au maximum les produits Français et labélisés entraînant une hausse des couts alimentaires. Ce mouvement ira en s'accroissant avec la mise en place effective de la loi Egalim en 2022.

Focus 4 : Bilan financier inscriptions rentrée 2021/22

Formation	Total inscriptions	Somme à payer - tarif scolarité	Somme à payer - tarif aménagements	Total recettes	Total exonérations à la charge de l'ENS
Master	589	243 € pour UE 3770 € hors UE	Césure : 159 € pour UE 2513 € hors UE	118 596 €	127 701 €
DENS	1 503	210 € - scolarité	Étalement : 105 € Interruption : 0 €	235 530 €	2 573 €
Préparation à l'agrégation	98	0 € normaliens 256 € hors normaliens		8 448 €	15 104 €
Doctorat	620	380 €	Césure : 253 €	221 159 €	12 540 €
HDR	18	380 €		6 840 €	
Total	2 828			580 573 €	157 918 €

2 828 étudiants se sont inscrits à l'ENS pour l'année universitaire 2021-2022 en date du 31/12/2021. Les droits d'inscriptions s'établissent à 581 k€, dont 38% pour le doctorat, 41% pour le DENS et 20% pour les Masters. Les exonérations à la charge de l'ENS représentent 158 k€. Elles concernent majoritairement les Masters pour 128 k€. Ces exonérations constituent une absence de recettes pour l'établissement.

BILAN DES EXONERATIONS RENTREE 2021

		Master	DENS	préparation agrégation	doctorants	HDR	Total
Inscriptions		589	1 503	98	620	18	2 828
Exonérations	total exonérations	133	145	65	37	0	380
	% exonération	23%	10%	7%	6%	0%	13%
	boursier CROUS	92	123	6	4		225
	boursier gouvernement français	2			0		2
	total exonérations ENS	39	22	59	33	0	153
	% exonération ENS	7%	1%	60%	5%	0%	5%
	commission d'exonération	3	21	0	2	0	26
	double inscription (dont cotutelle thèse)	0	1		12		13
	normaliens			59			59
	soutenance avant le 30/04/2022				19		19
	inscription extra-communautaires (243 € au lieu de 3 770€)	36					36

Sur les 2 828 étudiants inscrits en 2021-2022, 380 étudiants ont bénéficié d'une exonération soit 13% des étudiants, principalement les exonérations pour les boursiers (227 dont 225 boursiers CROUS).

Il y a eu 153 exonérations relevant du choix de l'établissement, soit 5% des effectifs. Ce taux d'exonération est inférieur au taux de 10% autorisé par les textes.

Par ailleurs, l'ENS a réalisé 33 inscriptions administratives pour le compte des 5 écoles d'art de PSL (dans le cadre du doctorat SACRe) pour un total de 9 943 €, ainsi que 23 inscriptions pour le compte du Collège de France pour un total de 8 550 €.

La réforme de la scolarité des normaliens votée par le conseil d'administration du 6 juillet 2021 a entraîné une diminution significative du nombre d'exonérations accordées à l'initiative de l'ENS, du fait des aménagements de scolarité : étalement et interruption de scolarité. Pour mémoire, il y avait 397 exonérations d'inscriptions l'année précédente (cf. compte financier 2020).

Focus 5 : les projets immobiliers

TAUX 2021 Budget Patrimoine immobilier (hors CPER)	<i>En Fonctionnement</i>	<i>En Investissement</i>	Total
Taux de consommation en AE	97 %	66 %	82 %
Taux de consommation en CP	91 %	61 %	78 %

Les taux d'exécution budgétaire du Service patrimoine de l'ENS sont, en 2021, de 82 % en AE et de 78 % en CP. Ils sont relativement stables en AE et en CP entre les années 2020 et 2021 (respectivement de 81 % et 80 %, en 2020).

1. PAT 03 – Opérations immobilières (hors CPER)

Pour les opérations immobilières (hors CPER), la situation de la consommation des crédits 2021 ouverts au Service patrimoine, apparait comme suit au 31 décembre 2021 :

Années	Autorisation d'Engagement				Crédits de Paiement			
	AE ouverts	AE Conso totale	AE dispo	AE Exécution	CP Ouverts	CP Conso totale	CP dispo	CP Exécution
2020	3 293 163	2 662 116	631 047	81%	2 993 280	2 068 786	924 494	69%
2021	2 147 606	1 360 055	787 551	63%	1 898 669	1 296 730	601 939	68%
Ecart 2021-2020	- 1 145 557	-1 302 061	156 504	-18%	-1 094 611	- 772 056	- 322 555	-1%

Au niveau des AE, pour les opérations immobilières (hors CPER), la diminution significative du taux d'exécution observée (-18 %) s'explique en 2021 par une certaine difficulté d'évaluation à la mi-octobre de l'exécution des crédits d'investissement jusqu'à la fin de cette année, notamment en raison de résultats de consultations d'entreprises connus postérieurement à cette évaluation (en novembre et décembre 2021).

S'agissant du taux de consommation de CP, relativement stable par rapport à 2020 (-1 %), les raisons précisées pour les AE expliquent de la même façon cette situation budgétaire.

Le taux de consommation d'AE de 63 % reste à considérer au regard des crédits déprogrammés au BR3, en particulier du fait d'évènements qui ont contraint à recaler la planification et l'estimation financière de certaines opérations immobilières :

- Crise sanitaire liée au COVID-19, avec une conduite des projets immobiliers quelque peu perturbée par l'absence de personnels

- Forte incertitude sur le coût et le délai d’approvisionnement des matières premières, avec de surcroît une mobilisation d’entreprises du bâtiment parfois difficile, en raison de leur disponibilité remise en cause par leur investissement au niveau du plan de relance gouvernemental de l’activité du bâtiment
- Reconsidération du programme de certaines opérations immobilières
- Rencontre d’aléas techniques sur certains projets
- Report de projets, en considération de la capacité de l’Ecole à en supporter le financement, ou à en assurer le pilotage au moyen de ses ressources techniques internes

Les écarts constatés vis-à-vis de cette moyenne de 63 % en consommation d’AE sont à analyser à la lumière des données suivantes :

- OPE 2018-117 : 45 Ulm – Ascenseur escalier C (taux de 40 %) / Ce projet, pour lequel la notification des marchés de travaux correspondants était connue comme planifiée au 1^{er} trimestre 2022, n’aurait pas dû faire l’objet d’un ajustement budgétaire interne de + 100 k€ en AE (et + 128 k€ en CP)
- OPE 2018-0139 : Campus Jourdan – Hypnos II (taux de 47 %) / Les crédits demandés pour couvrir les dernières dépenses relatives aux travaux de parachèvement ont été par erreur abondés de crédits obtenus au titre du mécénat.
- OPE 2019-0104 : Campus Panthéon – Cour Pasteur – Requalification paysagère (taux de 48 %) / Le résultat de la consultation destinée au choix d’une équipe de maîtrise d’œuvre s’est révélée moins onéreuse que prévu, avec des honoraires compétitifs
- OPE 2019-0064 : Campus Jourdan – Renforcement d’anciennes carrières souterraines (taux de 0 %) / La décision du report de tout projet de restructuration de bâtiments sur ce campus n’aurait pas dû conduire à maintenir les 192 k€ réservés aux travaux géotechniques
- OPE 2020-0081 : Poste HT Chimie (taux de 76 %) / Le seuil de tolérance accordé par le Code de la commande publique, pour des prestations complémentaires, n’a pas permis d’engager des travaux supplémentaires, compte tenu du montant proposé par l’entreprise titulaire du marché initial.
- OPE 2021-0043 : Tous campus – Schéma directeur des énergies / Les difficultés rencontrées dans le déploiement des équipements de sous-comptage énergétique, et dans la réalisation des diagnostics de vétusté des installations techniques, justifient finalement le report de ce projet en 2022.

A eux seuls, ces 6 projets représentent une disponibilité de crédits en AE s’élevant à **594 542 €** sur un total de 787 551 € non consommées au niveau des 34 opérations immobilières considérées, soit plus de 75 %.

2. PAT 08 – Opérations immobilières pour la recherche

Le taux de consommation de 63 % en AE sur ce périmètre se justifie principalement par « l’ajustement » d’une opération immobilière, sur le bâtiment de biologie de l’ENS-PSL :

- OPE 2019-0060 : 46 Ulm – Restructuration de 2 laboratoires Equipe Strick – (taux de 45 %) / Ce projet a fait l’objet d’un arrêt de chantier en septembre 2021, de manière à reprendre partiellement les études d’exécution des installations de traitement d’air de ces 2 laboratoires. Cette situation s’explique par l’impossibilité technique de respecter l’implantation initialement prévue en extérieur, pour des équipements techniques de ventilation et climatisation. La recherche d’une solution alternative acceptable, en respect notamment des contraintes urbaines vis-à-vis des riverains et des exigences du département de biologie, a nécessité l’étude approfondie de plusieurs propositions d’aménagement, jusqu’à la fin 2021.

3. Le projet CPER Lhomond 2015-2020

Années	Autorisation d'Engagement				Crédits de Paiement			
	AE ouverts	AE Conso totale	AE dispo	AE Exécution	CP Ouverts	CP Conso totale	CP dispo	CP Exécution
2020	223 047	109 837	113 210	49%	1 268 972	1 109 189	159 783	87%
2021	335 982	146 673	189 309	44%	5 807 856	5 636 241	171 615	97%
Ecart 2021-2020	112 935	36 836	76 099	-6%	4 538 884	4 527 052	11 832	10%

Les taux d'exécution budgétaire sont de 44 % en AE et de 97 % en CP en 2021. La faible exécution budgétaire sur le CPER en 2021 est à relativiser, compte tenu des modestes crédits d'AE mobilisés cette année sur les 4 sous-projets constitutifs du CPER Lhomond (Rénovation des départements de physique et chimie – Création d'un local serveurs - Restructuration du Grand Hall). Le retard accusé dans la difficile conduite des études de conception du local serveurs (OPE 2018-0144) explique en partie cette situation (taux d'exécution de 27 % en AE)

S'agissant des CP, le taux d'exécution de 97 %, mis en parallèle avec les montants de crédits réglés en 2021 (plus de 5,5 M€), montre la bonne dynamique à l'œuvre sur ces projets, et les étapes franchies en 2021. Ces montants correspondent en effet aux besoins liés à la notification des marchés de travaux, pour la rénovation et le réaménagement des départements de physique et de chimie (respectivement de 970 k€ et 3 500 k€), et du marché de maîtrise d'œuvre, pour la restructuration du Grand Hall de l'ENS-PSL (1 000 k€).

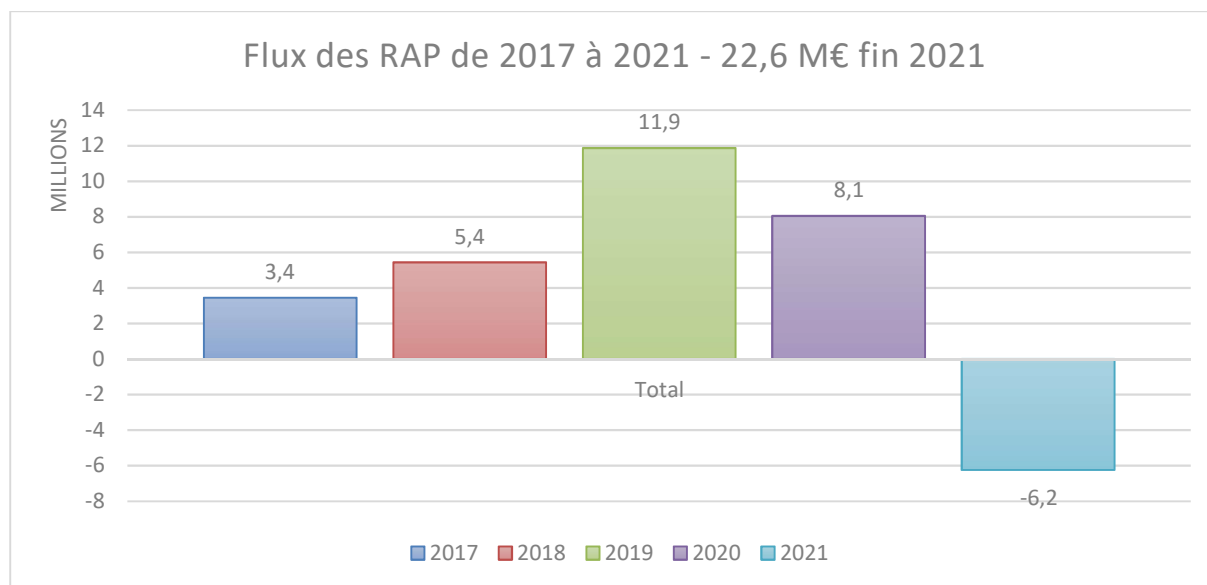
Tableau 9 détaillé – exécution des projets immobiliers 2020

Catégorie SPSI	N° opération	Sites	Opérations	Montant total opération	Autorisation d'engagement			Crédits de paiement		
					AE consommées au titre des années antérieures à 2021	Total des AE ouverts au BR3 en 2021	AE consommées en 2021 (CFI 2021)	CP consommées au titre des années antérieures à 2021	Total des CP ouverts au BR3 2021	CP consommés en 2021 (CFI 2021)
Grands projets	OPE-2016-0182	24 Lhomond	Trvx d'achèvement CPER 1	1 322 182	1 220 243	2	0	1 154 318	1 970 000	1 970 000
	OPE-2018-0143	24 Lhomond	Rénovation département de physique	1 230 000	1 230 000	1	0	60 000	0	0
	OPE-2018-0144	24 Lhomond	Local serveurs	2 002 409	192 873	100 000	27 000	141 310	77 001	40 617
	OPE-2018-0145	24 Lhomond	Rénovation département de chimie	4 600 000	4 600 000	0	0	1 100 000	3 500 000	3 500 000
	OPE-2018-0146	24 Lhomond	Rénovation du Grand Hall	26 000 047	3 800 000	0	0	760 000	0	0
	OPE-2019-0035	Montrouge	Valorisation du campus Montrouge	40 000	23 755	16 245	0	21 000	16 245	0
	OPE-2019-0142	24 Lhomond	Travaux préalables au Grand Hall	320 000	24 876	121 604	43 527	0	146 480	65 854
	OPE-2020-0083	46 ULM	QBio Biologie quantitative	30 000	26 273	3 727	0	5 143	24 857	21 130
	OPE-2021-0012	46 ULM	CPER 21-27 IBENS - diagnostics techniques préalables	45 000	0	21 375	16 375	0	21 375	0
	OPE-2021-0013	Montrouge	Qlab	110 000	0	96 100	85 919	0	96 100	77 230
OPE-2021-0088	Jourdan	Campus Jourdan – Mutation du campus / Nouvelle	45 000	0	45 000	39 532	0	45 000	0	
Total Grands projets		Grands projets		35 244 638	11 118 020	404 054	212 353	3 241 771	5 892 058	5 674 831
GER	OPE-2017-0014	45 Ulm	travaux sécurité 45 Ulm	1 398 219	1 154 180	40 381	40 381	995 312	16 997	16 996
	OPE-2018-0123	45 Ulm	Réaménagement Département des Sciences de l'antiquité (DSA)	300 000	0	20 000	5 277	0	5 000	1 465
	OPE-2018-0126	Tous sites	Contrôle d'accès CRI et carte multifonction	790 000	714 133	0	0	608 080	106 048	106 047
	OPE-2018-0128	29 Ulm	Peinture 2 escaliers de secours	0	0	0	0	0	0	0
	OPE-2018-0129	JOURDAN	Hypnos II - mise en securite et renovation des locaux (37 chambres)	1 164 000	1 096 337	47 267	-21 193	941 838	115 857	67 827
	OPE-2019-0023	45 Ulm	Poste Haute Tension - Rénovation	315 000	293 579	21 420	0	279 723	33 556	12 090
	OPE-2019-0061	45 Ulm	Direction - salle à manger - rafraichissement	75 000	71 562	3 437	501	69 449	5 550	0
	OPE-2019-0063	JOURDAN	Aménagement et requalification paysagère de la parcelle BK2	120 000	1 565	50 434	13 231	1 565	50 000	0
	OPE-2019-0064	JOURDAN	Renforcement d'anciennes carrières souterraines	1 080 000	0	192 900	0	88	119 911	0
	OPE-2019-0105	45 Ulm	Salle des actes - Rénovation complète	0	0	0	0	0	0	0
	OPE-2020-0081	25 Lhomond	Rénovation du poste haute tension chimie	500 000	13 282	444 218	338 852	2 236	59 193	65 282
	OPE-2020-0111	45 Ulm	45 Ulm - Rénovation de l'amphi Galois	200 000	0	10 000	0	0	10 000	0
	OPE-2020-0112	45 Ulm	45 Ulm - Rénovation d'espaces sanitaires	600 000	0	10 000	5 747	0	10 000	1 207
	OPE-2020-0113	45 Ulm	45 Ulm - Bibliothèques - Stores solaires	45 000	0	33 117	28 117	0	28 117	28 117
OPE-2021-0014	Montrouge	Rénovation locaux UMR 8094 LATTICE	360 000	0	220 000	182 082	0	220 000	350	
OPE-2021-0042	Tous sites	Sous comptage Energies	30 000	0	0	0	0	0	0	
OPE-2021-0043	Tous sites	Schéma Directeur des Energies	40 000	0	40 000	0	0	25 000	0	
Total GER		GER		7 017 219	3 344 639	1 133 174	592 994	2 892 292	805 229	299 881
Réhabilitation	OPE-2018-0116	29 Ulm	Bâtiment Jaurès 2ème étage : Rénovation de bureaux, espaces communs et aile curie	35 493	32 213	3 280	3 280	24 750	9 694	9 693
	OPE-2018-0117	45 Ulm	Implantation ascenseur escalier C	846 000	43 310	157 105	62 105	3 967	144 588	13 058
	OPE-2018-0118	45 Ulm	Réaménagement de l'entrée principale du campus Panthéon	1 800 000	51 559	3 000	2 717	2 931	0	0
	OPE-2018-0121	45 Ulm	Couloir vert - Ouverture d'un centre de sciences des données	728 000	307 532	146 876	140 706	54 980	374 868	346 677
	OPE-2018-0131	46 ULM	AMENAGEMENT ESPACE MUTUALISE IBENS - Etage 1 et 9	331 000	222 299	0	0	224 878	0	0
	OPE-2019-0016	JOURDAN	Bâtiment Potos, salle de convivialité	289 660	268 415	0	0	147 798	10 000	0
	OPE-2019-0062	JOURDAN	Clôture de Jourdan	0	0	0	0	0	0	0
	OPE-2019-0104	45 Ulm	Cour Pasteur - requalification Paysager	1 100 000	0	178 494	85 678	0	57 160	53 494
	OPE-2021-0040	45 Ulm	Pavillon Pasteur	45 000	0	10 000	4 450	0	5 000	0
	OPE-2021-0041	29 Ulm	29 Ulm - Salle de réunion R+3	397 000	0	15 000	12 197	0	15 000	0
Total Réhabilitation		Réhabilitation		5 572 153	825 328	313 755	311 133	459 804	616 910	422 928
Internet	OPE-2018-0133	44 - 48 ULM	Cage escalier - Rénovation après désamiantage et déplombage	450 000	203 676	246 322	236 373	159 681	210 555	240 200
	OPE-2019-0106	Montrouge	Tour B et C - Rénovation lourde du bâtiment	950 000	448 054	216 944	208 999	34 611	242 976	243 934
Total Internet		Internet		1 400 000	651 730	463 266	445 372	194 293	453 931	484 134
Hors SPSI	OPE-2016-0183	JOURDAN	Aménagement LOGOS (A)	0	85 562	0	0	205 079	18 201	0
	OPE-2017-0089	JOURDAN	Rénovation Campus Jourdan HYPNOS 1 (ex bât B B' C)	0	271 772	0	0	279 873	0	0
	OPE-2019-0021	Tous sites	SME-Système de Management Energétique	150 000	0	105 000	99 361	0	52 888	17 667
	OPE-2019-0060	46 ULM	2ème étage - Restructuration de 2 laboratoires (équipe STRICK)	510 000	78 306	249 694	111 416	28 687	107 112	87 979
	OPE-2020-0023	46 ULM	Aménagement Biophysique DUCOS	135 000	123 861	0	0	116 801	7 060	4 713
	OPE-2020-0025	45 Ulm	Théâtre de l'école	242 000	225 084	0	0	53 105	171 979	161 834
Total Hors SPSI		Hors SPSI		1 037 000	784 584	354 694	210 777	683 946	357 240	272 194
Total général		TOTAL		50 771 010	16 824 302	2 868 943	1 772 629	7 477 206	8 129 368	7 153 463

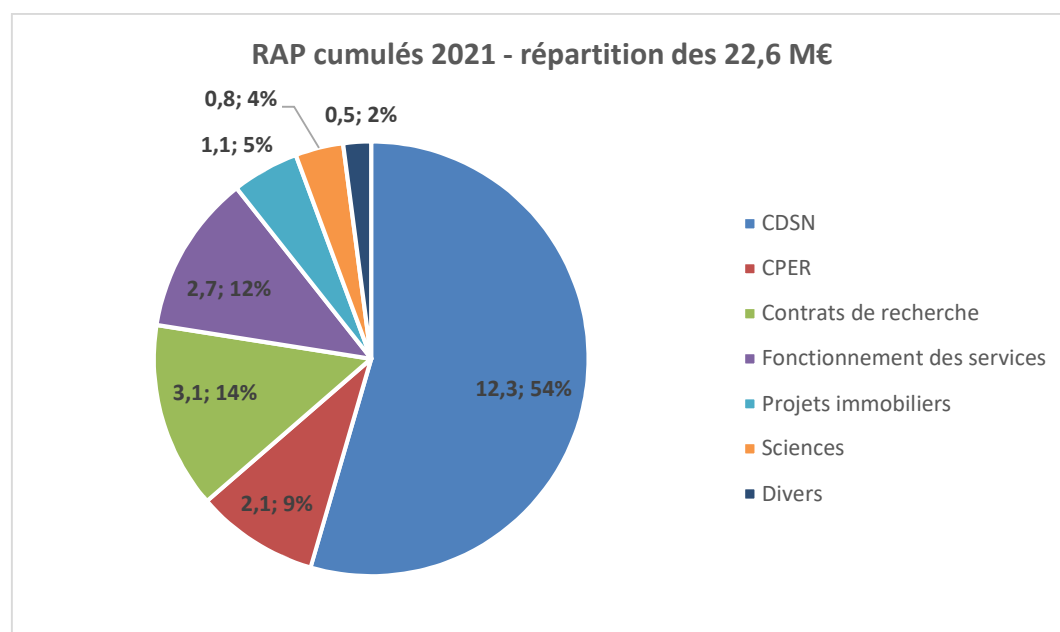
Focus 6 : les restes à payer

Les restes à payer (RAP) est un nouveau concept issu de la réforme dite de « Gestion budgétaire et comptable publique » mise en place en 2017. Ils sont constitués par la différence entre les autorisation d'engagements (AE) et les crédits de paiements (CP) et représentent une quasi dette de l'établissement vers un tiers. A la fin de chaque exercice, cette différence constitue un « flux » de restes à payer qui s'ajoute à notre « stock » de restes à payer des années précédentes. En outre, le montant des AE des exercices précédents peut être évalué à la baisse, suite à l'abandon d'un projet, par exemple. Le « stock » des RAP peut donc être inférieur à la somme des flux annuels des RAP.

Lors de la bascule en mode GBCP, l'évaluation initiale des restes à payer était de 2,3 M€. Nous partons de l'hypothèse que ce stock initial est éteint fin 2021. Le montant des restes à payer cumulés depuis 2017 s'élèvent fin 2021 à 22,6 M€. L'évolution du flux est présentée dans le graphique suivant :



Le « stock » des restes à payer, d'un montant de 22,6 M€, se répartit de la manière suivante :



Ainsi, les contrats doctorats doctoraux spécifiques normaliens représente notre premier poste de RAP avec 12,3 M€ (54%), en décroissance (-2,2M€) pour la première année.

Le CPER diminue fortement en 2021 (-5,5 M€), conformément aux prévisions, et s'établit à 2,1 M€ (soit 9% de l'ensemble des RAP).

Le poids des contrats de recherche s'intensifie pour atteindre 3,1 M€, soit 14% des RAP. Il convient de noter que quatre contrats concentrent 2,3 M€, soit 75% de ces RAP : l'ERC¹¹ Synergie HiSCORE¹², le DIM¹³ RESPORE¹⁴, le prix Bettencourt coups d'élan pour la recherche française et l'EUR¹⁵ Translitterae¹⁶.

Le fonctionnement des services représente 12% des RAP à 2,7 M€. Deux services en concentrent 63%, soit près des deux tiers :

- ✓ le SRH pour 836 K€, en raison notamment des engagements pluriannuels réalisés pour les mises à disposition (plus de 600 K€ de RAP fin 2021),
- ✓ le CRI pour 828 K€, dont 699 K€ pour la seule année 2021.

Les projets immobiliers en cours portés par le service patrimoine ne représentent que 5% de nos RAP, soit 1,1 M€.

Enfin, les restes à payer « Sciences » (hors contrat de recherche) représente un montant moins important, à 804 K€, mais en constante croissance ces deux dernières années.

¹¹ ERC : Conseil européen de la recherche

¹² HiSCORE : Highly informative drug screening by overcoming NMR restrictions (développer le criblage de nouveaux médicaments à fort contenu informatif et à haut débit, par résonance magnétique nucléaire)

¹³ DIM : domaine d'intérêt majeur financé par la région Île-de-France

¹⁴ RESPORE : réseau d'excellence en solide poreux

¹⁵ EUR : école universitaire de recherche

¹⁶ L'EUR Translitterae explore les Humanités du point de vue des circulations dont elles résultent et analyse la constitution même des disciplines comme le résultat de processus permanents de transfert.

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

2021

Annexe au
compte financier

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS 2021

Sommaire

Bilan Actif	Page 3
Bilan Passif	Page 4
Compte de résultat – Produits	Page 5
Compte de résultat – Charges	Page 6
I) Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation	Page 7
II) Principes comptables et méthodes d'évaluation (options, dérogations, exceptions).....	Page 7
III) Notes relatives aux postes de bilan - Actif.....	Page 8
IV) Notes relatives aux postes de bilan - Passif.....	Page 13
V) Notes relatives aux postes du compte de résultat.....	Page 17
V) Autres informations.....	Page 19

Les comptes concernent l'Ecole Normale Supérieure

BILAN - Partie ACTIF

ACTIF	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	MONTANT NET	TOTAUX EX.ANTERIEUR
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	267 052	228 965	38 087	79 621
Immobilisations corporelles	472 675 366	90 499 699	382 175 667	379 185 310
Terrains	160 433 365	0	160 433 365	160 433 365
Constructions	266 708 395	62 187 664	204 520 731	206 829 937
Installations techniques, matériels, et outillages	18 079 421	18 079 421	0	0
Collections	1 589 347	0	1 589 347	1 589 347
Biens historiques et culturels	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	14 638 699	10 232 615	4 406 084	4 150 335
Immobilisations mises en concession	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	3 634 098	0	3 634 098	4 037 990
Avances et acomptes sur commandes	7 592 042	0	7 592 042	2 144 336
Immobilisations grevées de droits	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0	0	0	0
Immobilisations financières	62 556	0	62 556	52 556
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	473 004 975	90 728 664	382 276 311	379 317 488
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	157 763	0	157 763	177 966
Créances	59 731 571	952 459	58 779 112	12 870 151
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne	1 411 274	0	1 411 274	1 987 901
Créances clients et comptes rattachés	1 270 674	952 459	318 215	1 438 974
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	13 129	0	13 129	5 179
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0	0	0	0
Créances sur les autres débiteurs	57 036 494	0	57 036 494	9 438 097
Charges constatées d'avance (dont prime de remboursement des emprunts)	114 867	0	114 867	251 616
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	60 004 201	952 459	59 051 741	13 299 734
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	45 719 246	0	45 719 246	40 324 895
Autres	0	0	0	0
TOTAL TRESORERIE	45 719 246	0	45 719 246	40 324 895
Comptes de régularisation	0	0	0	0
Ecarts des conversion Actif	8	0	8	304
TOTAL GENERAL	578 728 429	91 681 123	487 047 306	432 942 420

BILAN - Partie PASSIF

PASSIF	MONTANT	TOTAUX EX.ANTERIEUR
FONDS PROPRES		
Financements reçus	336 106 409	339 693 235
Financement de l'actif par l'Etat	331 939 088	335 825 914
Financement de l'actif par des tiers	4 167 321	3 867 321
Fonds propres des fondations	0	0
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserves	61 936 894	60 738 563
Report à nouveau	17 970 709	-2 890 751
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	2 675 414	1 198 331
Provisions réglementées	0	0
TOTAL FONDS PROPRES	418 689 426	398 739 378
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	50 000	0
Provisions pour charges	1 419 497	770 620
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 469 497	770 620
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires	0	0
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0	0
Dettes financières et autres emprunts	700	700
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	700	700
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 052 096	3 842 733
Dettes fiscales et sociales	1 761 869	982 235
Avances et acomptes reçus	58 689 658	22 647 555
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	166 720	77 828
Autres dettes non financières	2 430 127	1 209 480
Produits constatés d'avance	673 619	4 409 876
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	66 774 090	33 169 707
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	113 593	261 092
TOTAL TRESORERIE	113 593	261 092
Comptes de régularisation	0	0
Ecarts de conversion Passif	0	922
TOTAL GENERAL	487 047 306	432 942 420

Compte de résultat - Partie PRODUITS

PRODUITS	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	107 268 073	108 653 763
Subventions pour charges de service public	91 050 507	89 713 872
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	15 094 315	18 309 882
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0	0
Dons et legs	932 807	448 941
Produits de la fiscalité affectée	190 443	181 068
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	14 466 742	10 708 722
Ventes de biens ou prestations de services	10 778 957	6 557 008
Produits de cessions d'éléments d'actif	3 833	0
Autres produits de gestion	3 700 324	4 132 861
Production stockée et immobilisée	-16 372	18 853
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0	0
Autres produits	4 383 722	4 345 966
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionn	4 383 722	4 345 966
Reprises du financement rattaché à un actif	0	0
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0	0
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	126 118 536	123 708 452
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des participations et des prêts	0	0
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0	0
Intérêts sur créances non immobilisées	0	0
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Gains de change	4 263	605
Autres produits financier	2	0
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0	0
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	4 265	605
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	0	0
TOTAL PRODUITS	126 122 801	123 709 057

Compte de résultat - Partie CHARGES

CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	404 470	279 483
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	23 863 399	24 570 866
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	49 956 876	48 892 998
Charges sociales	31 560 475	30 997 950
Intéressement et participation	0	0
Autres charges de personnel	755 091	1 023 745
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	7 192 303	8 256 198
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	9 660 172	8 396 201
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	123 392 784	122 417 442
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0	0
Transfert aux entreprises	0	0
Transfert aux collectivités territoriales	0	0
Transfert aux autres collectivités	0	0
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0	0
Dotations aux provisions et dépréciations	0	0
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	0	0
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0	0
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	123 392 784	122 417 442
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêt	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Pertes de change	3 823	8 680
Autres charges financières	50 779	84 605
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0	0
TOTAL CHARGES FINANCIERES	54 602	93 284
Impôt sur les sociétés	0	0
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	2 675 414	1 198 331
TOTAL CHARGES	126 122 801	123 709 057

Annexe avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2021, au bilan dont le total net est de 487 047 306 € et le résultat de fonctionnement de 2 645 415 €.

L'exercice d'une durée de douze mois est clos au 31 décembre 2021.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par l'agent comptable et le directeur de l'Ecole normale supérieure.

I - Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation.

1.1.- Faits caractéristiques de l'année 2021

L'année 2021 a été à nouveau fortement marquée par la crise sanitaire du COVID19. Si ceci a eu des impacts sur l'activité de l'Ecole, il n'y a eu aucun impact sur la méthodologie de comptabilisation de l'année.

La gestion comptable et financière de l'année 2021 a été assurée par Stéphane Poulain, agent comptable de l'établissement nommé en juin 2020.

1.2.- Comparabilité des comptes

1.2.1 - Changements de méthodes comptables

Néant.

1 2.2 - Corrections d'erreurs 2021

Les corrections d'erreurs comptabilisées n'ont pas d'impact budgétaire.

En application de l'instruction BOFIP-GCP du 14-0004 du 25/02/2014 relative à la comptabilisation des changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs, une série de correction ont été comptabilisées pour un montant contracté de 20,9 M€ en report à nouveau.

Il s'agit de :

- ✓ la comptabilisation en reports à nouveau de produits à recevoir non recensés à hauteur des charges de la période 2016 à 2021 pour un montant cumulé de 19,5 M€ ;
- ✓ la comptabilisation de produits à recevoir se rattachant à 2020 au titre des opérations de recherche mais identifiés seulement en 2021. Ces opérations représentant un montant cumulé de 1,7 M€ étaient à la clôture à tort considérées comme non éligibles à l'application de la norme comptable n°19 relative aux contrats à long terme ;
- ✓ un volume (de 258 K€) de produits constatés d'avance recensés en 2021 mais se rattachant à la gestion 2020 ;
- ✓ une partie des dépenses (à hauteur de 80 K€) relatives aux contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) dues à la fin 2020 aux établissements partenaires, mais non versées à ceux-ci, faute de factures ;
- ✓ une partie des dépenses relatives à la signalétique de l'Ecole, immobilisée à tort à la fin 2020, qui a été réimputée en charges pour 52 K€ ;

Les ajustements enregistrés en report à nouveau sont les suivants :

Crédit du report à nouveau	<i>Contrepartie en débit</i>	
	70662	42 738 €
Rattachement à 2020 de produits à recevoir supplémentaires sur opérations pluriannuelles de recherche	741312	1 731 983 €
	<i>sous total</i>	1 774 721 €
Correction sur produits à recevoir cumulés sur contrats de recherche nés en 2016-2017	4687	19 476 429 €
	<i>sous total</i>	21 251 150 €
Débit du report à nouveau	<i>Contrepartie en crédit</i>	
Rattachement à exercice antérieur de produits constatés d'avance recensés en 2021	487	258 012 €
Réimputation en fonctionnement d'une immobilisation constatée à tort	4286	52 134 €
Charges à payer au titre des CDSN à rattacher à la clôture 2020	4286	79 544 €
	<i>sous total</i>	389 690 €
Total des corrections		20 861 460 €

1 2.3 – Changement de présentation 2021

Un changement de présentation a été effectuée en 2021. En effet jusqu'à présent les produits à recevoir comptabilisés à hauteur des charges pour les opérations de recherche étaient rapprochés des avances reçues. Or il apparaît que cette méthode présente une situation insatisfaisante dans la mesure elle réduit à la fois le montant des produits à recevoir de l'établissement et celui des avances reçues. Une correction de présentation a donc été réalisée pour un montant de 12,9 M€ permettant de laisser le niveau respectif des avances et des produits à recevoir à leur niveau dans l'attente d'un dénouement financier.

II - Principes comptables et méthodes d'évaluation (options, dérogations, exceptions).

L'ENS est soumise aux nouveaux articles R719-51 à R719-112 du Code de l'éducation relatifs au budget et régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel bénéficiant des responsabilités et compétences élargies.

Ces articles résultent de la transposition du décret n°2008-618 abrogé en 2013 et auquel était soumise l'ENS depuis 2010. Ils intègrent les dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 valant nouveau règlement relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

L'ENS applique également les nouvelles instructions de la Direction générale des Finances publiques et en particulier :

- ✓ BOFIP-GCP-13-0004 du 31/1/2013 relatif à la comptabilisation des financements externes de l'actif dans les établissements publics nationaux,
- ✓ BOFIP-GCP-13-0022 du 5/12/2013 relatif à la comptabilisation des subventions reçues,
- ✓ BOFIP-GCP-13-0024 du 9/12/2013 relatif à l'évaluation et la comptabilisation des passifs sociaux,
- ✓ Circulaire DGFIP du 3 juillet 2019 relative aux droits d'inscription universitaires.

III - Notes relatives aux postes de bilan - ACTIF

3.1 - Actif immobilisé.

3.1.1 Immobilisations incorporelles.

Les investissements d'une valeur unitaire inférieure à 2 000 € HT sont comptabilisés en charges d'exploitation. Les logiciels acquis sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service.

3.1.2 Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- ✓ à leur coût d'acquisition pour les biens acquis à titre onéreux (y compris les accessoires)
- ✓ à leur coût de production pour les biens produits par l'établissement
- ✓ Le patrimoine immobilier bâti et non bâti remis en affectation est comptabilisé à sa valeur vénale évaluée par les services de France Domaine.

3.1.3 Immobilisations financières.

Les immobilisations sont composées principalement de prêts accordés, de dépôts et cautionnements versés. Elles se composent, outre à la marge le solde des cautions reçues par la direction des bibliothèques, de la dotation de l'ENS à la Fondation partenariale ENS – Philippe MEYER, créée en 2011 et renouvelée en 2016 et dont un nouveau programme d'action pour la période 2022-2024 à hauteur de 10.000 €/an a été voté en Conseil d'administration le 15 décembre 2021.

3.1.4 Tableau de variations des immobilisations.

3.1.4. Tableau des immobilisations						
Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations Par virement de poste à poste	Acquisitions/ Mises à disposition /	Diminutions Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	267 052	0	0	0	0	267 052
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0	0
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	267 052	0	0	0	0	267 052
Droit au bail	0	0	0	0	0	0
Fonds commercial	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	455 137 855	0	7 683 572	0	1 147 117	461 674 310
Terrains	160 433 365	0	0	0	0	160 433 365
Constructions	263 164 768	0	4 004 566	0	235 854	266 933 479
Installations techniques, matériels, et outillage	16 734 085	0	1 480 856	0	135 519	18 079 421
Collections	1 589 347	0	0	0	0	1 589 347
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	13 216 291	0	2 198 151	0	775 743	14 638 699
Immobilisations mises en concession	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	6 182 326	0	8 439 784	0	3 395 970	11 226 140
Immobilisations grevées de droits	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0	0	0	0	0	0
Participations et créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0	0
Titres de participation	0	0	0	0	0	0
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)	0	0	0	0	0	0
Autres formes de participation	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées à des sociétés en participation	0	0	0	0	0	0
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	52 556	0	10 000	0	0	62 556
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	0	0	0	0	0	0
Titres immobilisés (droit de créance)	0	0	0	0	0	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements versés	52 556	0	10 000	0	0	62 556
Autres créances immobilisées	0	0	0	0	0	0
TOTAUX	461 639 789	0	16 133 356	0	4 543 086	473 230 059

Les mouvements sur les comptes d'immobilisation sont constitués des services faits, qui font entrer le bien à l'actif, et des virements de compte à compte qui enregistrent les mises en service lorsqu'il s'agit de travaux par lots.

Les immobilisations incorporelles n'ont pas varié en 2021 (maintenus à 267 K€) : certains engagements ont bien été enregistrés sur cet exercice mais n'ont pas encore donné lieu à déploiement, partiel ou final (ex : SIFAC, PEGASE).

Les constructions ont, elles, évolué de façon importante en 2021 (+3,5 M€), principalement suite à la mise en service d'immobilisations jusqu'alors suivies en « en cours » dans l'attente de leur achèvement. Ces dernières représentent un montant cumulé de 3,3 M€, correspondant à une série d'opérations immobilières, parfois lancées depuis plusieurs années : contrôle d'accès CRI et cartes multifonctions (523 K€), centre de sciences des données du couloir vert (489 K€), divers travaux de sécurité au 45 rue d'Ulm (460 K€) ou de rénovation du campus Montagne Sainte Geneviève (353 K€), de l'espace mutualisé de l'IBENS (199 K€), rénovation de la cage d'escalier dont désamiantage (34 K€), rénovation du théâtre (225 K€)... Ces immobilisations sont désormais amorties.

Les immobilisations en cours, compte tenu de celles désormais mises en service pour 3,3 M€, restent à un niveau élevé de 11,2 M€, qui s'explique principalement par la présence des avances versées à l'EPAURIF pour 7,5 M€ à ce jour dans le cadre de l'opération CPER de la rue Lhomond. Le solde consiste donc en une série d'opérations immobilières se poursuivant encore au moins en 2022 notamment : la rénovation des espaces intérieurs du bâtiment Hypnos II (908 K€), l'équipement financé par le DIM Respire au département de Chimie (580 K€), la rénovation des tours B et C du Bâtiment-Montrouge (271 K€), le réaménagement des laboratoires de l'équipe Strick (136 K€) etc.

Les installations techniques, matériels et outillages ont connu une augmentation importante de 1,3 M€ (8% de leur valeur initiale), principalement pour du matériel d'enseignement (852 K€), notamment au bénéfice du

département Biologie (en particulier 374 K€ pour le séquenceur génomique), auquel s'ajoutent d'autres équipements pour 493 K€ (dont 310 K€ pour le département Biologie et 159 K€ pour celui de physique).

Les autres immobilisations corporelles ont augmenté de 1,4 M€, principalement en matériel informatique (481 K€, principalement pour le département Biologie et dans une moindre mesure pour la DGS) et divers matériels (797 K€), dont notamment 300 K€ pour un appareil de neuro-imagerie au Département d'études cognitives et 93 K€ pour un chromatographe au Département de chimie.

3.1.5 Amortissements.

3.1.5.1. Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements.

Les immobilisations sont amorties linéairement au prorata temporis, à compter de leur date de mise en service.

✓ Logiciels :	2 ans
✓ Brevets autres concessions et droits similaires	2 ans
✓ Bâtiments :	50 ans
✓ Installations générales, agencement,	
✓ Aménagements des constructions	20 ans
✓ Matériel scientifique	5 ans
✓ Matériel d'enseignement	5 ans
✓ Outillage :	5 ans
✓ Collections littéraires, scientifiques, artistiques	non amorties
✓ Matériel de transport :	5 ans
✓ Matériel de bureau et mobilier :	5 ans
✓ Matériel informatique :	3 ans
✓ Matériel divers :	5 ans

3.1.5.2 Tableau de variation des amortissements.

Les amortissements 2021 de l'établissement ont été déterminés à partir du nouvel applicatif de suivi des immobilisations Neptune. Celui-ci intègre les biens immobilisés antérieurement à sa mise en place et les nouveaux biens immobilisés en 2020 et 2021. La qualité des données y figurant doit encore être améliorée (désignation, localisation, service porteur étiquetage, financements éventuels...) au cours des prochains mois.

D'un montant total de 8,4 M€, ces amortissements sont en progression par rapport à ceux décomptés en 2020 (+426 K€), en raison à la fois d'un volume immobilisé croissant (11,3 M€) y compris suite à mise en service et d'un travail, encore en cours, de recensement des biens de l'établissement.

Ils représentent un montant cumulé de 90,7 M€.

Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	187 430,93	41 533,92	0,00	228 964,85
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	187 430,93	41 533,92	0,00	228 964,85
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	82 131 917,40	8 367 781,72	0,00	90 499 699,12
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	53 369 907,60	5 989 626,46	0,00	59 359 534,06
Installations techniques, matériels, et outillage	19 699 007,54	1 208 542,89	0,00	20 907 550,43
Collections				
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)				
Autres immobilisations corporelles	9 063 002,26	1 169 612,37	0,00	10 232 614,63
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations				
Titres de participation				
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)				
Autres formes de participation				
Créances rattachées à des participations				
Créances rattachées à des sociétés en participation				
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés				
Autres immobilisations financières				
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)				
Titres immobilisés (droit de créance)				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés				
Autres créances immobilisées				
TOTAUX	82 319 348,33	8 409 315,64	0,00	90 728 663,97

3.2. Stocks.

Les stocks de denrées alimentaires sont valorisés à leur coût d'acquisition. A la fin 2021, en légère diminution (-3,8 K€), ils s'élèvent à 23 K€ selon les informations transmises par le service Restauration.

Les stocks de livres et ouvrages sont valorisés à leur prix d'acquisition sans donner lieu à dépréciation. Les stocks d'édition ont aussi faiblement diminué (-16 K€), aboutissant à un stock final valorisé à hauteur de 135 K€.

3 Tableau des variations de stocks				
Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	26 418,97	0,00	3 830,77	22 588,20
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	151 546,85	0,00	16 372,45	135 174,40
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	177 965,82	0,00	20 203,22	157 762,60

3.3. Créances d'exploitation et diverses.

3.3.1 Créances clients et comptes rattachés.

3.3 Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	62 556,13	10 000,00	52 556,13
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	62 556,13	10 000,00	52 556,13
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	59 846 446,02	38 407 043,40	21 439 402,62
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 411 273,64	195 727,12	1 215 546,52
- Créances clients et comptes rattachés	1 270 674,19	1 058 918,71	211 755,48
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	13 128,73	5 179,00	7 949,73
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	57 036 502,43	37 032 351,54	20 004 150,89
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	114 867,03	114 867,03	0,00
TOTAUX	59 909 002,15	38 417 043,40	21 491 958,75

Les créances de l'établissement connaissent une forte augmentation

Les créances de l'actif immobilisé correspondent aux dépôts et cautionnement versés, notamment pour la constitution de la fondation partenariale ENS – MEYER. Le renouvellement de la convention en 2021 et du programme de financement conduit à une augmentation de 10 K€.

Les créances de l'actif circulant sont :

- ✓ les créances sur les entités publiques, à hauteur de près de 1,4 M€ :

Ces créances sont en nette réduction (-417 K€) dans le cadre des différentes opérations de régularisation liées aux produits à recevoir.

- ✓ les comptes clients et rattachés : 1,8 M€ dont 487 K€ au titre des ruptures d'engagement décennal (28 dossiers) contre 653 K€ en 2019 (pour 40 dossiers). On soulignera que les créances de plus d'1 an ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de comptes clients (cf. supra § 3-3).
- ✓ les créances sur les autres débiteurs et les produits à recevoir : ce type de créances est relativement marginale, à l'exception des deux comptes suivants :
 - les dépenses avant ordonnancement pour un montant cumulé de 283 K€, : y figure notamment un solde de 198 K€ (+75 K€) de dépenses au seul prestataire de voyage via l'UGAP payé au moyen d'une carte logée, dont les difficultés de suivi aboutissent à ce reliquat ;
 - les produits à recevoir représentent surtout un volume très important de 56,7 M€, soit une augmentation de 47,7M€ : ceci s'explique par une série de facteurs :
 - une correction de 19,5 M€ des produits à recevoir à partir d'une évaluation des dépenses constatées de 2016 à 2021 en matière de contrats de recherche ;
 - une correction de présentation conduisant à réimputer en produits des avances comptabilisées pour 12,9 M€ ;
 - une évaluation nettement améliorée des charges et des produits constatés en 2021 en matière de contrats de recherche conduisant à arrêter un volume de 13,9 M€ de produits à recevoir à rattacher à l'exercice 2021 ;
 - 1,7 M€ de produits à recevoir sur opérations pluriannuelles de recherche à rattacher à l'exercice 2020 ;

- les financements reçus à hauteur de 753 K€ pour des biens mis en service en 2021 et précisément identifiés à l'actif (centre de sciences des données, plate-forme neurosciences, rénovation du Campus Montaigne) ;
- un montant cumulé de droits d'inscription (40 K€) et de recettes de restauration (47 K€).
- ✓ les charges constatées d'avance : Ce poste correspond à des dépenses effectuées en 2021 se rapportant aux années ultérieures. Il s'agit en particulier d'abonnements ou de contrats de maintenance, notamment informatique pour un montant total de 114 K€ (-136 K€).

IV - Notes relatives aux postes de bilan – PASSIF.

4.1 - Financements de l'actif

Les fonds propres sont constitués des dotations et affectations de l'Etat ainsi que des réserves.

Les actifs reçus en dotation font l'objet d'un amortissement équivalent à la reprise au compte de résultat du financement de ces actifs, sur des comptes spécifiques et non plus en déduction des comptes enregistrant le financement initial.

Les montants indiqués dans les colonnes « cumul au début de l'exercice » et « cumul à la fin de l'exercice » correspondent aux financements reçus, déduction faite des reprises au compte de résultat des financements.

4.1. Tableau des financements de l'actif									
Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Cellule à masquer	Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé			Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	335 825 913,73	453 181,72	0,00	0,00	0,00	4 340 007,56	0,00	0,00	331 939 087,89
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	335 825 913,73	453 181,72	0,00	0,00	0,00	4 340 007,56	0,00	0,00	331 939 087,89
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	329 188 916,84	100 000,00	0,00	0,00	0,00	4 340 007,56	0,00	0,00	324 948 909,28
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement des autres actifs :									
État	5 062 590,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 062 590,26
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	1 574 406,63	353 181,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 927 588,35
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	3 867 320,94	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 167 320,94
Financements non rattachés à un actif	376 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	676 000,00
- Régions	376 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 000,00
- Départements	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres collectivités et établissement publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	3 491 320,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 491 320,94
- Régions	110 910,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 910,59
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	515,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	515,80
- Autres collectivités et établissement publics	1 252 789,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 252 789,46
- Union Européenne	711 425,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	711 425,58
- Autres organismes	698 728,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	698 728,66
- Autres	716 950,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	716 950,85
TOTAUX	339 693 234,67	753 181,72	0,00	0,00	0,00	4 340 007,56	0,00	0,00	336 106 408,83

Les financements externes d'immobilisations ne sont pas identifiés à ce jour avec suffisamment de précisions dans l'actif pour permettre leur comptabilisation au passif. Ces financements, le cas échéant déjà perçus, figurent provisoirement en avance. Ceci explique la quasi absence d'augmentation des financements reçus : seuls les travaux mis en service en 2021 et bénéficiant d'un financement externe, ont donné lieu à inscription au passif (provisoirement sous forme de produits à recevoir d'investissement), respectivement pour 300 K€ (de la Fondation CFM pour la Recherche pour le centre de sciences des données du couloir vert), 100 K€ (de la Fondation PSL pour la Plate-forme Neurosciences du LSP du DEC) et 353 K€ (de l'Etat au titre du CPER pour la rénovation de la montagne Sainte-Geneviève).

Aussi, comme l'an passé, dans l'attente de la détermination précise des financements externes pour chacun des biens suivis dans l'actif, seule la reprise correspondant à l'annuité annuelle d'amortissement des biens mis à disposition par l'Etat a été comptabilisée pour 4,3 M€.

4.2. Provisions pour risques et charges / Dépréciations.

4.2.1. Tableau des Provisions					
Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions pour charges					
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	481 848			43 714	438 134
Autres provisions pour charges CET	288 773	52 958		0	341 730
Autres provisions pour charges suite à suspension travaux laboratoires IBENS	0	117 357		0	117 357
Autres provisions pour conventions CDSN à signer		522 277			522 277
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	0	50 000			50 000
Total des provisions	770 620	742 592	0	43 714	1 469 498

4.2.1. Provisions pour litiges.

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges précises quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon exacte dès lors que :

- ✓ l'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- ✓ il est probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- ✓ l'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Le recensement par l'appui du Pôle des Affaires Juridiques a conduit à identifier un risque juridique provisionné de façon prudentielle pour 2021 à hauteur de 50 K€, concernant une demande indemnitaire suite à licenciement, même si l'issue du référé avant examen sur le fond a été favorable à l'Ecole.

4.2.2. Provisions pour charges.

La provision pour allocation de perte d'emploi (ARE) a été marginalement réduite (-44 K€) : elle correspond au risque de paiement d'allocation de retour à l'emploi et est établie sur la base de la moyenne des dépenses enregistrées au titre des 5 derniers exercices.

La provision au titre du Compte Epargne Temps (CET) a été augmentée de +53 K€, ainsi portée à 342 K€ correspondant à la valorisation de 3.054 jours cumulés au 31/12/2021.

A été comptabilisée une provision au titre des conventions de financements des CDSN (contrats doctoraux spécifiques normaliens) à hauteur de 522 K€ : elle correspond au montant à reverser pour 2021 par l'Ecole à ses différents partenaires pour la cohorte 2021¹ et dont les conventions, proposées à ces derniers, n'ont pas encore été signées à la clôture 2021.

A été inscrite à hauteur de 117 K€ une provision pour charges au titre du marché de travaux de réaménagement de deux laboratoires à l'IBENS, en raison de l'ajournement de ceux-ci à compter du 16 septembre 2021 en raison de modification du programme dans l'implantation des équipements techniques extérieurs. L'évaluation a été faite au regard du coût global des travaux à proportion de la durée de suspension durant l'exercice 2021.

4.2.3. Dépréciations.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées sur le critère de l'ancienneté de la créance. La dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulants est évaluée chaque année sur cette base (créances des comptes 4111, 416, 4417 et 463 de plus d'un an, au nom de débiteurs privés ou de certains débiteurs publics).

Dans un but de sécurisation des créances de l'établissement, la couverture de l'ensemble des créances de plus de 2 ans, y compris celles concernant d'autres établissements ou personnes publiques a été systématisée. Cela conduit à une provision complémentaire de 508 K€, dont 69 K€ concernent des engagements décennaux éventuellement en cours de remboursement sur une durée relativement longue, le solde correspondant à des créances auprès établissements partenaires mais anciennes de plus de 4 ans.

¹ La rémunération des doctorants, pour les contrats conclus à compter du 1^{er} septembre 2021, a été augmentée par arrêté du 11 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 29 août 2016 en application des dispositions de la LOI n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 (dite LPR). Cependant dans l'attente d'une réponse de la DGESIP sur son niveau de financement et en l'absence d'intégration dans la notification définitive de la subvention pour charge de service public 2021, le montant revalorisé de la dotation à payer aux établissements partenaires n'a pas été pris en compte dans la présente évaluation de la provision.

4.2.3. Tableau des dépréciations				
Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	444 194,12	508 265,03	0,00	952 459,15
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépréciations	444 194,12	508 265,03	0,00	952 459,15

4.3 Dettes

Le tableau des dettes est le suivant :

4.3. Tableau des dettes				
Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	700,00	0,00	0,00	700,00
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	700,00	0,00	0,00	700,00
Dettes non financières	66 774 089,98	30 826 383,45	23 330 470,76	12 617 235,77
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 052 095,79	2 409 334,44	642 761,35	0,00
- Dettes fiscales et sociales	1 761 869,42	1 761 869,42	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	58 689 658,29	23 421 524,26	22 650 898,26	12 617 235,77
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	166 720,08	166 720,08	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	2 430 127,22	2 393 316,07	36 811,15	0,00
- Produits constatés d'avance	673 619,18	673 619,18	0,00	0,00
TOTAUX	66 774 789,98	30 826 383,45	23 330 470,76	12 617 935,77

4.3.1. Dettes financières.

Le solde des cautions reçues pour la direction des bibliothèques n'a pas évolué sur la période, restant à hauteur de 700 €.

4.3.2 Dettes d'exploitation - dettes non financières

Par rapport à la gestion 2020, on relève une nette augmentation des dettes d'exploitation (+33,6 M€) : celle-ci s'explique essentiellement par le changement, à la fois de présentation et de méthode de comptabilisation des avances reçues, désormais présentes même en cas de décompte de produits à recevoir. Ce changement conduit en parallèle à une nette réduction des produits constatés d'avance (3,7 M€). dans le même temps les recettes à régulariser sont en forte augmentation (+1,1 M€) au regard des versements effectués par les principaux partenaires de l'Ecole.

✓ Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste correspond aux dettes vis-à-vis des fournisseurs, soit au titre de charges à payer, soit au titre des retenues de garanties.

- Retenues de garantie sur marchés de travaux : 231 K€, soit un solde relativement stable (44 K€ restitués et 60 K€ de nouvelles garanties ;
- Services faits constatés mais factures non parvenues : 3 M€, soit une réduction de 814 M€ par rapport à la clôture 2020. Cette variation s'explique par l'imputation de la charge à payer 2020 au titre des CDSN (pour 1,7 M€) sur ce compte alors que pour 2021 cette charge à payer a été inscrite (pour 938 K€) au titre charges à payer de personnel (#4286). On notera que les dépenses d'investissement, ayant donné lieu à service fait et en attente de factures, ont augmenté de 133 K€.

✓ **Dettes fiscales et sociales**

Les éléments de calcul ont été produits selon les dispositions de l'instruction DGFIP du 27 novembre 2013 sur les modalités de comptabilisation des droits à congés, comptes épargne-temps, des heures supplémentaires et des heures complémentaires. La valorisation du volume des jours figurant sur les comptes épargne-temps figure en provision (cf. § 4-2-1).

Les dettes sociales correspondent aux éléments de passifs sociaux, soit :

- Les dettes provisionnées pour congés payés : 353 K€ pour un montant nettement réduit par rapport à celui de 2020 (- 328K€) ;
- Les autres charges à payer au titre des dépenses de personnel sont en forte augmentation (+1,7 M€) en raison de la réimputation de la charge à payer précitée au titre des CDSN, auquel s'ajoute plus marginalement la variation de la charge à payer comptabilisée au titre des mises à disposition de personnels (+120 K€).

✓ **Avances et acomptes reçus – Autres dettes non financières**

Le montant de 58,7 M€ correspond au solde des avances reçues au titre des projets pluriannuels (recherche et Contrat de projet Etat – Région CPER). Si 22,3 M€ correspondent à des avances reçues antérieurement à 2021 (dont 4,8 M€ antérieurement à 2018), la correction arrêtée avec les commissaires aux compte permet de réimputer 12,9 M€ de produits à recevoir en tant qu'avances, au moins dans l'attente de leur dénouement financier. A cela s'ajoute un volume significatif d'avances reçues en 2021 et restant en attente pour 23,4 M€.

Avances 2021	23 421 524
ANR	4 583 402
Commission européenne	4 226 380
Université PSL	2 947 726
Rectora (CPER)	2 705 000
Fondation PSL	2 510 021
Conseil régional IdF	1 427 809

Concernant les autres dettes non financières, outre le faible montant de droits d'inscription encore dans l'attente d'information pour titrage (39 K€) et un excédent de versement d'un des partenaires de l'Ecole pour lequel sont encore attendues les informations nécessaires à un remboursement (108 K€), on relèvera le niveau élevé de versements effectués par les différents partenaires en décembre 2021 (14,3 M€) dont une partie importante dans les derniers jours empêchant toute régularisation budgétaire sur la gestion 2021. Ceci explique le solde de 2,2 M€ de recettes non régularisées soit 1,1 M€ par rapport à la gestion 2020.

✓ **Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance sont en forte diminution par rapport à 2020 (3,7 M€). Outre les opérations de recherche qui ont fait l'objet de travaux spécifiques en parallèle des produits à recevoir, ces produits concernant aussi des mises à disposition de locaux pour un montant marginal en 2021 de 65 K€.

V - Notes relatives aux postes du compte de résultat.

5.1 Produits

Produits	2021	2020	Variation en %
Droits de scolarité	1 147 151	747 824	53%
Chiffre d'affaires et variation de stocks autres que droits de scolarité	9 615 434	5 828 037	65%
Subventions	107 121 632	108 518 119	-1%
Produits divers de gestion et produits financiers	3 854 862	4 269 111	-10%
Reprises sur provisions et quotes-parts de subvention	4 383 722	4 345 966	1%
Total	126 122 801	123 709 057	2%

✓ Subventions d'exploitation :

Conformément à l'instruction BOFIP-GCP-13-0022 du 5 décembre 2013 relative à la modalité de comptabilisation des subventions reçues, l'ENS a comptabilisé les subventions dès lors que les conditions nécessaires à la constitution du droit de l'organisme public bénéficiaire étaient satisfaites.

Les subventions d'exploitation soumises à conditions suspensives sont prises en compte en résultat au fur et à mesure de la réalisation des objectifs et des dépenses engagées.

Les subventions sans conditions sont enregistrées au cours de l'exercice pendant lequel elles ont été reçues.

La baisse des subventions est constatée en dépit de l'augmentation de la subvention pour charges de service public (+1,4 M€), notamment en raison du soutien à la trajectoire financière (+1 M€) et à l'égalité des chances (+200 K€) et en dépit de la réduction des mesures de soutien exceptionnel lié au COVID (-1 M€). Elle s'explique par une nette réduction des financements reçus de la Commission européenne (-2,1 M€) ou de l'ANR (-4,9 M€), partiellement compensée par la hausse de celles de divers autres partenaires, groupements et collectivités (+1,5 M€).

✓ Contrats de recherche :

Le chiffre d'affaire sur les contrats de recherche est comptabilisé selon la méthode de l'avancement depuis le 01/01/2015.

La méthode à l'avancement consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires et le résultat au fur et à mesure de l'avancement des contrats. Dans la mesure où l'ENS n'a pas la possibilité d'estimer de façon fiable le résultat à terminaison, aucun profit n'est dégagé et le chiffre d'affaires est donc reconnu à hauteur des charges qui ont été enregistrées.

✓ Produits de gestion et droits d'inscription :

L'augmentation des divers produits de gestion (+2,7 M€) s'explique par plusieurs éléments, notamment la hausse des frais de gestion (+153 K€), par une meilleure évaluation des produits à recevoir comptabilisés en 2021, par la perception d'indemnités d'assurance pour perte d'activité en matière de restauration et hébergement en raison du COVID (+264 K€) ou encore l'augmentation des volumes d'engagements décennaux et de trop perçus (+250 K€).

On notera aussi l'augmentation significative des droits d'inscription (+400 K€) en raison du nombre d'inscriptions (+7 %).

✓ Chiffre d'affaires et quotes-parts de subvention :

Le chiffre d'affaire en forte augmentation (+3,7 M€) s'explique par une nette reprise des prestations de recherche (+1,7M), ainsi que celle liée au produits de diverses prestations de services dont notamment le remboursement de la mise à disposition des locaux de Montrouge à l'université de Paris (591 K€), auxquels s'ajoutent la reprise pour partie des produits de l'hébergement (+790 K€) ou de la restauration (+202 K€).

Les reprises et quotes-parts de subvention, dans l'attente de travaux de fiabilisation de l'actif, restent stables et limités aux biens mis à disposition par l'Etat.

5.2 Charges

Charges	2021	2020	Variation en %
Achats	5 253 460	5 436 175	-3%
Services extérieurs	3 463 891	3 290 896	5%
Autres services extérieurs	15 550 518	16 123 278	-4%
Impôts et taxes	1 901 637	2 093 827	-9%
Salaires	82 272 441	80 914 693	2%
Charges de gestion	5 290 665	6 162 371	-14%
Charges financières	54 602	93 284	-41%
Dotations aux provisions et amortissements	9 660 172	8 396 201	15%
Total	123 447 386	122 510 726	1%

Une reprise mesurée des dépenses est constatée en 2021, à hauteur de 1%. Elle reflète cependant une situation contrastée selon la nature des dépenses :

✓ **Charges de personnel :**

Les charges de personnel sont, comme en 2020, en augmentation d'1,4 M€, au titre des rémunérations principales accessoires et cotisations, ce que la diminution des charges notamment liées à l'allocation de retour à l'emploi ne compense que partiellement.

✓ **Services extérieurs et autres services extérieurs :**

Les charges liées aux services extérieurs et autres services extérieurs connaissent une réduction significative de -400 K€, que la diminution des dépenses liées aux CDSN n'explique que partiellement (-924 K€) compte tenu de la charge à payer importante constatée en 2021. Elles sont compensées seulement partiellement par des hausses des postes dédiées aux publications (notamment en raison du projet EUR Translitterae) ou des autres prestations extérieures (notamment celles, reprises, d'accueil au site Panthéon).

✓ **Charges de gestion et achats :**

Les charges de gestion sont en réduction de 871 K€, s'expliquant par la diminution des subventions et dotations, gérées sur financement externes (-1,4 M€), alors même que les bourses et aides aux étudiants de l'établissement sont, elles, en augmentation (+430 K€).

Les achats constituent un poste en légère diminution (-183 K€), de façon très éclatée, les dépenses d'entretien et de petits équipements étant en réduction (-772 K€) quand celles liées aux fluides (+258 K€) et aux denrées alimentaires (+123 K€) augmentent dans un contexte de reprise partielle d'activité.

✓ **Les dotations aux amortissements et provisions :**

Les dotations sont ainsi en nette augmentation (+1,3 M€), en raison tant des amortissements (+425 K€) générés dans le cadre d'une fiabilisation progressive de l'actif de l'établissement que des provisions (+838 K€), aussi bien au titre de la dépréciation de comptes clients (+508 K€) que de celle concernant les CDSN dont les conventions n'ont pas été signées (+522 K€) à la fin 2021 ou encore relativement à certaines charges ou litiges (+150 K€), absents en 2020.

VI – Autres informations.

6.1 - Evènements postérieurs à la clôture

Néant

6.2 - Engagement hors bilan (source GFC SITUATION)

€	évaluation initiale	Flux RAP 2017	Flux RAP 2018	Flux RAP 2019	Flux RAP 2020	Stock RAP fin 2021
dont fonctionnement		1 334 462	2 239 337	8 077 157	7 597 895	18 339 176
dont investissement		2 105 958	3 196 769	3 782 532	450 656	4 205 164
dont personnel		7 172	6 718	9 337	3 369	23 080
Total		3 447 593	5 442 824	11 869 026	8 051 920	22 567 419

Les engagements hors bilan correspondent aux engagements juridiques pris depuis 2017, non dénoués au 31 décembre 2021 et n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'une charge à payer. Les charges à payer en fonctionnement, précédemment indiqués (2,4 M€ en fonctionnement et 334 K€ en investissement) aboutissent à un solde cumulé de restes à payer de 19,7 M€ (15,8 M€ en fonctionnement et 10,3 M€ en investissement), soit une réduction importante de -9 M€.

6.3 - Effectifs Personnels (source – SRH)

	2021	2020	Variation en %
BIATSS non titulaires	123	157	78%
BIATSS titulaires	308	275	112%
E-C non titulaires	371	368	101%
E-C titulaires	149	147	102%
Elèves	749	790	95%
Total général	1 700	1 737	98%

6.4 - Effectifs Etudiants (source – COST)

	2021	2020	Variation en %
normaliens élèves inscrits au DENS	923	882	5%
normaliens élèves en scolarité non inscrits au DENS	13	14	-7%
normaliens étudiants inscrits au DENS	520	484	7%
normaliens étudiants en scolarité non inscrits au DENS	2	14	-86%
normaliens de la sélection internationale inscrits au DENS	60	60	0%
normaliens de la sélection internationale en scolarité non inscrits au DENS	2	3	-33%
mastériens inscrits à l'ENS (hors normaliens)	329	301	9%
auditeurs préparant l'agrégation inscrits à l'ENS (hors normaliens)	39	37	5%
doctorants inscrits à l'ENS	620	561	11%
doctorants SACRe et Collège de France*	56	42	33%
Total	2 564	2 398	7%

CLASSE 1									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
10411	CONTREPARTIE ET FINANCEMENT DES ACTIFS MAD DES ETS - ETAT				376,929,000.00		376,929,000.00		376,929,000.00
104131	FINANCEMENT DES AUTRES ACTIFS - ETAT				9,520,500.00	100,000.00	9,620,500.00		9,620,500.00
104133	CEPR 2 - CAMPUS MONTAGNE - QP A CALCULER APRES INTEGRATION				1,574,406.63	353,181.72	1,927,588.35		1,927,588.35
10491	REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS	47,740,083.16	4,340,007.56	52,080,090.72				52,080,090.72	
104931	REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS DES AUTRES ACTIFS -	4,457,909.74		4,457,909.74				4,457,909.74	
10682	RESERVES FACULTATIVES				60,738,563.07	1,198,331.00	61,936,894.07		61,936,894.07
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	52,197,992.90	4,340,007.56	56,538,000.46	448,762,469.70	1,651,512.72	450,413,982.42	56,538,000.46	450,413,982.42
110	REPORT A NOUVEAU (SOLDE CREDITEUR)	259,091.00	24,414,697.32	24,673,788.32	276,601.20	42,367,895.84	42,644,497.04		17,970,708.72
119	REPORT A NOUVEAU (SOLDE DEBITEUR)	2,908,261.12	389,689.80	3,297,950.92		3,297,950.92	3,297,950.92		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	3,167,352.12	24,804,387.12	27,971,739.24	276,601.20	45,665,846.76	45,942,447.96		17,970,708.72
120	RESULTAT DE L'EXERCICE (SOLDE CREDITEUR)		25,613,028.23	25,613,028.23	25,613,028.23		25,613,028.23		
129	RESULTAT DE L'EXERCICE (SOLDE DEBITEUR)	24,414,697.32	1,198,331.00	25,613,028.32		25,613,028.32	25,613,028.32		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12	24,414,697.32	26,811,359.23	51,226,056.55	25,613,028.23	25,613,028.32	51,226,056.55		
1312	REGION				376,000.00		376,000.00		376,000.00
1317	AUTRES ORGANISMES					300,000.00	300,000.00		300,000.00
13412	VI DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS - REGIONS				3,876,686.24		3,876,686.24		3,876,686.24
13414	VI DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS - COMMUNES				465,240.00		465,240.00		465,240.00
13415	VI DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS - AITRES COLL.				12,877,325.69		12,877,325.69		12,877,325.69
13416	VI DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS - UNION				1,273,380.87		1,273,380.87		1,273,380.87
13417	VI DES FIN RATTACHES ACTIFS -AUTRES ORGANISMES				2,041,255.43		2,041,255.43		2,041,255.43
13418	VI DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS - AUTRES				1,434,223.64		1,434,223.64		1,434,223.64
13492	REPRISE AU R DES FIN RATTACHES A DES ACTIFS - REGIONS	3,765,775.65		3,765,775.65				3,765,775.65	
13494	REPRISE AU R DES FIN RATTACHES A DES ACTIFS - COMMUNES	464,724.20		464,724.20				464,724.20	
13495	REPRISE AU R DES FIN RATTACHES A DES ACTIFS - AUTRES COLL.	11,624,536.23		11,624,536.23				11,624,536.23	
13496	REPRISE AU R DES FIN RATTACHES A DES ACTIFS - UNION EUROPEENNE	561,955.29		561,955.29				561,955.29	
13497	REPRISE AU R DES FIN RATTACHES ACTIFS - AUTRES ORGANISMES	1,342,526.77		1,342,526.77				1,342,526.77	
13498	REPRISE AU R DES FIN RATTACHES A DES ACTIFS - AUTRES	717,272.79		717,272.79				717,272.79	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	18,476,790.93		18,476,790.93	22,344,111.87	300,000.00	22,644,111.87	18,476,790.93	22,644,111.87
1511	PROVISIONS POUR LITIGES					50,000.00	50,000.00		50,000.00
1582	PROV POUR CET				288,772.50	52,957.50	341,730.00		341,730.00
1587	PROVISION POUR ALLOCATION PERTE D'EMPLOI ET LICENCIEMENT	5,958.51	49,672.93	55,631.44	487,806.40	5,958.50	493,764.90		438,133.46
1588	AUTRES					639,634.00	639,634.00		639,634.00
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 15	5,958.51	49,672.93	55,631.44	776,578.90	748,550.00	1,525,128.90		1,469,497.46
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS				700.00		700.00		700.00
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16				700.00		700.00		700.00
	TOTAL CLASSE 1	98,262,791.78	56,005,426.84	154,268,218.62	497,773,489.90	73,978,937.80	571,752,427.70	75,014,791.39	492,499,000.47

CLASSE 2		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
2053	LOGICIELS	267,052.29		267,052.29				267,052.29	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 20</i>	267,052.29		267,052.29				267,052.29	
21116	TERRAINS NUS RECUS EN DOTATION OU EN AFFECTATION	159,928,622.00		159,928,622.00				159,928,622.00	
21117	TERRAINS NUS ACQUIS - FOLJUIF	110,542.52		110,542.52				110,542.52	
21118	AUTRES TERRAINS NUS FOLJUIF	394,200.00		394,200.00				394,200.00	
211556	Mis à disposition								
213186	AUTRES BATIMENTS MIS A DISPOSITION	217,000,378.00		217,000,378.00				217,000,378.00	
213188	AUTRES BATIMENTS	983,800.00		983,800.00				983,800.00	
2135	INST AGENC AMENAGEM DES CONSTRUCTIONS	45,180,589.67	3,779,481.88	48,960,071.55		10,770.30	10,770.30	48,949,301.25	
21356	BATIMENTS MIS A DISPOSITION					225,083.93	225,083.93		225,083.93
2151	INSTALLATIONS TECHNIQUES COMPLEXES	291,408.08	98,873.17	390,281.25		16,440.00	16,440.00	373,841.25	
2153	Installations à caractère spécifique	14,804,669.51	418,554.96	15,223,224.47		46,194.72	46,194.72	15,177,029.75	
2154	MATERIEL D'ENSEIGNEMENT	636,684.81	925,144.95	1,561,829.76		72,884.68	72,884.68	1,488,945.08	
2155	OUTILLAGE	385,803.98	31,008.15	416,812.13				416,812.13	
2156	Matériel d'enseignement	615,518.16	7,274.29	622,792.45				622,792.45	
216	COLLECTIONS	1,589,347.25		1,589,347.25				1,589,347.25	
2181	INST AGEN AMEN DIV CONSTR ETS PAS PROPR	63,013.27	16,100.50	79,113.77				79,113.77	
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	123,071.47	28,634.86	151,706.33		136.96	136.96	151,569.37	
2183	MATERIEL DE BUREAU	767,395.88	46,878.85	814,274.73	2,623.18	8,243.02	10,866.20	803,408.53	
2184	MOBILIER	385,134.75	63,405.67	448,540.42				448,540.42	
2187	MATERIEL INFORMATIQUE	7,995,726.17	579,395.49	8,575,121.66	330.00	98,116.22	98,446.22	8,476,675.44	
2188	MATERIELS DIVERS	3,881,949.22	1,466,688.72	5,348,637.94		669,246.84	669,246.84	4,679,391.10	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 21</i>	455,137,854.74	7,461,441.49	462,599,296.23	2,953.18	1,147,116.67	1,150,069.85	461,674,310.31	225,083.93
23131	CONSTRUCTIONS	3,794,426.34	2,072,621.14	5,867,047.48		3,131,940.58	3,131,940.58	2,735,106.90	
2315	ACOMPTES INSTALLAT TECHNIQUES MATERIEL OUTILLAGE	234,226.63	730,286.21	964,512.84		177,560.82	177,560.82	786,952.02	
2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9,336.66	132,382.60	141,719.26		29,680.00	29,680.00	112,039.26	
2381	AVANCES VERSEES SUR IMMOB CORPORELLES	2,144,336.26	5,504,493.59	7,648,829.85		56,788.26	56,788.26	7,592,041.59	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 23</i>	6,182,325.89	8,439,783.54	14,622,109.43		3,395,969.66	3,395,969.66	11,226,139.77	
2751	DEPOTS	12,556.13		12,556.13				12,556.13	
2755	CAUTIONNEMENTS	40,000.00	10,000.00	50,000.00				50,000.00	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 27</i>	52,556.13	10,000.00	62,556.13				62,556.13	
2805	Amortissement concessions et droits simil. brevets logiciels				187,430.93	41,533.92	228,964.85		228,964.85
281311	AMOTISSEMENTS CONTRUCTIONS				4,700,322.08		4,700,322.08		4,700,322.08
281316	Amortissement immeubles en dotation-construction				47,740,083.16	4,340,007.56	52,080,090.72		52,080,090.72
281318	Amortissement batiments en plein propriété				929,502.36	19,676.00	949,178.36		949,178.36
28135	Amortissements des installations générales, agencements, aménagements					1,629,942.90	1,629,942.90		1,629,942.90
2815	Amort. installations techniques matériel outillage				19,699,007.54	1,208,542.89	20,907,550.43		20,907,550.43
28181	AMORT INST AGENC CONSTR				5,992,534.59	3,063.93	5,995,598.52		5,995,598.52
28182	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE TRANSPORT				37,122.35	29,000.34	66,122.69		66,122.69
28183	AMORT MATERIEL DE BUREAU				90,464.86	13,108.95	103,573.81		103,573.81

CLASSE 2									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
28184	AMORTISSEMENT MOBILIER				93,978.02	44,336.43	138,314.45		138,314.45
28187	AMORT MATERIEL INFORMATIQUE				1,842,580.28	453,986.06	2,296,566.34		2,296,566.34
28188	AMORTISSEMENTS MATERIELS DIVERS				1,006,322.16	626,116.66	1,632,438.82		1,632,438.82
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28				82,319,348.33	8,409,315.64	90,728,663.97		90,728,663.97
	TOTAL CLASSE 2	461,639,789.05	15,911,225.03	477,551,014.08	82,322,301.51	12,952,401.97	95,274,703.48	473,230,058.50	90,953,747.90

CLASSE 3									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
311	DENREES ALIMENTAIRES	26,418.97		26,418.97		3,830.78	3,830.78	22,588.19	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 31	26,418.97		26,418.97		3,830.78	3,830.78	22,588.19	
355	PRODUITS FINIS	196,866.08		196,866.08	45,319.23	16,372.45	61,691.68	135,174.40	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 35	196,866.08		196,866.08	45,319.23	16,372.45	61,691.68	135,174.40	
	TOTAL CLASSE 3	223,285.05		223,285.05	45,319.23	20,203.23	65,522.46	157,762.59	

CLASSE 4		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	FOURNISSEURS - ACHATS DE BIENS OU DE PRESTATIONS DE SERVICE		29,101,229.78	29,101,229.78	2,385.18	29,098,844.60	29,101,229.78		
4017	RETENUES DE GARANTIES ET OPPOSITIONS		2,111.10	2,111.10	2,111.10		2,111.10		
4041	FOURNISSEURS - ACHATS D'IMMOBILISATIONS		13,685,928.75	13,685,928.75		13,685,928.75	13,685,928.75		
4047	FOURNIS IMMOB RETEN GARANTIE ET OPPOS		43,677.25	43,677.25	215,100.12	59,672.78	274,772.90		231,095.65
4081	FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES (FONCT)	12,168.04	33,897,896.74	33,910,064.78	3,434,148.70	32,962,418.59	36,396,567.29		2,486,502.51
4084	FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES (IMMO)		15,462,710.19	15,462,710.19	201,156.10	15,596,051.72	15,797,207.82		334,497.63
4091	FOURNISSEURS - AVANCES ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	5,179.00	49,933.60	55,112.60		41,983.87	41,983.87	13,128.73	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	17,347.04	92,243,487.41	92,260,834.45	3,854,901.20	91,444,900.31	95,299,801.51	13,128.73	3,052,095.79
4111	CLIENTS VENTE DE BIENS OU PRESTATIONS DE SERVICES	1,851,453.80	8,788,047.91	10,639,501.71		9,400,542.12	9,400,542.12	1,238,959.59	
416	CLIENTS DOUTEUX OU LITIGIEUX	31,714.60		31,714.60				31,714.60	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	1,883,168.40	8,788,047.91	10,671,216.31		9,400,542.12	9,400,542.12	1,270,674.19	
4212	PERSONNEL - REMUNERATIONS EXERCICE COURANT		162,442,580.62	162,442,580.62		162,442,580.62	162,442,580.62		
425	PERSONNEL - AVANCES ET ACOMPTES	1,250.00	1,000.00	2,250.00		2,250.00	2,250.00		
4282	DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES PAYES		681,307.14	681,307.14	681,307.14	353,040.00	1,034,347.14		353,040.00
4286	PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	1,699,977.00	300,928.00	2,000,905.00	2,000,905.00	1,369,872.00	3,370,777.00		1,369,872.00
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 42	1,701,227.00	163,425,815.76	165,127,042.76	2,682,212.14	164,167,742.62	166,849,954.76		1,722,912.00
4311	COTISATIONS PATRONALES DE SECURITE SOCIALE		10,438,151.54	10,438,151.54		10,438,151.54	10,438,151.54		
43721	RETENUES POUR PENSIONS CIVILES		21,781,137.72	21,781,137.72		21,781,137.72	21,781,137.72		
43722	COTISATIONS A LA RAFFP		149,281.29	149,281.29		149,281.29	149,281.29		
43723	COTISATIONS CNRACL		69,537.92	69,537.92		69,537.92	69,537.92		
4374	IRCANTEC		685,158.62	685,158.62		685,158.62	685,158.62		
4378	DIVERS		7,950.64	7,950.64		7,950.64	7,950.64		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 43		33,131,217.73	33,131,217.73		33,131,217.73	33,131,217.73		
44171	ETAT MESR SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT	53,000.00	95,162,933.43	95,215,933.43		95,109,183.45	95,109,183.45	106,749.98	
44172	REGIONS SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT	38,531.61	1,750,771.85	1,789,303.46		1,767,421.85	1,767,421.85	21,881.61	
44174	COMMUNES ET GROUPEMENTS DE COMMUNES FONCTIONNEMENT		45,000.00	45,000.00		45,000.00	45,000.00		
44175	AUTRES COLLECTIVITES ET ETS PUBLICS FONCTIONNEMENT	143,907.26	10,641,975.32	10,785,882.58		10,694,218.62	10,694,218.62	91,663.96	
44176	UNION EUROPEENNE FONCTIONNEMENT		4,685,273.42	4,685,273.42		4,685,273.42	4,685,273.42		
44177	AUTRES ORGANISMES FONCTIONNEMENT	934,107.21	8,297,160.98	9,231,268.19		8,719,932.94	8,719,932.94	511,335.25	
4419	AVANCES SUR SUBVENTIONS	1,671.56	942,763.82	944,435.38	22,649,226.16	36,984,867.51	59,634,093.67		58,689,658.29
4452	TVA DUE INTRA-COMMUNAUTAIRE		235,990.36	235,990.36		235,990.36	235,990.36		
44562	TVA DEDUCTIBLE SUR IMMOBILISATIONS		858,161.77	858,161.77		858,161.77	858,161.77		
44566	TVA DEDUCT SUR AUTRES BIENS ET SERVICES		1,268,562.45	1,268,562.45		1,268,562.45	1,268,562.45		
44571	TVA COLLECTEE		729,876.16	729,876.16		729,876.16	729,876.16		
44581	ACOMPTES REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION					38,957.42	38,957.42		38,957.42
44583	REMBOURSEMENT DE TVA DEMANDE	159,596.46	1,181,163.99	1,340,760.45		1,340,760.45	1,340,760.45		
44586	TVA SUR FACTURE NON PARVENU	111,007.13	2,194,559.07	2,305,566.20	6,659.05	2,173,675.12	2,180,334.17	125,232.03	
44871	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A RECEVOIR	554,410.81		554,410.81				554,410.81	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	1,996,232.04	127,994,192.62	129,990,424.66	22,655,885.21	164,651,881.52	187,307,766.73	1,411,273.64	58,728,615.71
463	AUTRES COMPTES DEBITEURS - TITRES DE RECETTES OU DEMANDE DE	10,821.76	253,519.20	264,340.96		230,930.03	230,930.03	33,410.93	

CLASSE 4									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4661	PAIEMENTS SUR COMPTES ETRANGERS (hors SEPA)		611,880.65	611,880.65		649,217.78	649,217.78		37,337.13
4663	VIREMENTS A REIMPUTER		336,367.33	336,367.33	2,528.62	362,637.23	365,165.85		28,798.52
4664	EXCEDENTS DE VERSEMENT A REMBOURSER		29,111.15	29,111.15	31,811.21	137,111.76	168,922.97		139,811.82
4668	AVIS DE PAIEMENT - PAIEMENTS DOUBLES		2,099.10	2,099.10		2,099.10	2,099.10		
46714	AUTRES OPERATIONS POUR COMPTES DE TIERS		67,398.80	67,398.80	67,398.80		67,398.80		
46715	ECOTRON - REMBOURST CHARGES EDF PAR CNRS		117,270.34	117,270.34	10,429.48	117,333.74	127,763.22		10,492.88
46716	OP/TIERS - CONTRATS RECHERCHE		3,758,639.15	3,758,639.15		3,914,866.35	3,914,866.35		156,227.20
4674	TAXE D'APPRENTISSAGE		44,003.11	44,003.11		44,003.11	44,003.11		
4678	AUTRES		242.00	242.00				242.00	
4679	DEDUCTION AVOIRS - PAIEMENTS SOUS TRAITANTS		265,698.23	265,698.23	341.66	280,810.72	281,152.38		15,454.15
46861	CHARGES A PAYER - FONCTIONNEMENT		17,580.70	17,580.70	17,580.70		17,580.70		
4687	PRODUITS A RECEVOIR	9,139,067.24	48,783,021.83	57,922,089.07	-101,784.57	1,304,243.06	1,202,458.49	56,719,630.58	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 46</i>	<i>9,149,889.00</i>	<i>54,286,831.59</i>	<i>63,436,720.59</i>	<i>28,305.90</i>	<i>7,043,252.88</i>	<i>7,071,558.78</i>	<i>56,753,283.51</i>	<i>388,121.70</i>
47110	RECETTE A TITRER POUR HEBERGEMENT		1,853,370.00	1,853,370.00		1,853,370.00	1,853,370.00		
47111	RECETTES A TITRER POUR RESTAURATION		564,073.48	564,073.48		564,073.48	564,073.48		
47112	RECETTES A TITRER POUR DROITS DE SCOLARITE ET REDEVANCES	7,057.00	1,533,650.58	1,540,707.58	118,641.00	1,462,000.81	1,580,641.81		39,934.23
47113	RECETTES SUR VENTE COPIES DE CONCOURS		13,065.00	13,065.00		13,185.00	13,185.00		120.00
47114	RECETTES POUR INSCRIPTIONS A UN COLLOQUE		57,300.00	57,300.00		57,300.00	57,300.00		
47115	RECETTES A TITRER POUR VENTES DES EDITIONS		25,869.06	25,869.06	28.31	26,153.72	26,182.03		312.97
47116	RECETTES A TITRER POUR VENTE DE BADGES OU DISTRIBUTEURS		9,982.85	9,982.85		10,006.65	10,006.65		23.80
4718	AUTRES RECETTES A CLASSER		133,871,460.11	133,871,460.11	1,045,605.67	134,994,189.04	136,039,794.71		2,168,334.60
47211	DEPENSES PAYEES AVANT ORDONNANCEMENT	61,724.87	8,941,705.60	9,003,430.47	2,154.28	8,916,368.03	8,918,522.31	84,908.16	
47212	DEP AVANT ORDONN - UGAP / MARCHE DE VOYAGES	170,331.27	6,939,555.83	7,109,887.10	47,976.46	6,864,148.14	6,912,124.60	197,762.50	
47214	DAO - PAYES A FACON		27,177,089.54	27,177,089.54		27,177,089.54	27,177,089.54		
4725	DEPENSES DES REGISSEURS A VERIFIER		29,802.08	29,802.08		29,504.39	29,504.39	297.69	
4728	AUTRES DEPENSES A REGULARISER	3,247.54	29,475.17	32,722.71		32,480.14	32,480.14	242.57	
4762	FRAIS SUR OPERATIONS EN DEVISES PERTES	690.32	6,590.54	7,280.86	386.69	6,886.17	7,272.86	8.00	
4772	GAINS SUR OPERATIONS EN DEVISES		4,493.25	4,493.25	921.79	3,571.46	4,493.25		
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 47</i>	<i>243,051.00</i>	<i>181,057,483.09</i>	<i>181,300,534.09</i>	<i>1,215,714.20</i>	<i>182,010,326.57</i>	<i>183,226,040.77</i>	<i>283,218.92</i>	<i>2,208,725.60</i>
4862	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE - FONCTIONNEMENT	251,616.48	114,867.03	366,483.51		251,616.48	251,616.48	114,867.03	
487	PROD CONSTAT D'AVANCE A RATTACH EXERC SUIV	1,946,005.00	7,350,563.01	9,296,568.01	6,355,880.89	3,614,306.30	9,970,187.19		673,619.18
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 48</i>	<i>2,197,621.48</i>	<i>7,465,430.04</i>	<i>9,663,051.52</i>	<i>6,355,880.89</i>	<i>3,865,922.78</i>	<i>10,221,803.67</i>	<i>114,867.03</i>	<i>673,619.18</i>
4911	PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS CLIENTS DIVERS				444,194.12	508,265.03	952,459.15		952,459.15
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 49</i>				<i>444,194.12</i>	<i>508,265.03</i>	<i>952,459.15</i>		<i>952,459.15</i>
	TOTAL CLASSE 4	17,188,535.96	668,392,506.15	685,581,042.11	37,237,093.66	656,224,051.56	693,461,145.22	59,846,446.02	67,726,549.13

CLASSE 5									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
5112	CHEQUES BANCAIRES A L' ENCAISSEMENT		295,371.29	295,371.29	313.30	295,057.99	295,371.29		
5115	CARTES BANCAIRES A L'ENCAISSEMENT		42,391.16	42,391.16	37.00	42,354.16	42,391.16		
5116	RETRAIT D'ESPECES		7,520.00	7,520.00		7,520.00	7,520.00		
5117	CHEQUES IMPAYES		1,683.66	1,683.66		1,513.90	1,513.90	169.76	
5118	AUTRES VALEURS A L'ENCAISSEMENT		39,033.74	39,033.74		39,033.74	39,033.74		
5151	COMPTE DRFIP	40,308,007.79	137,292,495.67	177,600,503.46		131,902,420.74	131,902,420.74	45,698,082.72	
51591	DRFIP - PAIEMENT DES FACTURES AUX FOURNISSEURS		46,435,313.66	46,435,313.66	158,923.78	46,276,389.88	46,435,313.66		
51592	DRFIP - RECHARGEMENT BADGES ENS		576,806.55	576,806.55	102,168.57	588,230.72	690,399.29		113,592.74
51593	DECAISSEMENTS EN LIGNE CARTE BANCAIRE		270.00	270.00		270.00	270.00		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 51	40,308,007.79	184,690,885.73	224,998,893.52	261,442.65	179,152,791.13	179,414,233.78	45,698,252.48	113,592.74
531	CAISSE	7,542.52	12,403.84	19,946.36		15,782.61	15,782.61	4,163.75	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 53	7,542.52	12,403.84	19,946.36		15,782.61	15,782.61	4,163.75	
5431	REGIE D'AVANCES EDITIONS		60.00	60.00		30.00	30.00	30.00	
5432	REGIE D'AVANCES DEPT ETUDES COGNITIVES	1,000.00	21,200.00	22,200.00		22,200.00	22,200.00		
5433	REGIE D'AVANCES POLE PESU		7,900.00	7,900.00		7,900.00	7,900.00		
5434	REGIE D'AVANCES CHIMIE		569.62	569.62		269.62	269.62	300.00	
5435	REGIE D'AVANCE TEMPORAIRES	8,694.80	13,994.80	22,689.60		16,389.60	16,389.60	6,300.00	
5436	REGIE D'AVANCE fouilles internationales Zurbach		10,000.00	10,000.00				10,000.00	
5437	REGIE D'AVANCE FORMATION CONCOURS		200.00	200.00				200.00	
5438	REGIE D'AVANCE RELATIONS INTERNATIONALES		850.00	850.00		850.00	850.00		
5439	REGIE d'avance permanente AOROC DOUGGA		1,200.00	1,200.00		1,200.00	1,200.00		
5453	REGIE RECETTES EDITIONS RUE D'ULM		30.00	30.00		30.00	30.00		
5455	REGIE DE RECETTES POLE HEBERGEMENTS								
548	AVANCES POUR MENUES DEPENSES		500.00	500.00		500.00	500.00		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 54	9,694.80	56,504.42	66,199.22		49,369.22	49,369.22	16,830.00	
	TOTAL CLASSE 5	40,325,245.11	184,759,793.99	225,085,039.10	261,442.65	179,217,942.96	179,479,385.61	45,719,246.23	113,592.74

CLASSE 6		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6011	ACHATS DE DENREES ALIMENTAIRES		412,457.65	412,457.65		11,071.78	11,071.78	401,385.87	
6021	MATIERES CONSOMMABLES		2,641.94	2,641.94				2,641.94	
6026	EMBALLAGES		473.11	473.11		31.40	31.40	441.71	
6031	VARIATION STOCKS DENREES ALIMENTAIRES		3,830.78	3,830.78				3,830.78	
604	ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES		35,332.82	35,332.82		1,841.72	1,841.72	33,491.10	
605	ACHAT DE MATERIEL EQUIPEMENT ET TRAVAUX		17,707.30	17,707.30		2,710.61	2,710.61	14,996.69	
60611	ELECTRICITE		887,788.88	887,788.88				887,788.88	
60612	CARBURANTS ET LUBRIFIANTS		8,010.10	8,010.10		990.53	990.53	7,019.57	
60613	GAZ		232,618.01	232,618.01		674.14	674.14	231,943.87	
60614	CHAUFFAGE SUR RESEAU		816,777.87	816,777.87				816,777.87	
60617	EAU		186,339.65	186,339.65		1,134.13	1,134.13	185,205.52	
60618	AIR COMPRISE ET AUTRES FOURNITURES NON STOCKABLES		197,298.93	197,298.93		101,904.15	101,904.15	95,394.78	
6062	ACQUISITION DE PAPIER		17,026.10	17,026.10		1,288.68	1,288.68	15,737.42	
6063	FOURNITURES ENTRETIEN ET PETIT EQUIPEMENT		1,320,666.29	1,320,666.29		258,061.05	258,061.05	1,062,605.24	
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES		143,275.01	143,275.01		32,388.66	32,388.66	110,886.35	
6065	LINGE VETEMENTS DE TRAVAIL		25,660.52	25,660.52		2,320.99	2,320.99	23,339.53	
6066	animaux		41,381.43	41,381.43		688.56	688.56	40,692.87	
6067	FOURNITURES ET MATERIELS ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE		1,403,663.71	1,403,663.71		257,548.03	257,548.03	1,146,115.68	
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES NON STOCKEES		183,829.04	183,829.04		10,665.13	10,665.13	173,163.91	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		5,936,779.14	5,936,779.14		683,319.56	683,319.56	5,253,459.58	
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		69,668.78	69,668.78		2,050.08	2,050.08	67,618.70	
6135	LOCATIONS MOBILIERES		46,857.80	46,857.80		4,318.66	4,318.66	42,539.14	
6152	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS		600,670.64	600,670.64		51,425.51	51,425.51	549,245.13	
6155	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERS		112,542.54	112,542.54		9,100.51	9,100.51	103,442.03	
6156	MAINTENANCE		1,132,352.04	1,132,352.04		138,958.51	138,958.51	993,393.53	
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES		131,273.59	131,273.59				131,273.59	
6168	AUTRES ASSURANCES		45,494.99	45,494.99		30.00	30.00	45,464.99	
617	ETUDES ET RECHERCHES		348,264.53	348,264.53		20,551.80	20,551.80	327,712.73	
6181	DOCUMENTATION GENERALE		96,359.62	96,359.62		87,389.14	87,389.14	8,970.48	
618311	ABONNEMENTS FRANCAIS		78,230.73	78,230.73		31,179.37	31,179.37	47,051.36	
618312	ABONNEMENTS ETRANGERS		485,632.35	485,632.35		239,345.89	239,345.89	246,286.46	
618321	OUVRAGES FRANCAIS		203,755.66	203,755.66		43,748.63	43,748.63	160,007.03	
618322	OUVRAGES ETRANGERS		292,411.46	292,411.46		56,597.66	56,597.66	235,813.80	
618331	OUVRAGES ELECTRONIQUES FRANCAIS		201,488.36	201,488.36		90,582.84	90,582.84	110,905.52	
618332	OUVRAGES ELECTRONIQUES ETRANGERS		366,946.70	366,946.70		50,126.98	50,126.98	316,819.72	
6184	REPROGRAPHIE		7,765.04	7,765.04		726.11	726.11	7,038.93	
6185	FRAIS DE COLLOQUES SEMINAIRES CONFERENCES		73,243.03	73,243.03		2,935.63	2,935.63	70,307.40	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		4,292,957.86	4,292,957.86		829,067.32	829,067.32	3,463,890.54	
6211	PERSONNEL INTERIMAIRE		84,248.89	84,248.89		3,257.52	3,257.52	80,991.37	
6214	PERSONNEL DETACHE OU PRETE		5,537,489.30	5,537,489.30				5,537,489.30	

CLASSE 6		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
62141	PERSONNEL DETACHE OU PRETE		6,773,204.57	6,773,204.57		2,259,996.00	2,259,996.00	4,513,208.57	
62142	PERSONNEL INTERMITTENTS DU SPECTACLE		6,902.20	6,902.20				6,902.20	
6226	HONORAIRES		444,122.76	444,122.76		18,417.43	18,417.43	425,705.33	
6228	DIVERS		104,955.61	104,955.61		15,912.44	15,912.44	89,043.17	
6231	ANNONCES ET INSERTIONS		24,392.38	24,392.38				24,392.38	
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS		2,455.18	2,455.18				2,455.18	
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES		127,853.89	127,853.89		18,898.95	18,898.95	108,954.94	
6237	PUBLICATIONS		380,414.58	380,414.58		19,313.27	19,313.27	361,101.31	
6238	DIVERS		208,284.26	208,284.26		28,876.12	28,876.12	179,408.14	
6241	TRANSPORTS SUR ACHATS		52,020.41	52,020.41		13,336.52	13,336.52	38,683.89	
6242	TRANSPORTS SUR VENTES		147.24	147.24		62.45	62.45	84.79	
6243	TRANSPORTS ENTRE ETABLISSEMENTS		11,579.84	11,579.84		6,338.17	6,338.17	5,241.67	
6244	TRANSPORTS ADMINISTRATIFS		47,111.59	47,111.59		12,562.39	12,562.39	34,549.20	
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL		1,727.25	1,727.25				1,727.25	
6248	DIVERS		128,041.62	128,041.62		5,447.40	5,447.40	122,594.22	
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS		169,193.12	169,193.12		41,288.44	41,288.44	127,904.68	
6254	FRAIS D'INSCRIPTION AUX COLLOQUES		48,066.91	48,066.91		7,608.23	7,608.23	40,458.68	
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT		101,663.57	101,663.57				101,663.57	
62561	MISSIONS PERSONNELS DE L'EPSCP		58,022.90	58,022.90		2,018.75	2,018.75	56,004.15	
62562	MISSIONS ETUDIANTS		135,967.82	135,967.82		12,349.61	12,349.61	123,618.21	
62563	MISSIONS PERSONNALITES EXTERIEURES		109,076.20	109,076.20		12,135.16	12,135.16	96,941.04	
6257	RECEPTIONS		145,832.90	145,832.90		22,856.84	22,856.84	122,976.06	
6264	TELEPHONE		106,777.71	106,777.71		11,257.78	11,257.78	95,519.93	
6265	AFFRANCHISSEMENTS		90,587.73	90,587.73		893.89	893.89	89,693.84	
6266	INTERNET		58,556.79	58,556.79				58,556.79	
6267	LIAISONS INFORMATIQUES SPECIALISEES		4,372.31	4,372.31		449.55	449.55	3,922.76	
6272	COMMISSIONS SUR CARTES BANCAIRES		2,627.56	2,627.56				2,627.56	
6278	AUTRES FRAIS ET COMMISSIONS		7,031.95	7,031.95		147.96	147.96	6,883.99	
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)		283,463.99	283,463.99		2,984.99	2,984.99	280,479.00	
6283	FORMATION CONTINUE DU PERSONNEL DE L'ETS		330,915.17	330,915.17		82,866.00	82,866.00	248,049.17	
6284	FRAIS DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL		9,588.00	9,588.00				9,588.00	
6286	CONTRATS DE NETTOYAGE		889,553.43	889,553.43		3,832.67	3,832.67	885,720.76	
62881	AUTRES PRESTATIONS EXTERIEURES DIVERSES		1,637,942.26	1,637,942.26		42,847.52	42,847.52	1,595,094.74	
62885	FACTURATION DES PAYES A FACON EFFECTUEES PAR LE TRESOR		96,652.48	96,652.48		24,370.22	24,370.22	72,282.26	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		18,220,844.37	18,220,844.37		2,670,326.27	2,670,326.27	15,550,518.10	
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT		1,318,491.11	1,318,491.11		2,565.99	2,565.99	1,315,925.12	
6332	COTISATION FNAL (ARTICLE L 834-1-1° DU CODE SECURITE SOCIALE)		223,449.85	223,449.85		434.91	434.91	223,014.94	
63512	TAXES FONCIERES		5,631.00	5,631.00				5,631.00	
63513	AUTRES IMPOTS OU TAXES A CARACTERE LOCAL		102,918.22	102,918.22				102,918.22	
6358	AUTRES DROITS		13,265.42	13,265.42		1,503.02	1,503.02	11,762.40	

CLASSE 6									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6374	IMPOTS ET TAXES EXIGIBLES A L'ETRANGER		60.20	60.20				60.20	
6378	TAXES DIVERSES		245,740.57	245,740.57		3,415.06	3,415.06	242,325.51	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		1,909,556.37	1,909,556.37		7,918.98	7,918.98	1,901,637.39	
64111	Rémunérations principales		45,304,900.39	45,304,900.39		145,978.27	145,978.27	45,158,922.12	
641121	REMUNERATIONS ACCESSOIRES INDEXEES		692,335.27	692,335.27		7,820.06	7,820.06	684,515.21	
641122	REMUNERATIONS ACCESSOIRES NON INDEXEES		914,928.11	914,928.11				914,928.11	
6412	CONGES PAYES		359,061.97	359,061.97		681,307.14	681,307.14		322,245.17
64131	PRIMES ET GRATIFICATIONS INDEXEES		8,321.04	8,321.04				8,321.04	
641321	PRIMES ET GRATIFICATIONS NON INDEXEES		686,422.07	686,422.07				686,422.07	
64141	Indemnités et avantages indexés		2,424.24	2,424.24				2,424.24	
64142	Indemnités et avantages non indexés		2,830,808.87	2,830,808.87		0.81	0.81	2,830,808.06	
64143	INDEMNITES ATTRIBUEES DANS LE CADRE DE CONTRATS ET		4,094.52	4,094.52		4,094.52	4,094.52		
6415	SFT - SUPPLEMENT FAMILIAL		125,831.46	125,831.46		36.89	36.89	125,794.57	
64191	Abattement indemnitaires et reversement sur rémunération					133,014.63	133,014.63		133,014.63
6451	COTISATIONS D'ASSURANCE MALADIE		4,868,460.33	4,868,460.33		11,212.25	11,212.25	4,857,248.08	
645311	Pension civile - cotisations pour le cas pensions		21,781,137.72	21,781,137.72		2,419.08	2,419.08	21,778,718.64	
64532	COTISATIONS PATRONALES CNRACL		69,537.92	69,537.92				69,537.92	
64534	COTISATIONS ASSURANCE VIEILLESSE - AGENTS NON TITULAIRES		1,550,343.07	1,550,343.07		8,497.32	8,497.32	1,541,845.75	
645351	RAFP		152,786.71	152,786.71		3,726.32	3,726.32	149,060.39	
645352	IRCANTEC		685,158.62	685,158.62		3,695.71	3,695.71	681,462.91	
645358	Autres cotisations		1,932.00	1,932.00				1,932.00	
64538	AUTRES COTISATIONS		5,279.46	5,279.46		278.92	278.92	5,000.54	
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX		2,480,496.01	2,480,496.01		4,827.59	4,827.59	2,475,668.42	
6471	PRESTATIONS DIRECTES		296,161.56	296,161.56		541.90	541.90	295,619.66	
6474	OEUVRES SOCIALES		47,509.80	47,509.80		4,243.06	4,243.06	43,266.74	
6475	MEDECINE DU TRAVAIL PHARMACIE		93,172.06	93,172.06		1,110.35	1,110.35	92,061.71	
648	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL		366,759.94	366,759.94		42,617.17	42,617.17	324,142.77	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		83,327,863.14	83,327,863.14		1,055,421.99	1,055,421.99	82,727,700.95	455,259.80
6511	REDEV CONCESS BREVETS LOGICIELS MARQUES		573,776.54	573,776.54		103,896.30	103,896.30	469,880.24	
6516	DROITS D'AUTEURS ET DE REPRODUCTION		8,851.65	8,851.65		17.00	17.00	8,834.65	
654	CHARGES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES		500.00	500.00				500.00	
65710	BOURSES D'ACCUEIL		2,225,083.21	2,225,083.21		41,651.34	41,651.34	2,183,431.87	
65712	FONDS D'AIDE ETUDIANTS		249,834.23	249,834.23		120.00	120.00	249,714.23	
65714	GRATIFICATIONS DE STAGIAIRES		328,513.26	328,513.26		11,341.90	11,341.90	317,171.36	
65731	GRATIFICATIONS DE STAGE BOURSIERS		105,041.25	105,041.25		1,011.53	1,011.53	104,029.72	
6576	SUBVENTIONS DIVERSES		1,316,699.21	1,316,699.21		7,610.52	7,610.52	1,309,088.69	
6578	AUTRES CHARGES SPECIFIQUES		793,325.63	793,325.63		305,809.43	305,809.43	487,516.20	
65811	Pénalités sur contrats ou conventions		212.06	212.06				212.06	
65812	Pénalités, amendes fiscales ou pénales		90.00	90.00				90.00	
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		159,353.41	159,353.41				159,353.41	

CLASSE 6									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6588	Autres charges diverses		843.02	843.02				843.02	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 65</i>		5,762,123.47	5,762,123.47		471,458.02	471,458.02	5,290,665.45	
666	PERTES DE CHANGE		3,823.28	3,823.28				3,823.28	
6688	AUTRES CHARGES FINANCIERES		52,288.62	52,288.62		1,510.00	1,510.00	50,778.62	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 66</i>		56,111.90	56,111.90		1,510.00	1,510.00	54,601.90	
6811	DOTATION AMORT IMMOB INCORPOR ET CORPORELLES		8,409,315.64	8,409,315.64				8,409,315.64	
68151	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement		728,579.53	728,579.53				728,579.53	
68152	Dotations aux provisions pour risques et charges d'intervention		522,277.00	522,277.00				522,277.00	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 68</i>		9,660,172.17	9,660,172.17				9,660,172.17	
	TOTAL CLASSE 6		129,166,408.42	129,166,408.42		5,719,022.14	5,719,022.14	123,902,646.08	455,259.80

CLASSE 7									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706511	ETUDIANTS NATIONAUX OU ASSIMILES		7,057.00	7,057.00		448,232.23	448,232.23		441,175.23
70652	DROITS DES DIPLOMES PROPRES A CHAQUE ETABLISSEMENT					270,318.00	270,318.00		270,318.00
70653	REDEVANCES		145,078.30	145,078.30		580,736.19	580,736.19		435,657.89
70661	COLLOQUES					55,153.00	55,153.00		55,153.00
70662	PRESTATIONS DE RECHERCHE		155,247.14	155,247.14		2,466,566.44	2,466,566.44		2,311,319.30
70663	MESURES ET EXPERTISES		280.00	280.00		595,029.70	595,029.70		594,749.70
70664	VENTES DE PUBLICATIONS					62,085.48	62,085.48		62,085.48
7067	PRODUITS DE L'HEBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION CROUS								
7068	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES					1,342,578.41	1,342,578.41		1,342,578.41
7083	LOCATIONS DIVERSES					33,509.56	33,509.56		33,509.56
70841	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE		47,310.42	47,310.42		378,562.19	378,562.19		331,251.77
70842	REMBOURST CONTRATS DOCTORAUX N OU X					2,434,839.64	2,434,839.64		2,434,839.64
70881	HEBERGEMENT		6,885.40	6,885.40		1,904,021.58	1,904,021.58		1,897,136.18
70882	RESTAURATION		34,311.60	34,311.60		603,494.54	603,494.54		569,182.94
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 70</i>		396,169.86	396,169.86		11,175,126.96	11,175,126.96		10,778,957.10
7135	VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS		16,372.45	16,372.45				16,372.45	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 71</i>		16,372.45	16,372.45				16,372.45	
7411	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION MINISTERE DE TUTELLE		505,462.00	505,462.00		91,555,969.00	91,555,969.00		91,050,507.00
7412	AUTRES MINISTERES					46,073.10	46,073.10		46,073.10
741311	ANR IA (inv d'avenir)		10,000.00	10,000.00		2,457,572.86	2,457,572.86		2,447,572.86
741312	ANR hors IA		1,765,354.52	1,765,354.52		4,267,382.82	4,267,382.82		2,502,028.30
7442	SUBVENTIONS DE LA REGION		9,065.13	9,065.13		1,887,015.02	1,887,015.02		1,877,949.89
7444	SUBVENT DES COMMUNES ET GROUPEMENTS DE COMMUNES		10,292.89	10,292.89		1,095,364.82	1,095,364.82		1,085,071.93
7446	SUBVENTION UNION EUROPEENNE		237,964.35	237,964.35		533,904.95	533,904.95		295,940.60
7447	SUBVENTIONS D'ORGANISMES INTERNATIONAUX		36,408.93	36,408.93		858,131.58	858,131.58		821,722.65
7448	AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES ET ORGANISM. INTERNATIONAUX		155,920.77	155,920.77		1,396,808.36	1,396,808.36		1,240,887.59
746	DONS ET LEGS		9,000.00	9,000.00		941,807.27	941,807.27		932,807.27
7481	PRODUIT VERS OUVRANT DROIT EXONER TAXE APPRENTISSAGE					44,003.11	44,003.11		44,003.11
7488	AUTRES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		91,708.14	91,708.14		4,868,776.27	4,868,776.27		4,777,068.13
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 74</i>		2,831,176.73	2,831,176.73		109,952,809.16	109,952,809.16		107,121,632.43
7516	DROITS D'AUTEUR ET DE REPRODUCTION					1,516.75	1,516.75		1,516.75
756	PRODUITS DE CESSION D'ELEMENTS D'ACTIF					3,833.33	3,833.33		3,833.33
7571	TAXES AFFECTEE (DONT CVEC°					146,440.15	146,440.15		146,440.15
7583	PRODUIT DE GESTION PROVENANT DE L' ANNULLATION DE DEPENSES					701,553.66	701,553.66		701,553.66
7584	CONTENTIEUX / INTERETS MORATOIRES					41.76	41.76		41.76
7588	AUTRES		3,594,286.75	3,594,286.75		6,591,498.26	6,591,498.26		2,997,211.51
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 75</i>		3,594,286.75	3,594,286.75		7,444,883.91	7,444,883.91		3,850,597.16
766	GAINS DE CHANGE					4,262.59	4,262.59		4,262.59
768	AUTRES PRODUITS FINANCIERS					1.95	1.95		1.95
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 76</i>					4,264.54	4,264.54		4,264.54

CLASSE 7									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
7811	REPRISES SUR AMORT DES IMMO INCORP ET CORPOR					4,340,007.56	4,340,007.56		4,340,007.56
7815	REPRISES SUR PROV RISQUES ET CHARGES D'EXPLOIT		5,958.50	5,958.50		49,672.93	49,672.93		43,714.43
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		5,958.50	5,958.50		4,389,680.49	4,389,680.49		4,383,721.99
	TOTAL CLASSE 7		6,843,964.29	6,843,964.29		132,966,765.06	132,966,765.06	16,372.45	126,139,173.22

CLASSE 8								
	DEBIT			CREDIT			SOLDE	
	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890 BILAN D'OUVERTURE	613,703,704.22		613,703,704.22	613,703,704.22		613,703,704.22		
SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	613,703,704.22		613,703,704.22	613,703,704.22		613,703,704.22		
TOTAL CLASSE 8	613,703,704.22		613,703,704.22	613,703,704.22		613,703,704.22		
TOTAL GENERAL	1,231,343,351.17	1,061,079,324.72	2,292,422,675.89	1,231,343,351.17	1,061,079,324.72	2,292,422,675.89	777,887,323.26	777,887,323.26

ENS - synthèse de la liasse budgétaire

	Intitulé du tableau	Soumission au CA
1	Tableau des emplois	Pour vote
2	Tableau des autorisations budgétaires	Pour vote.
3	Tableau des dépenses par destination et recettes par origine	Pour information
4	Tableau d'équilibre financier	Pour vote
5	Tableau des opération pour compte de tiers	Pour information
6	Tableau de situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	Pour vote
7	Tableau présentant le plan de trésorerie	Pour information
8	Tableau des opérations liées aux recettes fléchées	Pour information
9	Tableau des opérations pluriannuelles	Pour vote
10	Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation	Pour information
11	Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche	Pour information
12	Tableau de synthèse budgétaire et comptable	Pour information

Tableau 1 - Tableau des emplois (en ETPT)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) Plafond Etat			(B) Plafond Ressources propres			(C) = (A) + (B) - Global		
			CFI 2020	BR3 2021	CFI 2021	CFI 2020	BR3 2021	CFI 2021	CFI 2020	BR3 2021	CFI 2021
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	145	187	146			0	145	187	146
		CDI	1		2	1		1	2	0	3
	Non permanents	CDD	77	89	84	275	279	286	352	368	371
S/total EC			223	276	232	276	279	287	499	555	520
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			748	776	749				748	776	749
BIATSS	Permanents	Titulaires	270	334	282				270	334	282
		CDI	27	1	23	2	1	3	29	2	26
	Non permanents	CDD	49		34	78	94	89	127	94	123
S/total Biatoss			346	335	339	80	95	92	426	430	431
Totaux			1 317	1 387	1 321	356	374	379	1 673	1 761	1 700
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			1 387	1 387	1 387						

Tableau 2 - Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

	Dépenses										Recettes					
	Compte financier 2020		budget rectificatif n°3 2021		Exécution au 31/12/2021		Ecart Exécution 2021 / BR3		Ecart Exécution 2021 / Exécution 2020		Compte financier 2020	budget rectificatif n°3 2021	Exécution au 31/12/2021	Ecart Exécution 2021 / BR3	Ecart Exécution 2021 / Exécution 2020	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP						
Personnel	82 010 095	82 003 171	86 631 006	86 631 006	83 748 239	83 744 989	-2 882 767	-2 886 017	1 738 144	1 741 818	100 957 457	102 885 354	105 042 905	2 157 551	4 085 449	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	21 399 201	21 399 201	22 361 026	22 361 026	21 778 719	21 778 719	-582 307	-582 307	379 518	379 518	89 713 872	89 607 072	91 028 007	1 420 935	1 314 135	Subvention pour charges de service public
<i>dont Contrats de recherche et autres subventions fléchées</i>	11 131 201	11 131 201	12 526 969	12 526 969	10 919 557	10 919 557	-1 607 412	-1 607 412	-211 644	-211 644	22 500	53 550	31 000	-22 550	8 500	Autres financements de l'Etat
Fonctionnement	38 775 064	30 556 171	34 724 998	33 654 430	29 620 976	30 102 719	-5 104 022	-3 551 711	-9 154 088	-453 452	135 644	130 000	146 440	16 440	10 796	Fiscalité affectée
<i>dont Contrats de recherche et autres subventions fléchées</i>	6 040 904	5 724 892	7 962 722	7 935 984	5 656 981	4 878 698	-2 305 741	-3 057 285	-383 923	-846 194	4 502 406	4 649 408	4 337 667	-311 741	-164 739	Autres financements publics
<i>Dont CPER</i>			120 000	120 000	41 924	39 374	-78 076	-80 626	41 924	39 374	6 583 035	8 445 324	9 499 792	1 054 467	2 916 757	Recettes propres
<i>Dont CDSN (MS03 autres ENS et X entrants et ENS ULM)</i>	16 294 481	8 889 694	10 200 000	9 969 792	8 454 320	10 661 523	-1 745 680	691 731	-7 840 161	1 771 830	22 400 147	30 903 606	24 307 965	-6 595 641	1 907 818	Recettes fléchées
Investissement	6 688 649	5 610 061	8 838 899	15 666 018	6 402 715	11 222 397	-2 436 184	-4 443 621	-285 934	5 612 336	3 871 763	2 099 935	2 752 683	652 748	-1 119 080	Financements de l'Etat fléchés
<i>dont Contrats de recherche et autres subventions fléchées</i>	2 898 931	1 329 522	3 807 153	5 631 948	2 865 923	2 968 190	-941 231	-2 663 757	-33 008	1 638 668	13 384 844	20 073 250	16 600 404	-3 472 846	3 215 560	Autres financements publics fléchés
<i>dont CPER Campus Montagne (opération investissement fléchée)</i>	89 550	1 088 901	196 376	5 650 952	44 978	5 537 096	-151 397	-113 856	-44 572	4 448 195	5 143 540	8 730 422	4 954 878	-3 775 544	-188 662	Recettes propres fléchées

TOTAL DES DÉPENSES	127 473 808	118 169 403	130 194 903	135 951 454	119 771 930	125 070 105	-10 422 973	-10 881 349	-7 701 878	6 900 702	123 357 603	133 788 960	129 350 870	-4 438 090	5 993 267	TOTAL DES RECETTES
<i>Dont total sur opérations fléchées</i>	20 160 586	19 274 516	24 613 220	31 865 853	19 529 363	24 342 917	-5 083 857	-7 522 936	-631 223	5 068 401						

	B1	B2	B3	C1	C2	C3	
Solde budgétaire (excédent)	5 188 200	0	4 280 765	0	2 162 494	0	Solde budgétaire (déficit)
	D1 = C1-B1	D2 = C2-B2	D3 = C3-B3	D1=B1-C1	D2=B2-C2	D3=B3-C3	D4=B4-C4
Dont excédent sur recettes fléchées	3 125 631	0	0	0	962 246	34 952	Dont déficit sur recettes fléchées

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES DE L'ORGANISME							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	38 855 957	38 852 199	8 924 348	6 711 105	0	0	47 780 306	45 563 304
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	1 196 256	1 196 256	54 566	29 429	0	0	1 250 822	1 225 685
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	33 737 495	33 737 495	357 986	306 593	0	0	34 095 482	34 044 088
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	3 922 206	3 918 448	8 511 796	6 375 083	0	0	12 434 002	10 293 531
D105 - Bibliothèques et documentation	3 511 089	3 511 089	1 292 954	1 234 065	4 472	25 808	4 808 515	4 770 963
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	4 171 718	4 171 718	1 231 177	1 126 709	949 082	1 086 274	6 351 977	6 384 701
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	1 944 768	1 944 768	233 172	312 010	28 748	25 455	2 206 688	2 282 233
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	7 629 365	7 629 365	3 555 655	3 000 728	2 103 515	1 668 265	13 288 534	12 298 358
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	5 527	5 527	0	9	0	0	5 527	5 536
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	2 594 448	2 594 448	561 019	436 752	121 648	135 114	3 277 115	3 166 314
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	8 273 925	8 273 925	1 169 505	1 111 020	88 761	35 975	9 532 191	9 420 921
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	4 087 664	4 087 664	760 745	735 530	105 686	447 708	4 954 094	5 270 902
D113 - Diffusion des savoirs et musées	66 388	66 388	326 138	217 267	45 209	27 886	437 735	311 540
D114 - Immobilier	4 310 403	4 310 403	3 868 499	3 838 901	2 384 171	7 618 103	10 563 072	15 767 407
D115 - Pilotage et support	8 274 903	8 275 412	5 045 781	8 850 053	571 425	151 809	13 892 110	17 277 274
Étudiants	22 084	22 084	2 651 982	2 528 570	0	0	2 674 066	2 550 653
D201 - Aides directes aux étudiants	1 253	1 253	542 542	540 542	0	0	543 795	541 795
D202 - Aides indirectes	0	0	2 083 553	1 966 144	0	0	2 083 553	1 966 144
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	20 831	20 831	25 887	21 884	0	0	46 718	42 715
Total	83 748 239	83 744 989	29 620 976	30 102 719	6 402 715	11 222 397	119 771 930	125 070 105

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	4 280 765
------------------------------------	------------------

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	RECETTES DE L'ORGANISME								Total
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	91 028 007	-	-	-	-	-	-	-	91 028 007
Droits d'inscription	-	-	-	-	671 559	-	-	-	671 559
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	44 003	-	-	-	44 003
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	-	-	157 433	2 070 336	2 227 769
Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	3 000	-	5 138 360	-	5 141 360
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	-	615	-	4 799 518	-	4 800 133
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	-	12 207	-	1 683 635	-	1 695 843
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	343 360	-	-	3 878 765	40 000	4 262 125
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	24 000	-	23 000	59 431	2 752 683	942 693	2 521 952	6 323 759
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	1 411 038	-	-	322 590	1 733 628
Autres recettes	-	7 000	146 440	3 971 307	7 297 938	-	-	-	11 422 685
Total	91 028 007	31 000	146 440	4 337 667	9 499 792	2 752 683	16 600 404	4 954 878	129 350 870

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)

TABLEAU 4 - Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS	Compte financier 2020	BR3 2021	Exécution au 31/12/2021	Ecart Exécution 2021 / BR3	Ecart Exécution 2021 / Exécution 2020	Compte financier 2020	BR3 2021	Exécution au 31/12/2021	Ecart Exécution 2021 / BR3	Ecart Exécution 2021 / Exécution 2020	FINANCEMENTS
Solde budgétaire (déficit)*		2 162 494				5 188 200		4 280 765	4 280 765	-907 435	Solde budgétaire (excédent)*
Remboursements d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements	10 000		10 000	10 000	0				0	0	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers **	1 603 171	4 120 021	4 099 535	-20 486	2 496 364	1 680 999	4 120 021	4 042 629	-77 392	2 361 630	Opérations au nom et pour le compte de tiers **
Autres décaissements sur comptes de tiers	1 685 530	2 239 871	2 409 934	170 064	724 404	3 314 381	2 239 871	3 737 928	1 498 057	423 547	Autres encaissements sur comptes de tiers
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (A)	3 298 701	8 522 386	6 519 469	-2 002 916	3 220 768	10 183 580	6 359 892	12 061 322	5 701 431	1 877 742	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (B)
ABONDEMENT de la trésorerie	6 884 879		5 541 853	7 704 347	-1 343 026		2 162 494				PRELEVEMENT de la trésorerie (= A-B)
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	3 125 631						962 246	34 951	-927 295	-3 160 582	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée	3 759 248		5 576 804	6 777 052	1 817 556		1 200 247				dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	10 183 580	8 522 386	12 061 322			10 762 257	8 522 386	12 061 322			TOTAL DES FINANCEMENTS

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5 - Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Libellé	DECAISSEMENTS			ENCAISSEMENTS		
		Décaissements 2020	Prévisions 2021	Décaissements 2021	Encaissements 2020	Prévisions 2021	Encaissements 2021
Dispositif d'intervention pour comptes de tiers	ERASMUS CBHE IBRAIN	317 697	250 000	67 399	385 096	250 000	
	Paiement et remboursement EDF par Ecotron	120 641	111 382	117 270	131 070	111 382	127 763
	H2020 – FETOPEN – FERRAGE	1 164 833			1 164 833		
	PROJET HISCORE		3 758 639	3 758 639		3 758 639	3 758 639
	Commission Européenne - Projet AUGURY			156 227			156 227
Total Opérations au nom et pour le compte de tiers		1 603 171	4 120 021	4 099 535	1 680 999	4 120 021	4 042 629
Autres décaissements sur comptes de tiers	TVA déductible	1 640 221	2 239 871	2 126 724			
	TVA collectée et remboursée				2 885 316	2 239 871	2 070 637
	Autres opérations (recettes à classer, dépenses à régulariser)	45 309		283 210	429 065		1 667 291
Total Autres décaissements sur comptes de tiers		1 685 530	2 239 871	2 409 934	3 314 381	2 239 871	3 737 928
TOTAL		3 288 701	6 359 892	6 509 469	4 995 380	6 359 892	7 780 557



TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte financier 2020	Crédits ouverts 2021 après BR3	EXECUTION AU 31/12/2021
Personnel	80 914 693	84 916 771	82 272 441
<i>dont charges de pensions civiles</i>	21 399 201		21 778 719
Fonctionnement autre que les charges de personnel	33 199 832	34 968 664	31 514 773
Amortissements - provisions	8 396 201	10 050 000	9 660 172
TOTAL DES CHARGES (1)	122 510 726	129 935 436	123 447 386
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	1 198 331	293 745	2 675 414
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	123 709 057	130 229 180	126 122 801

PRODUITS	Compte financier 2020	Crédits ouverts 2021 après BR3	EXECUTION AU 31/12/2021
Subvention de l'Etat	89 713 872	89 858 392	91 050 507
Autres subventions	18 309 882	24 374 200	15 094 315
Fiscalité affectée	181 068	130 000	190 443
Autres produits	11 158 268	8 616 588	15 403 813
Quotes-parts financements de l'actif	4 345 966	7 250 000	4 383 722
TOTAL DES PRODUITS (2)	123 709 057	130 229 180	126 122 801
Résultat prévisionnel : déficit (4) = (1) - (2)	0	0	0
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	123 709 057	130 229 180	126 122 801

Calcul de la capacité d'autofinancement	Compte financier 2020	Crédits ouverts 2021 après BR3	EXECUTION AU 31/12/2021
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	1 198 331	293 745	2 675 414
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 396 201	10 050 000	9 660 172
- reprises sur amortissements (des biens immobiliers), dépréciations et provisions	4 345 966		4 383 722
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0	7 250 000	
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	5 248 566	3 093 745	7 951 865



TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte financier 2020	Crédits ouverts 2021 après BR3	EXECUTION AU 31/12/2021
Insuffisance d'autofinancement	0	0	0
Investissements	5 867 086	15 666 018	11 368 139
Remboursement des dettes financières	0	0	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	5 867 086	15 666 018	11 368 139
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	0	0

RESSOURCES	Compte financier 2020	Crédits ouverts 2021 après BR3	EXECUTION AU 31/12/2021
Capacité d'autofinancement	5 248 566	3 093 745	7 951 865
Financements de l'actif par l'État	0	3 390 000	453 182
Financements de l'actif par des tiers autres que l'État		5 618 046	300 000
Autres ressources		0	
Augmentation des dettes financières		0	
TOTAL DES RESSOURCES (6)	5 248 566	12 101 790	8 705 046
Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	618 520	3 564 227	2 663 092

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie	Compte financier 2020	Crédits ouverts 2021 après BR3	Correction Balance d'entrée	EXECUTION AU 31/12/2021	
Niveau initial					
FONDS DE ROULEMENT	21 255 923	20 637 403	20 861 460	41 498 863	
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-11 923 000	-19 426 399	-20 861 460	1 435 061	
TRESORERIE	33 178 923	40 063 802	0	40 063 802	
Variation					
Variation du FONDS DE ROULEMENT	-618 520	-3 564 227		-2 663 092	
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-7 503 399	-1 401 734		-8 204 945	
Variation de la TRESORERIE	6 884 879	-2 162 494		5 541 853	
Niveau final					
FONDS DE ROULEMENT	20 637 403	17 073 176		38 835 771	Jours
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-19 426 399	-20 828 133		-6 769 884	123
TRESORERIE	40 063 802	37 901 309		45 605 655	144

TABLEAU 7 - Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	40 063 802	63 620 255	62 392 084	62 389 477	82 165 886	78 454 744	71 320 302	67 888 511	62 027 574	55 740 711	47 871 330	55 674 935	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	22 619 111	271 479	2 620 910	22 951 998	955 200	1 372 959	31 970 432	2 033 820	427 376	1 238 358	14 229 035	4 352 228	105 042 905
Subvention pour charges de service public	22 098 318	0	0	22 098 317	0	0	30 926 601	534 681	0	0	13 240 790	2 129 300	91 028 007
Autres financements de l'État	0	7 000	0	0	22 500	0	0	0	0	1 500	0	0	31 000
Fiscalité affectée	0	0	0	0	0	0	112 630	0	0	0	33 810	0	146 440
Autres financements publics	167 041	0	763 757	481 482	129 088	700 069	440 890	1 112 148	0	455 397	64 951	22 845	4 337 667
Recettes propres	353 752	264 479	1 857 153	372 199	803 612	672 891	490 311	386 991	427 376	781 461	889 484	2 200 083	9 499 792
Recettes budgétaires fléchées	1 637 009	1 722 947	1 958 819	954 650	1 830 390	1 399 997	954 713	70 778	3 517 164	819 128	1 467 346	7 975 024	24 307 965
Financements de l'État fléchés	0	0	0	0	0	0	0	0	33 500	14 183	0	2 705 000	2 752 683
Autres financements publics fléchés	999 736	576 217	1 423 332	704 408	1 507 024	1 066 426	698 208	27 300	3 239 814	483 556	1 012 417	4 861 965	16 600 404
Recettes propres fléchées	637 273	1 146 730	535 487	250 242	323 367	333 571	256 505	43 478	243 850	321 389	454 928	408 059	4 954 878
Opérations non budgétaires	21 020	231 793	104 053	428 788	3 765 359	431 419	40 791	12 529	85 290	122 238	1 097 793	1 439 485	7 780 558
Emprunts : encaissements en capital													0
Prêts : encaissement en capital													0
Dépôts et cautionnements													0
Opérations gérées en comptes de tiers :	21 020	231 793	104 053	428 788	3 765 359	431 419	40 791	12 529	85 290	122 238	1 097 793	1 439 485	7 780 558
- TVA encaissée	10 591	231 793	48 742	403 812	6 720	387 488	40 791	3 135	75 896	97 110	505 775	258 784	2 070 637
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	10 429		27 655	12 488	3 758 639	21 966			9 394	8 431	21 018	172 609	4 042 629
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers			27 655	12 488		21 966		9 394		16 697	571 000	1 008 092	1 667 292
A. TOTAL	24 277 140	2 226 219	4 683 781	24 335 435	6 550 949	3 204 376	32 965 936	2 117 128	4 029 830	2 179 723	16 794 174	13 766 737	137 131 428
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	450 437	2 212 421	3 445 742	3 642 193	1 842 073	8 518 623	31 133 653	6 858 204	7 921 803	8 221 033	9 167 094	17 254 141	100 667 418
Personnel	0	0	791	0	5 000	6 162 231	29 697 866	5 920 867	6 063 524	6 046 599	6 085 376	12 783 408	72 765 661
Fonctionnement	415 130	2 057 294	3 267 058	3 473 266	1 749 282	1 883 307	1 222 530	728 691	1 529 845	1 887 775	2 988 343	3 982 126	25 184 646
Investissement	35 307	155 128	177 893	168 927	87 791	473 085	213 257	208 647	328 434	286 659	93 375	488 607	2 717 110
Dépenses liées à des recettes fléchées	202 310	973 540	997 836	700 686	711 066	1 631 900	5 041 426	1 025 990	1 837 344	1 570 298	1 403 159	8 307 133	24 402 687
Personnel	0	0	0	0	-5 000	929 421	4 481 679	871 130	858 565	846 438	981 881	2 015 215	10 979 328
Fonctionnement	148 653	199 540	861 293	251 726	292 650	503 133	399 928	106 509	444 720	594 917	397 416	717 587	4 918 073
Investissement	53 657	774 000	136 543	448 960	423 416	199 346	159 819	48 352	534 060	128 943	23 862	5 574 331	8 505 287
Opérations non budgétaires	67 941	268 428	242 811	216 147	7 708 953	188 294	222 648	93 870	557 545	257 773	-1 579 684	-1 725 256	6 509 470
Emprunts : remboursements en capital													
Prêts : décaissements en capital													
Dépôts et cautionnements										10 000			10 000
Opérations gérées en comptes de tiers :	67 941	268 428	242 811	216 147	7 708 953	188 294	222 648	93 870	557 545	247 773	-1 579 684	-1 725 256	6 509 470
- TVA décaissée	47 082	256 644	199 284	191 171	164 753	179 415	159 690	85 439	267 920	232 328	100 298	242 700	2 126 724
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	10 429		27 655	12 488	3 772 474		53 564		31 360	8 431	21 018	162 116	4 099 535
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	10 429	11 784	15 872	12 488	3 771 726	8 879	9 394	8 431	258 265	7 014	-1 701 000	-2 130 072	283 210
B. TOTAL	720 688	3 454 389	4 686 389	4 559 025	10 262 091	10 338 818	36 397 727	7 978 065	10 316 693	10 049 104	8 990 569	23 836 017	131 589 575
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	23 556 453	-1 228 170	-2 608	19 776 410	-3 711 142	-7 134 442	-3 431 791	-5 860 937	-6 286 863	-7 869 381	7 803 605	-10 069 280	5 541 853
SOLDE CUMULE (1) + (2)	63 620 255	62 392 084	62 389 477	82 165 886	78 454 744	71 320 302	67 888 511	62 027 574	55 740 711	47 871 330	55 674 935	45 605 655	

TABLEAU 8 - Opérations liées aux recettes fléchées
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Compte Financier 2020	BR3 2021	Exécution 2021	2022*	2023*	2024 et suivants*
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)				24 273 014		
Recettes fléchées (b)	22 400 147	30 903 606	24 307 965	-	-	-
Financements de l'État fléchés	3 871 763	2 099 935	2 752 683			
<i>Dont CPER</i>	<i>3 690 000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 705 000</i>	<i>1 500 000</i>	<i>1 500 000</i>	<i>9 370 000</i>
Autres financements publics fléchés	13 384 844	20 073 250	16 600 404			
<i>Dont CPER</i>		-		<i>1 500 000</i>	<i>1 500 000</i>	<i>4 500 000</i>
Recettes propres fléchées	5 143 540	8 730 422	4 954 878			
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	19 274 516	31 865 852	24 342 916	3 990 481	5 262 264	17 258 079
Personnel						
<i>AE=CP</i>	11 131 201	12 526 969	10 919 557			
Fonctionnement						
<i>AE</i>	6 040 904	8 082 722	5 698 905	-		
<i>CP</i>	5 724 892	8 055 983	4 918 072			
Investissement						
<i>AE</i>	2 988 481	4 003 529	2 910 901	2 712 536	21 560 047	-
<i>CP</i>	2 418 424	11 282 900	8 505 287	3 990 481	5 262 264	17 258 079
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	3 125 631	- 962 246	- 34 951	- 3 990 481	- 5 262 264	- 17 258 079

(*) Données issues du tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation (tableau 10) sur le périmètre des opérations fléchées

TABLEAU 9 - Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opération	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement			Restes	
		AE consommées au titre des années antérieures à 2021	AE ouverts en 2021 (consolidé BR3)	AE consommées en 2021 (CFI 2021)	CP consommés au titre des années antérieures à 2021	AE ouverts en 2021 (consolidé BR3)	AE consommées en 2021 (CFI 2021)	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (1) - (2) - (4)	(9) = (2) + (4) - (5) - (7)
LABEX	39 599 080	29 077 310	4 563 015	3 245 005	28 728 779	4 661 042	3 266 297	7 276 765	327 238
EQUIPEX	8 597 773	5 043 595	347 194	378 786	5 029 406	343 108	377 701	3 175 392	15 274
TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS	48 196 853	34 120 905	4 910 209	3 623 791	33 758 185	5 004 150	3 643 999	10 452 157	342 512
Grands projets	35 744 638	11 118 020	404 054	212 353	3 241 771	5 897 058	5 674 831	24 414 265	2 413 771
GER	7 017 219	3 344 639	1 133 174	592 994	2 898 292	805 229	299 381	3 079 586	739 960
Réhabilitation	5 572 153	925 328	513 755	311 133	459 304	616 310	422 923	4 335 693	354 234
Internat	1 400 000	651 730	463 266	445 372	194 293	453 531	484 134	302 897	418 676
Hors SPSI	1 037 000	784 584	354 694	210 777	683 546	357 240	272 194	41 639	39 620
TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES	50 771 010	16 824 302	2 868 943	1 772 629	7 477 206	8 129 368	7 153 463	32 174 080	3 966 261
TOTAL OPERATIONS PLURI-ANNUELLES	98 967 863	50 945 207	7 779 152	5 396 420	41 235 391	13 133 518	10 797 462	42 626 237	4 308 773

B - Recettes

Opération	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			Restes à encaisser
			Montant financements extérieurs	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements au titre de l'année 2021	
	(1)	(10) = (1) - (11)	(11)	(12)	(13)	(14) = (11) - (12) - (13)
LABEX	39 599 080	0	39 599 080	nd	1 738 270	
EQUIPEX	8 597 773	0	8 597 773	nd	1 403 101	nd
TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS	48 196 853	0	48 196 853	nd	3 141 371	nd
GER	7 017 219	7 017 219	0	0	0	0
Grands projets	35 744 638	4 244 638	31 500 000	8 925 000	2 705 000	19 870 000
Hors SPSI	1 037 000	837 000	200 000	200 000	0	0
Internat	1 400 000	1 400 000	0	0	0	0
Réhabilitation	5 572 153	4 682 153	890 000	690 000	200 000	0
TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES	50 771 010	18 181 010	32 590 000	9 815 000	2 905 000	19 870 000
TOTAL	98 967 863	18 181 010	80 786 853	9 815 000	6 046 371	nd

TABLEAU 10 - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opérations	Nature	Montant de l'opération (1)	Autorisation d'engagement			Crédits de paiement		
			AE consommées au titre des années antérieures à 2021 (2)	AE ouverts en 2021 (consolidé BR3) (3)	AE consommées en 2021 (CFI 2021) (4)	CP consommés au titre des années antérieures à 2021 (5)	CP ouverts en 2021 (consolidé BR3) (6)	CP consommés en 2021 (CFI 2021) (7)
Contrat de recherche : LABEX et EQUIPEX	Personnel		nd	2 252 320	2 158 152	3 437 827	2 252 320	2 158 152
	Fonctionnement	48 196 853	nd	1 845 070	911 599	10 709 108	1 813 421	868 988
	Investissement		nd	812 819	554 040	6 464 253	938 408	616 859
TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE		48 196 853	34 120 905	4 910 209	3 623 791	20 611 188	5 004 149	3 643 999
Opérations immobilières	Fonctionnement	647 716	527 715	120 000	12 541	321 583	193 933	57 906
	Investissement	50 123 294	16 296 586	2 748 943	1 760 088	7 155 623	7 935 435	7 095 556
TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES		50 771 010	16 824 302	2 868 943	1 772 629	7 477 206	8 129 368	7 153 463
<i>Ss total Personnel</i>				2 252 320	2 158 152	3 437 827	2 252 320	2 158 152
<i>Ss total Fonctionnement</i>			527 715	1 965 070	924 141	11 030 691	2 007 354	926 894
<i>Ss total Investissement</i>			16 296 586	6 826 637	2 314 128	13 619 876	8 873 843	7 712 416
TOTAL		98 967 863	50 945 207	7 779 152	5 396 420	28 088 394	13 133 517	10 797 462

Programmation dépenses N+1 et suivants					
AE prévues en 2022 (8)	CP prévues en 2022 (9)	AE prévues en 2023 (10)	CP prévues en 2023 (11)	AE prévues en 2024 et suivants (12) = (1) - (2) - (4) - (8) - (10)	CP prévues en 2024 et suivants (13) = (1) - (5) - (7) - (9) - (11)
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	107 460	268 226
5 702 764	6 867 240	22 002 626	7 326 583	4 361 229	21 678 292
5 702 764	6 867 240	22 002 626	7 326 583	4 468 688	21 946 518
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	107 460	268 226
5 702 764	6 867 240	22 002 626	7 326 583	4 361 229	21 678 292
5 702 764	6 867 240	22 002 626	7 326 583	4 468 688	21 946 518

B - Prévissions de recettes

Opérations	Nature	Prévission
		financement extérieur des opérations (14)
Contrat de recherche : LABEX et EQUIPEX	Financement de l'Etat	
	Autres financements publics	48 196 853
	Autres financements	
Total contrat de recherche		48 196 853
Opérations immobilières	Financement de l'Etat	21 500 000
	Autres financements publics	10 000 000
	Autres financements	1 090 000
Total opérations immobilières		32 590 000
<i>ss total financement de l'Etat</i>		21 500 000
<i>ss total autres financements publics</i>		58 196 853
<i>ss total autres financements</i>		1 090 000
TOTAL		80 786 853

Prévission N	
Encaissements au titre des années antérieures à 2021 (15)	Encaissements au titre de l'année 2021 (16)
	0
nd	3 141 371
	0
nd	3 685 027
6 425 000	2 705 000
2 500 000	0
890 000	200 000
9 815 000	2 905 000
6 425 000	2 705 000
nd	3 141 371
890 000	200 000
nd	6 590 027

Programmation N+1 et suivants		
Encaissements prévus en 2022 (17)	Encaissements prévus en 2023 (18)	Encaissements prévus en 2024 et suivants (19) = (14) - (15) - (16) - (17) - (18)
0	0	0
1 500 000	1 500 000	9 370 000
1 500 000	1 500 000	4 500 000
		0
3 000 000	3 000 000	13 870 000
1 500 000	1 500 000	9 370 000
1 500 000	1 500 000	nd
0	0	0
3 000 000	3 000 000	nd

TABLEAU 11 - TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens attribués de l'établissement (en AE)		Moyens demandés hors budget de l'établissement (1)					
		Montant	ETPT	CNRS		INSERM		Autres partenaires (SU,UP,EHESS...)	
SCIENCES		Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT
BIOLOGIE - UMS 3194 - CEREEP - BIO21	Personnel	30 000							
	Fonctionnement	47 500		409 725					
	Investissement	19 000		397 000		0		0	
BIOLOGIE - UMR 8197 - IBENS - IBENS11	Personnel	130 000							
	Fonctionnement	70 000		411 400		485 000		0	
	Investissement	140 000		133 500		154 000			
CHIMIE - UMR 8640 - Labo Pasteur - CHIM31	Personnel	0							
	Fonctionnement	84 500		90 000				24 000	
	Investissement	25 000		35 000					
CHIMIE - UMR 7203 - Labo. des biomolécules CHIM31	Personnel	0							
	Fonctionnement	37 000		85 000				105 000	
	Investissement	5 000							
CHIMIE - FR 2769 - Inst. Chimie Moléculaire de Paris Centre CHIM51	Personnel	0							
	Fonctionnement	2 500		18 000				8 000	
	Investissement	3 500							
CHIMIE - FR 3615 - Féd. Physico-Chimie Ana. et Bio. CHIM41	Personnel	0							
	Fonctionnement	10 000		7 000				6 000	
	Investissement	0							
CHIMIE - UMR 8004 - IMAP CHIM21	Personnel	0							
	Fonctionnement	22 500		7 000				14 000	
	Investissement	7 000		20 000				77 000	
ETUDES COGNITIVES - U960 - Labo. de Neurosciences Cognitives DEC11	Personnel	0							
	Fonctionnement	24 000		0				0	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - UMR 8129 - Institut J. Nicod DEC21	Personnel	9 000							
	Fonctionnement	14 000		50 000				0	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - UMR 8554 - Labo. Sc. Cogn. et Psycholing. DEC31	Personnel	15 000							
	Fonctionnement	5 500		44 000				27 000	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - UMR 8248 - Labo. Psycho. de la Perception DEC41	Personnel	3 000							
	Fonctionnement	17 600		74 850				0	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - U 955 - Equipe Neuropsych. Interventionnelle 1F10	Personnel	0							
	Fonctionnement	5 000		0				0	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - UMS 3332 - Relais d'info. sur les sc. cognitives DEC71	Personnel	0							
	Fonctionnement	0		16 000				0	
	Investissement	0							
GEOSCIENCES UMR 8538 - Labo. de Géologie GEOS11	Personnel	0							
	Fonctionnement	51 000		105 000				0	
	Investissement	30 000							
GEOSCIENCES UMR 8539 - Labo. de Météo. Dyna. GEOS21	Personnel	0						7 800	
	Fonctionnement	15 000		132 000				171 585	
	Investissement	6 000						10 000	
INFORMATIQUE - UMR 8548 INFO01	Personnel	0							
	Fonctionnement	36 000		40 000				0	
	Investissement	0							

		Moyens attribués de l'établissement (en AE)		Moyens demandés hors budget de l'établissement (1)					
				CNRS		INSERM		Autres partenaires (SU,UP,EHESS...)	
MATHEMATIQUES - UMR 8553 <i>MATH01</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	63 000		40 000				0	
	Investissement	15 000							
PHYSIQUE - UMR 8552 - Labo. Kastler Brossel <i>PHYS11</i>	Personnel	0						30 000	
	Fonctionnement	110 000		514 000				12 000	
	Investissement	5 000						49 000	
PHYSIQUE - UMR 8023 - Labo.de physique de l'ENS - LPENS <i>PHYS21</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	115 000		315 000				100 000	
	Investissement	100 000		165 000				15 000	
LETTRES		Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT
ANTIQUITES - UMR 8546 - Labo.d'archéo - <i>ANTI11</i>	Personnel	12 000							
	Fonctionnement	50 000		137 500				38 000	
	Investissement	13 000							
ANTIQUITES - UMR 8230 - Centre J.Pépin - <i>ANTI21</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	10 000		161 500				0	
	Investissement	10 000							
IHMC - UMR 8066 <i>HIST11</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	10 000		2 500				118 000	
	Investissement	5 000							
HISTOIRE ET THEORIE DES ARTS UMR 7172 - THALIM <i>ART11 (ex HTA11)</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	4 500		34 600				111 400	
	Investissement	2 500							
LITTÉRATURE ET LANGAGE - UMR 8132 - Inst.Textes et Manuscrits Modernes - ITEM <i>LILA11</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	30 000		92 000				0	
	Investissement	0							
LITTÉRATURE ET LANGAGE - UMR 8094 - - LATTICE <i>LILA21</i>	Personnel	6 000							
	Fonctionnement	21 000		8 000				48 000	
	Investissement	0							
PHILOSOPHIE - UMR 8547 - Pays Germaniques <i>PHILO11</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	17 000		78 500				0	
	Investissement	8 000							
PHILOSOPHIE - USR 3608 - République des savoirs <i>PHILO21</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	30 000		45 000				17 000	
	Investissement	5 000							
PHILOSOPHIE - UMS 3610 - CAPHES <i>PHILO31</i>	Personnel	10 000							
	Fonctionnement	10 500		35 000				0	
	Investissement	4 500							
SCIENCES SOCIALES - UMR 7074 - Centre de théorie et analyse du droit <i>SCSO11</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	3 400		25 000				26 700	
	Investissement	0							
SCIENCES SOCIALES - UMR 8097 - <i>SCSO21</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	27 000		75 000				32 000	
	Investissement	0							
ECONOMIE - UMR 8545 - Paris Jourdan Sciences Economiques <i>ECO11</i>	Personnel	0						51 000	
	Fonctionnement	12 000		142 000				227 600	
	Investissement	0							

(1) : données issues de l'application Dialog du CNRS

Ce tableau se décline par enveloppe et par type de financement

TABLEAU 12 - Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Correction balance d'entrée Fonds de roulement	-3 071 790	0	20 861 460
Correction balance d'entrée Besoin en fonds de roulement	3 071 790	0	-20 861 460
Correction balance d'entrée Trésorerie	0	0	0

Niveaux initiaux

	CFI 2020	BR3 2021	CF 2021
1 Niveau initial de restes à payer	23 486 183	32 790 588	32 790 588
2 Niveau initial du fonds de roulement	21 255 923	20 637 403	41 498 863
3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-11 923 000	-19 426 399	1 435 061
4 Niveau initial de la trésorerie	33 178 923	40 063 802	40 063 802
4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	21 198 840	24 324 471	24 324 471
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	11 980 083	15 739 331	15 739 331

Flux de l'année

5 Autorisations d'engagement	127 473 808	130 194 903	119 771 930
6 Résultat patrimonial	1 198 331	293 745	2 675 414
7 Capacité d'autofinancement (CAF)	5 248 566	3 093 745	7 951 865
8 Variation du fonds de roulement	-618 520	-3 564 227	-2 663 092
9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	0	0	-10 000
10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS 32 506	0	0
Variation des stocks	+ / - 31 972		
Production immobilisée	+		
Charges sur créances irrécouvrables	- 534		
Produits divers de gestion courante	+		
11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS -5 839 227	-1 401 734	-6 933 857
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - -5 839 227	-1 801 735	-6 933 857
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	400 001	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		
12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	5 188 201	-2 162 494	4 280 765
12.a Recettes budgétaires	123 357 603	133 788 960	129 350 870
12.b Crédits de paiement ouverts	118 169 403	135 951 454	125 070 105
13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	-1 696 679	0	-1 261 088
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13	6 884 879	-2 162 494	5 541 853
14.a dont variation de la trésorerie fléchée	3 125 631	-962 246	-34 951
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	3 759 248	-1 200 247	5 576 804
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	-7 503 399	-1 401 734	-8 204 945
16 Variation des restes à payer	9 304 405	-5 756 551	-5 298 175

Niveaux finaux

17 Niveau final de restes à payer	32 790 588	27 034 037	27 492 413
18 Niveau final du fonds de roulement	20 637 403	17 073 176	38 835 771
19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-19 426 399	-20 828 133	-6 769 885
20 Niveau final de la trésorerie	40 063 802	37 901 309	45 605 655
20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	24 324 471	23 362 225	24 289 520
20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	15 739 331	14 539 084	21 316 136

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale